

# Supplément Radio-Télévision

DIMANCHE 10 - LUNDI 11 NOVEMBRE 1991

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JACQUES LESOURN

## M. Mitterrand et le «prêchi-prêcha» de l'OTAN

QUARANTE-HUTTÈME ANNÉE - Nº 14552 - 8 F

A saynète à laquella s'est Livré, vendredi 8 novembre, M. Mitterrand, en dénonçant le « prēchi-prêcha » de l'OTAN à la fin du sommet de Rome, etait onur lui le mnyen de mnntrer qu'il gerde enn quent-à-eni et que la binne entente avec Washington, consciencieusement affichée par Paris ces derniers jours, o ses limites.

Une certaine détente a su lieu. entre les Etats-Unis et la Frence, à propos du rôle des Européens dans les affaires touchant à la sécurité du continent. Meis elle repose sur la reconnaissance par chacun de ses propres faiblesses et n'exclut pas, par conséquent, les arrière-pensées. Si du côté américain on se résigne désormais é prendre deventege en compte le désir des Européens de e'affirmer, c'est en premier lieu parce que le Congrès pousse à une accélératinn du mouvement de retrait des traupes emériceines statinnnées en Europe et qu'on ne peut plus C'est aueel perce que l'OTAN est impuissante face aux nouveeux risques d'instebilité qui pesent sur l'Europe.

Il est clair par exemple, depuis le début de la guerre en Yougoslevie, que les Etats-Unie ne comme un problème de sécurité les concernant et qu'ils ne sont pas mécontents de s'en décharger sur les Européens,

Al'inverse, la faiblesse des Européens, qui, derrière la Frence, réclement davantage d'indépendance en metiere de défense, est qu'ils ne sont pas en mesure pour l'instant de se passer des Etats-Unis pour leur propre défense et de mettre sur pied un système de substitution à celui de l'OTAN. Les Britanniques, pragmetiques en toute chose; puisent dans cette constatation toute le force de leur ergumentation en faveur du maintien de la prééminence de l'OTAN. L'Allemegne, quant à elle, en gardant ostensiblement deux fers au feu, en jouant è le fois l'OTAN et la défense européenne, en étant le partenaire indiepenseble de Weshington comme de Paris, a permis d'éviter l'affrontement è Rome.

A question du rôle politique des Américains en Europe n'en reste pas mnine entière. C'est la France qui, en Europe, y est le plus sensible et dénonce systématiquement, derrière le volonté proclamée de M. George Bush d'établir avec lee Européens un véritable « pertenariet », ce qu'elle tient pour le tentativo de maintenir un «leadership ». L'idée d'établir des liens nouveatox entre l'OTAN et les pays anciennement communistee relêve, eux yeux de M. Mitterrand, de cette tenta-tive. Mais elle comporte eussi un risque de dépérissement pour l'OTAN, et c'est pour cette raison sans doute que la France lui accorde finelement un soutien sans réserve.

Le président de la République supporte assez mal la fascination de certains dirigeants d'Euope centrale pour le modèle méricain. Mais il n'a apparemsent pas renoncé à vuir lee prêchi-prêchas de l'OTAN perre en crédibilité dans cette ginn d'Europe et s'y ternir



## En imposant l'état d'urgence aux Tchétchènes

# M. Eltsine engage l'épreuve de force dans le Caucase paralysent le trafic aérien

En imposant, vendredi 8 novembre, l'état d'urgence en Tchétchéno-Ingouchie, une République musulmane du Caucase rettachée à la Russie, M. Eltsine s'est engagé dans une épreuve de force. Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de la cepitale Grozny et le président local, M. Doudaev, a menacé Moscou d'une campagne terroriste visant les centrales nucléaires. Samedi matin, les troupes du KGB ont pris d'assaut le central téléphonique de la ville.

de notre correspondant

Après evoir risqué sa popula-rité auprès des Russes en annoncent une réforme éconnmique radicale, c'est son eutorité que M. Boris Eltsine met en jeu en engageant une épreuve de force pour faire rentrer dans le rang un peuple récalcitrant du Ceucase. Mais l'imposition de l'état d'argence sur tout le territoire de Tchétchénie-Ingouchie et la mise sous administration directe de cette République autonome qui avait proclamé son indépendance sont lourdes de danger et les nisques d'affrontements considéra-bles. Si les Tchétchènes ont une détestable réputetion parmi les Russes, ce peuple musulman a, de son côté, d'excellentes raisons de hair les autorités de Moscou en général et les Russes en parti-

culier : il fut le fer de lance de la résistance du Caucase contre le colonisation tsariste au siècle dernier et de la grande révolte du Daguestan contre les bolcheviks au début des années 20, evant de subir de terribles souffrances dans les ennées 40 : messecres et dépurtetions de tous les survivants vers l'Asie centrale. Quant à l'enjeu du conflit, il est considérable paur tous, Pour les Tchétchènca, il en ve de leur indépendence et de leur ficrté nationale; pour M. Eltsioc, de l'intégrité de la fédération de Russie, où l'exemple tchétchène risque d'être suivi par de nombreuses autres populations autochtones qui profitent du désordre général pour secouer le jnug de la

JAN KRAUZE Lire la suite page 4

## La grève des électroniciens du ciel

# Des pannes suspectes

Deux cent mille voyageurs ont été bloqués dens les eéroports parisiens, le 8 novembre, après des pannes «inhabituelles» survenues dans les équipements informatiques, au moment où commençalt une grève des électroniciens de l'eviation civile. M. Quilès, ministre des transports, a demandé une enquête à propos des « actes irresponsables ellant eu-delà de l'exercice normal du droit de grève ». La situation devait se rétablir au cours des journées de samedi et dimanche.



Lire l'article d'ALAIN FAUJAS page 17

#### HEURES LOCALES

Le Centre, ce n'eet pes Messif Central. Autour d'Orléane, voici eix dépertements qui, des châteaux de la Loire aux forêts de Sologne, dispo-sent d'un patrimnine netural, historique et culturel excep-

#### CENTRE

La recherche d'un art de vivre

La préoccupation essentielle est donc, tout en favorisant le nécesseire pragrès tachnique. de préserver les équilibres naturels, condition du maintien d'un irremplacable art de vivre.

Lire pages 10 et 11 l'enquête de THOMAS FERENCZI

Lire également

■ Nouveeux percnurs pnur le golf. = Transports è la carte à Merseille. 
Qui mettriee les finences Incales ? a Cnnpératinn urbaine francn-itelienne

«Le grand jury RTL - le Monde» M. Françoie Bayrou invité dimanche à 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 20

# Algérie : colère sur les campus

L'arabisation de l'enseignement et les mauvaises conditions de travail provoquent d'importants mouvements de grève dans les universités

travail. Alimentée par la constante

dégradation de l'environnement

de notre correspondant

Depuis plusieurs semaines, les étudiants des filières bio-médicales d'Alger, de Constantine, de Batna et de Tizi-Ouzou sont en grève. tandis que les centres universiteirea de Blide et de Sidi-Bel-Abbès s'agitent à leur tour. Les étudiants demandent à l'administration de revenir sur le contrôle des connaissances rendu, depuis 1990, plus sélectif.

A Tizi-Ouzou, une quinzaine de carabins ont entamé une grève de la faim, tandis que plusieurs centaines de leurs condisciples de l'institut bio-médical de Constantine ont déserté, depuis le 9 octobre, les cours et les stages. Les négociations menées avec les auto-rités universitaires ayant échoué, les grévistes occupent maintenant les locaux; les professeurs, qui ont leurs revendications spécifiques, menacent, à leur tour, d'arrêter le

matériel et pédagogique, la grogne étudiante gagne de nombreuses villes universitaires. Le manque de professeurs et de locaux, l'absence de bibliothèques, l'insuffisance des places en cités universitaires, le mauvaise qualité des repas servis au restau-U, la rareté des moyens de transports entre les villes et les campus sont autant de problèmes que soulèvent les étudiants qui organisent grèves, marches, sit-in et journées de protestation. A ces problèmes matériels anciens s'ajoute - fait nou-veau - celui de l'erabisation décrétée totale, dana tnutes les premières années universitaires. dès la rentrée 1991, par M. Djillali Liabes, ministre des universités. La décision du ministre fait suite an vote, en décembre 1990, d'une loi visant à généraliser l'emploi de la langue arabe à toute la société, y compris dans l'enseigne-

ment supérieur. Le texte avait, à l'époque, suscité de numbreuses réactions, poussant dans les rues, à l'initiative du Front des farces socialistes (FFS) de M. Aït-Ahmed, des dizaines de milliers de manifestants, qui n'entendaient pas se laisser imposer sans réagir l'interdiction de fait du berbère et du français (le Monde du 29 décembre 1990).

Une année plus tard, la polé mique repart de plus belle. Les étudiants de l'université des sciences et techniques de Bab-Ezzouar, près d'Aiger, nnt ainsi vive-ment réagi à l'annonce de la prochaine arrivée de cent vingt-cinq professenrs irakiens chargés de donner en arabe un enseignement que les enseignants du cru, majonitairement francophones, seraient bien en peine d'assurer, malgré un stage de mise à niveau de... trois

> **GEORGES MARION** Lire la suite page 6 dredi 8 et samedi 9 novembre,

# Le héros et le virus

En annonçant qu'il est séropositif, le basketteur « Magic » Johnson veut montrer que nul n'est à l'abri

WASHINGTON

de notre correspondant

L'Amérique est sous le coup de l'émotion. L'eunonce qu'un de ses plus grands sportifs, et des plus populaires, le basketteur Earvin «Magie» Jnhnson, était séropositif (le Monde du 9 novembre) a provoque un véritable traumatisme. Les jnurnaux les plus sérieux n'hésitent pas à parler d'un choc comparable à celui suscité par l'assassinat de John Kennedy on 1963. Menifestant une ignarance qui e surpris les spécialistes de cette maladie, des milliers de jeunes Américains ont appelé centres d'urgence et hôpitaux pour s'enquénr des risques posés par le sida. Dans de très nombreuses écoles des Etets-Unis, enseignents et élèves débettent de l'« affeire »

Dans le presse, le sujet éclipse tous les autres et barrait, ven-

le « une » des quotidiens du pays, des plus populaires au très eustère Wall Street Journal. Jeudi, plusieurs chaînes de Iélévisinn avaient couvert en direct la conférence de presse tenue par «Magic» Johnson, un joueur de légende, qui depuis douze ans fait les beaux jours d'une équipe vedette, les Lakers de Lns Angeles. CBS avait consacré le même jour plus de la mnitié de snn jnurnal télévisé eu drame vécu par le champion.

Vendredi, à l'heure de le plus grande écoute, c'était la chaine NBC qui consacrait une bonne partie de son journal è un très explicite cours d'éducation sexuelle. A Rome, où il tenait une conférence de presse à l'issue du summet de l'OTAN. M. George Bush n'a pas échappé à une question sur « Megic »

**ALAIN FRACHON** Lire la suite page 6

## Morosité du marché de l'art

On attendait, cet automne, les premières ventes de New-York et de Paris pour savoir où en est le marché de l'art après sa chute confirmée par les mauvais résultats du début de l'ennée. La vente de la célèbre collection Tremeine aux Etets-Unie e été décevante, comme celle de la col· lection Polo, en France. Seul le mobilier – celui du dix-hui-tième siècle français, en particulier - surnage. La morosité

> de LAURENCE BENAIM et de PHILIPPE DAGEN

# Jean **FERNIOT**

Je recommencerais bien

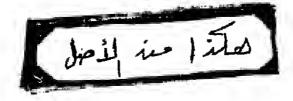
mémoires



## La stratégie des Verts

Les Verts cont réunis en assemblée générale, jusqu'au lundi 11 novembre, à Saint-Brieuc, pour préciser leur stratégie à l'approche des élections régionales et cantonales de mars. Sollicités à la fois par le RPR, l'UDF et le PS. M. Antoine Weechter et ses amis n'ont pas l'intention de sacrifier leurs thèses ou leur programme à la perspective d'alliances électorales.

de JEAN-LOUIS SAUX



ADMINISTRATION: , PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-BEINE CEDEX Tél. : |1] 40-65-25-25 Télécopieur : |1) 49-80-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Principana a sociés de la société Société civile « Les Rédacteurs du Monde » « Association Hubert-Beuve-Més Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Munde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant.

Philippe Dunuis, directeur commercial 15-17, rue dn Colonel-Pierre-Aria 75902 PARIS CEDEX 15 Tél: (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F

nmission paritaire des journaus et publications, nº 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

lenseignements vur les microfilms e index du Monde au (1) 40-85-29-33

TÉLÉMATIQUE

**ABONNEMENTS** 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB, PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voic Bermale CEE
3 mais	460 F	572 F	790 F
6 mois _	890 F	L 123 F	L 560 F
t 20	t 620 F	208a F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérience tarif sur demande. pour vous abonner renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs or provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE** 6 mois

Prénom:.

Adresse : .

Code postal : . Localité : \_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous le noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Anteens directeurs Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Lutrens (1985-1991)

Il y a cent vingt ans

# « Doctor Livingstone, I presume... »

E 10 novembre 1871, Henry Morton Stanley, journaliste américain, d'origine galloise, arrive à Ujiji, sur le lac Tanganyika, où il salue le célèbre docteur David Livingstone, missionnaire et géographe, auteur de la première traversée du cootinent africain, fêté comme un héros national en Angicterre, explorateur du lac Nyassa, des fleuves Chire et Rowuma. L'Europe avait perdu la trace de Livingstone, et Stanley fut envoyé par le richissime Gordon Bennett junior, directeur du New York Herald, en Africae pour la retrouver coûte que coûte Afrique, pour le retrouver coûte que coûte (1 000 livres renouvelables). Pourtant, en octobre 1869, au momeot où l'Américain reçoit ses instructions, on n'avait pas vu Livingstone depuis trois ans et huit mois : il avait soixante ans, était en mauvaise santé... Sans doute Bennett n'était-il pas vraiment convaincu du «coup» journalistique. Aussi demanda-t-il à Stanley d'assister d'abord à l'ouverture du canal de Suez et d'accomplir un long périple du Nil à Jérusalem, puis Coostantinople, la Crimée, la mer Cas-pienne, les ruines de Persépolis, l'Euphrate et Bombay, pour gagner enfin l'île de Zanzi-bar, par l'océan Indien. Stanley n'arrivera donc que le 6 janvier

1871 à Zanzibar, au bout de quinze mois. De la côte, la route s'oriente vers Tabora, dans l'est de la future Afrique orientale allemande, une oasis habitée par de riches mar-chands arabes où l'Américain est bloqué au beau milieu d'une guerre entre ces commer-cants et un fibustier africain du nom de Mirambo; il y prend part et nombre de ses hommes laissent leur vie sur le terrain. Mais l'orgueilleux Stanley, bien qu'il n'ait plus qu'une dizaine d'hommes avec lui, ne veut pas retourner sur ses pas. Malgré la malaria et la mort successive des Européens qui l'accompagnaient, l'Ecossais Farquhar et John William Shaw, une mutinerie grave, les tributs à payer, les crocodiles, Stanley conduira une nouvelle caravane jusqu'à Ujiji; il aura parcouru plus de 3 500 kilomètres en quatre cent onze jours. C'est là que sera prononcée la célèbre phrase apostrophe : « Doctor Livingstone, 1 presume... »

#### La superbe Albion

Paradoxalement, la rencontre entre le une reporter et le missionnais sera positive. Tous deux ont foi, chacun à sa manière, en la providence divine; l'un et l'autre sont obsédés par la mort. Livingstone, sans contact avec les Blanes depuis mars 1866 et animé de sa morale anti-esclavagiste, était tout à fait disposé à coopérer avec un journaliste du pays qui avait émancipé les Noirs. Stanley, lui, était fasciné par cet aîné qu'il voulait ramener à la «civilisation», qu'il désirait «sauver» au risque de joner un rôle secondaire lors d'un retour commun en Europe. Ensemble, ils entreprendront une navigation au nord du lac Tanganyika, mais la reconnaissance des sources du Nil et du parcours du Congo qui passionne Livingstone n'iotèresse pas. actuellement, le reporter; il prend congé de Livingstone – qui mourra dans la nuit du 30 avril au 1ª mai 1873 – et reçoit à Aden, sur le point de rentrer, un câble de Ben-nett: « Vous ètes maintenant aussi celbre que Livingstone puisque vous avez découvent l'explorateur. Avec mes remerciements et ceux du monde. » Il s'en fallait, néanmoins. de beaucoup.

D'abord, Anglais et Américains, sur les plans commercial et politique, s'opposent à Zanzibar ou les gremiers ont detroné les seconds. Londres, qui a signé, en 1845, uo traité anti-esclavagiste avec le sultan, ren-force son contrôle sur l'île et les

Américains sont convaincus que les Britanniques l'annexeront rapi-dement. Mieux : les diplomates anglais, des professionnels, méprisent leurs homologues américains. des marchands. A la tête de ces derniers, le consul John Kirk, qui avait suivi Livingstone sur le Zam-bèze de 1858 à 1863. Stanley s'efjet, avançant une éventuelle exploration du fleuve Rufiji, mais

son interlocuteur ne le croit pas. Lorsque Stanley et Kirk se ren-contrent à Bagamoyo sur la côte africaine en février 1871, ils échangent en apparence des paroles de congratulation. En réa-lité Kirk veille pour la première fois à ce que son aide parvicane à Livingstone, et Stanley formule déjà des critiques sur cette action officielle. Livingstone abondera d'ailleurs dans le sons de l'Améri-cain et fait état de sa colère par de nombreuses lettres que Kirk sera parfois contraint de retrans-mettre à Londres. Au retour, Stanley se fera un plaisir d'humilier le 'Britannique qui lui aura, oaturelle-ment, rendu la pareille, laissant entendre dans ses courriers, des septembre 1871, que les buts de l'Américain restent flous et son activité peu crédible. Pire : l'esta-blishment britannique prend globalement parti pour le diplomate. Comme Stanley a eu l'indiscrétion de porter le débat sur la place publique (interview au Daily Telegraph de juisset 1872), il va faire l'unanimité contre lui. Le révérend Horace Waller, beau-frère de Kirk, déclare qu'on veut ruiner la carrière de son parent, bon chrétien qui a tout tenté pour porter secours à Livingstone et sut sim-plement trompé par les Arabes et



La rencontre entre Livingstone et Stanley, le 10 novembre 1871, à Ujiji, sur le lac Tanganyika

les Indiens; il témoigne de la « bassesse » de Stanley. L'ancien supérieur de Kirk, Henry Churchill, s'eo prend même à Livingstone, trahi par ses serviteurs et ses amis qui annoncerent fallacieusement sa mort. Il est vrai que la reine Victoria offre, fin août 1872, uo magnifique présent à Stanley et le convie à Dunrobin Castle, résidence du duc de Sutherland.

L'affaire n'est cependant pas classée. Quand Stanley proposers en août 1877 le centre de l'Afrique comme objectif de colonisation aux dirigeants britanniques, il sentira bien que non seulement le gouvernement est réticent, mais qu'il passe toujours pour un imposteur. C'est qu'il a sous-estimé l'influence du réseau de Kirk, entre l'Eglise anglicane et Whitehall. Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Derby, veut-il des informations concernant l'Américain? Il s'adresse à Kirk qui charge son ennemi, l'accusant d'avoir battu à mort un Africain, de concubinage avec une indigène, d'esclavagisme. Et la réaction sera plus négative lorsque lord Salisbury deviendra ministre au printemps 1878 : complètement indifférent aux efforts deployes en vue d'une British East Company, ce personnage a le plus profond mépris pour les aventures de type Stanley. Au point que le chef du gouvernement. Disraeli, s'étonnera le 29 octobre 1878 qu'on ignore l'Américain, cet homme «à l'image sans pareille». Quoi qu'il en soit, Stanley, approche par Leopold II de Belgique lors d'un dîner à la Société de géographie de Marseille, saura démontrer, au service des Belges, le bien-fondé géopolitique de projet. C'est ensuite la très honorable Royal Geographical Society qui va

manifester une hostilité vigoureuse à Stanley. Son secrétaire, Clements Markham, rappelle d'emblée les méthodes «américaioes» du journaliste qui avait, après la campagne d'Abyssinie en 1868, dirigée par Sir Robert Napier, « surclassé» le service de presse britannique annonçant le premier la victoire. Or la Society prodigue ses éloges à Livingstone qui en est membre depuis 1854 et s'identifie à ses activités. Elle ne peut donc ter, américain de surcroît, rapporte en Angleterre des nouvelles du missionnaire. Son président, le général Henry Rawlinson, ayant apprès que Livingstone est en vie, conçoit immédiatement le béoéfice à. escompter d'une action en faveur de ce dernier; il essaie done, avant qu'on ait pris connaissance de l'exploit de Stanley, de rattraper et de doubler l'Américain en lançant une expédition au mois de janvier. 1872.

#### Tempête chez les géographes

Lorsque l'issue du voyage de Stanley oe fait plus de doute, au mois de mai, la Society produira un babile retournement rhétorique de l'aventure : Livingstone serait en parfaite santé, prèt à poursuivre ses découvertes. Ce n'est point Stanley qui a secouru Livingstone, mais Livingstone qui a secouru un Stanley perdu et misérable. Le missionnaire, lui, n'avait nullement besoin d'être retrouvé puisqu'il ne s'était jamais' égaré. Après l'arrivée à Londres, Rawlinson refusera d'organiser pour Stanley une ses-sion spéciale de la Society sous prétexte que rien, dans les matériaux de Liviogstone

traosportés par l'Américain, n'aurait d'intérêt pour les géographes. La Society fioira par renvoyer Stanley au colloque de Brighton, tenu par le département de géo-graphie de la British Association, dont le président, Francis Galton, le recevra fort mal : on lui reproche de donner dans le sensationnel au lieu d'expliquer objectivement les faits; Stanley, de son côté, taxe ses ment les faits; Stanley, de son côté, taxe ses eritiques de « géographes en chambre ». Certes, la Society sera obligée d'accorder à Stanley, distingué par la reine, une certaine déférence. Et même si d'aucuns maioticnnent que le reporter n'a, à proprement parler, rien découvert, le président Rawlinson commence à trouver le débat publie très désagréable. Du moment que l'Américaio accepte d'insérer dans son How I found accepte d'insérer daos son How I found Livingstone uo passage élogieux pour la Society ainsi que des excuses concernant certaioes assertions y figurant et de se cen-surer à l'avenir (troisième édition de l'on-vrage), il se verra conférer la médaille d'or de géographe le 31 octobre. La paix est alors faite. Pourtant, si le journaliste veul de oouveau retourner en Afrique, il critique violemment les plans de la Society, toujours désireuse de lancer des expéditions auprès de Livingstone. Et dès lors qu'il voudra se joindre au lieutenant Verney Lovett Cameron, agent de la Society, il sera repoussé. C'est dire que la trêve avait été de courte durés

#### Une presse hostile

Enfin, ses collègues de la presse britannique ne furent pas les moindres adversaires de Stanley. C'est le Times qui publiera le mot de Rawlinson; « Livingstone a décou-vert Stanley. » L'Américain doit se rendre à vert Stanley. » L'Américain doit se rendre à l'évidence : la plupart des journaux britanniques s'efforcent de minimiser son exploit. Par exemple, le Spectator relève chez lui une absence de « grandeur » : il serait dépourvu de charité chrétienne, de soif de savoir, de goût pour l'aventure et o'a agi que sur ordre de son directent. The Standard souligne tout ce qu'a de « scubreux » l'histoire de Stanley. Et même lorsque l'authenticité des papiers de Livingstooc rapportés par le reporter a été confirmée par le Foreign Office et Tom Livingstoone, fils siné Foreign Office et Tom Livingstone, fils ainé du missionnaire, la presse britannique écrit volontiers qu'il s'agit d'un vol : l'Américain aurait dépouillé un messager de Livingstone et se serait emparé des documents. Les journaux homoristiques font de "Doctor Livingstone, I. presume », un jeu de mots. Gertes, Stanley et Kalufu; son-fidèle-serviteur, serviront de modèles à M. Tussaud qui les immortalisera dans la cire: l'Américaio trouve sa photo chèz les marchands de musique avec les chansons à sa gloire. Mais l'opinion générale est au scepticisme. Stan-ley souffrira beaucoup de cet accueil journa-listique. Quoi qu'il en soit, les courriers fulminants de Stanley au Times n'y changeront rien, la presse de Grande-Bretagne lui est

A l'été 1874, Stanley est devenu célèbre. Mais les obstacles considérables qu'il a rencontrés en Angleterre l'iocitent maintenant à démootrer qu'il est uo véritable explorateur, dans la lignée des Burton, Speke et bien sûr Livingstone. D'où son extraordinaire projet de traverser le centre de l'Afrique, de l'océan Indien à la côte atlantique. Et il rocean indien à la côte attantique. Et il veut, désormais, apporter une solution définitive à l'énigme des sources du Nil, découvrir les régions situées à l'ouest, encore inconnu, du lac Tanganyika. L'Américaio arrive à Zanzibar le 21 septembre 1874, précédé par Cameron, ce qui le stimule d'autant. Il brûle de coovaincre ses vieux adversaires de Londres.

vieux adversaires de Londres. Alors que son concurrent veut sui-vre le cours du fleuve Lualaba, encore « vierge », mais préférera s'orienter vers le sud. Stanley gagne le lae Victoria au nordouest, se rend en Ouganda dont le roi Mtesa, effrayé par la pénétra-tion égyptienne du Soudan, l'ac-cueille et semble favorable à l'implantation du christianisme (l'héritage de Livingstone!).

Après avoir traversé la région des fabuleuses montagnes de la Lune (Ruwenzori) au nord, en janvier 1876, il redeseend vers le Taoganyika. Puis ce sera la marche vers le Lualaba qu'il aperçoit le 17 octobre. De Nyangwe, l'Américain prend la décision historique de remonter le long du fleuve toujours plus au oord; il atteindra «Stanley Falls» en janvier 1877 et confirme l'hypothèse que le Lualaba est la composante essentielle du Congo. Eo mars, Stanley découvre un grand lae qu'il appelle Stanley Pool. En août 1877, il a gagné l'Atlantique par Boma. Cette expédition, la plus dramatique des temps moderaes, Après avoir traversé la région dramatique des temps modernes, relatée dans Through the Dark Continent, best-seller en deux tomes de 1878, reneoutrera un succès formidable. Même la Royal Geographical Society convient que Stanley a surpassé tous ses concur-reots. L'Américain avait réalisé son pari, il était devenu un vrai explorateur et surtout le véritable héritier... de Livingstone.

MICHEL KORINMAN

▶ Bibliographie : Richard Hall, Stanley, an Adventurer Explored, Collins, Londres, 1974; Anna Hugen. L'Afrique des explora-teurs, Vers les sources du Nil, Gallimard, Paris, 1991.

# "GRAND JURY" RTL-Le Monde

# **FRANÇOIS** BAYROU

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UDF

ANIMÉ PAR HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ PASSERON ET ANNE CHAUSSEBOURG (LE MONDE) PAUL JOLY ET ISABELLE TORRE (RTL)

Le Parlement bulgare e approuvé, dans la soirée du vendredi 8 novembre, la composition du nouveau gouvernament proposé par le premier ministre, M. Filip Dimitrov, président du rassemblement anticommuniste Union des forces démocratiques (UFD). Son cabinet a êté accepté par 128 voix contre 90. Les quatorze ministres appartienment tous à l'UFD ou sont sans étiquette.

Pour la première fois depuis 1944, les communistes ne sont pas représentés au gouvernement en Balgarie, et c'est un civil, M. Dimitar Loudjev, qui prend la tête du ministère de la défense. Le ministre des finances, M. Ivan Kostov, et le ministre de l'industrie, du commerce et des technologies, M. Ivan Pouchkarov, qui ont participé à l'ancien gouvernement de coalition ayant commencé la réforme économique, ont conservé

Le gouvernement minoritaire de l'UFD comptera sur l'appui parle-mentaire du parti de la minorité

\* . Tre

turque Mouvement pour les droits et libertés (MDL). Dans le Parlement issu des élections du 13 octobre dernier, l'UFD dispose de 110 sièges, contre 106 pour le Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste) et 24 mandais pour le MDL.

> Le troisième premier ministre

M. Filip Dimitrov, un avocat de trente-six ans, qui ne cache pas ses sentiments religieux en faveur de l'Eglise orthodoxe, est le troisième premier ministre de Bulgarie depuis la chute du régime communiste, en novembre 1989. Il passe pour un anticommuniste viscéral et n'a jamais appartenn an PC. En prenant la direction de l'UFD en décembre 1990, il a succédé à M. Petar Beron, sériensement M. Petar Beron, sériensement compromis ponr avoir collaboré avec les services secrets du dirigeant communiste Todor Jivkov. Elu à la tête de l'UFD comme l'homme du compromis des forces anticommunistes, M. Filip Dimitrov n'a, ensuite, rien fait pour retenir les fondateurs de l'UFD, qui l'opt accusé d'être trop « de qui l'ont accusé d'être trop « à droite ». Malgré son passage à la

petit bomme à la barbe ooire s'est rapidement brouillé avec certains écologistes, centristes et sociauxdémocrates qui avaient rejoint l'UFD des sa création.

Tranchant avec son image d'uni-versitaire un peu austère, M. Filip Dimitrov a mené sa campagne électorale du mois d'octobre de facoo extremement energique. maniant avec agilité des formules claires et tranchées. Dans son dis cours, vendredi, devant le Parle-ment, il a souligné que « lo stabiliment, il a souligné que « lo stabili-sation économique et la lutte contre l'inflation sont les objectifs prioritaires du gouvernement ». Il a également insisté sur la nécessité d'enrayer la montée du chômage et la chute de la production, qui a baissé de 21 % depuis le début de l'aunée. Le nouveau chef de gou-vernement a par ailleurs, souligné vernement a par ailleurs, souligné que le redressement économique passe par une accélération de la privatisation et par la création de conditions (avorables aux investis-sements étrangers. Autre priorité annoncée par M. Dimitrov : la confiscation des biens du Parti socialiste bulgare et la restitution des propriétés confisquées par al'ancien régime ». - (AFP. ReuYOUGOSLAVIE : les sanctions de la CEE

# Croates et Slovènes reprochent aux Européens de ne pas désigner nommément l'« agresseur »

Rome de prendre des sanctions aconomiques contre la Yougoslavie (le Monde du 9 novembre), les combats se sont poursuivis, vendredi et samedi, en Crostie. En représailles contre le siège des casernes fédérales imposé par les forces croates, la marine yougoslave annonçait. vandradi matin, le blocus de tous les ports croates de l'Adriatique, à l'exception de celui de Pula, par lequel l'armée fédérale évacue armes et effectifs vers le Monténegro.

BELGRADE

de notre correspondante

Signe que l'on ne se rapproche pas d'une accalmie des combats : la Serbie, qui affirme toujours « ne a fermer ses frontières y aux hommes mobilisables. Le décret, public voici quelques jours, qui suspendait la délivrance de passe-ports et imposait aux hommes âgés de vingt à soixante ans de présenter un Isissez-passer remis

ce dernier doit être approuvée

par le Parlement, où M. Gere-

mek, membre de l'Union demo-

cratique (UD), ne peut disposer

que d'une instable majorité de

prêt à entamer des consultations

pour former une coalitioo gouver-

nementale et s'est engagé à pour-

suivre la politique d'austérité éco-

nomique des cabinets précèdents,

notamment le « programme » de

M. Leszek Baleerowicz, actuel

ministre des finances, qui est l'ar-tisan de réformes économiques

ayant réduit l'inflation mais

aggravé le chômage et la récession. Les résultats des élections législa-

tives du 27 octobre, premier scru-

tin entièrement libre de l'après-guerre, avaient exprimé un rejel

massif de cette politique de

Avec 62 des 460 sièges de la

Diète (où sont représentés vingt-

neuf partis), l'Union démocrati-

que. à laquelle appartient

M. Geremek, n remporté le plus

grand nombre de sièges à la Chambre basse du Parlement. M. Geremek était l'un des trois

eandidats de l'UD. Les autres étaient l'ancien premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, et le vétéran de Solidarité, M. Jacek

Kuron. La décision de M. Walesa fait suite à l'échec de discussions. jeudi, sur la formation d'un gou-

vernement de coalition entre l'UD et quatre sutres formations de cen-

tre droit. Trois de ces partis se

sont d'ailleurs déclarés sceptiques, vendredi soir, sur les chances de succès de M. Geremek. De son

Alors que la CEE a décidé à par les autorités militaires pour soriir du pays, est entre en vigueur, vendredi 8 novembre à midi. Si les sanctions économiques contre la Yougoslavie représentent une nouvelle pression politique de CEE pour enrayer la marche incluctable vers un embrasement généralisé dans le pays, elles ont, dans le contexte actuel, bien peu de chances de stopper les opéra-tions militaires sur le terrain.

En prenant des mesures, essen-ticliement commerciales, contre la Yougoslavie – et non pas seule-ment contre les Républiques qui «entravent» le processus de paix, notamment la Serbie, – la CEE s'est bien gardée de nommer les coupables. Cette pirouette diplo-matique de l'Europe a profondement décu la Croatie, qui se sent victime d'une agression de la Servictime d'une agression de la ser-bie. Les autorités croates regret-taient, vendredi, que la Commu-nauté européenne n'ait pas fait la différence entre l' «agresseur» et l' «agressé» et n'ait pas pris des mesures plus efficaces pour stop-per la guerre. Pour le Parlement de Zagreb, les décisions de Rome illustrent l'incapacité de l'Europe à résoudre la crise yougoslave.

En Bosnie-Herzégovine, les sanclions économiques contre l'ensemble de la Yougoslavie ont surpris. Le vice-président du gouvernement bosniaque, M. Muhamed Cengie, regrette que les Républiques qui ont, tout au long de la conférence de La Haye, choisi la voie de la paix soient punies au même titre que celles qui semblent noter pnur la guerre civile en Yougoslavie. Le ministre slovène des affaires étran-gères. M. Dimitrij Rupet, reproche à l'Europe d'avoir été incapable de trancher.

#### Inquiètude en Serbie

En Serbie, l'annonce des sanc-tions économiques a provoque une certaine inquiétude au sein de la population, qui depuis quelques jours faisait des provisions de pro-duits de première nécessité et de marchandises étrangères. Bien que les membres du gouvernement aient essayé de minimiser devant l'opinion publique les effets évenel économistes étaient inquiets. vendredi, des répercussions que pourraient avoir ces mesures dans un pays déjà fortenient touché par la crise exonomique et le retour à l'byperinflation. Toutefois, on res-sentait une certaine satisfaction à ne pas être la seule des six Répu-bliques yougoslaves à être sanc-tionnée.

Le «bloc serbe» de la présidence yougoslave a estimé que «l'Europe n'n pas choisi la bonne voie pour résoudre lu crise yougo-slave car ces mesures restrictives risquent de toucher tous les peuples et tous les citoyens yougoslaves ». C'est pour quoi la présidence a décidé, vendredi, de faire appel au Conseil de sécurité des Nations unies pour étudier la situation yougoslave et « prendre des mesures concrètes pour interrompre le conflit et créet les conditions à un dénouement pocifique de lo crise ». La Serbie a décidé de se tourner désormais vers les Nations unies parce qu'elle est persuadée que l'ONU lui sera plus favorable. et que les pressions de l'Allemagne y seront moins fortes.

En attendant, les leaders du Parti socialiste – au pouvoir en Serbie – considèrent que « le chau-tage de l'Europe » ne forcera pas la Serbie à « capituler ». Ils estiment qu'il est injuste que les Serbes soient punis alors qu'ils sont vic-limes du sécessionnisme slovène et du régime \* fasciste \* croate. Les parlis d'opposition en Serbie sein de Solidarité en 1990, il condamnent, eux aussi, les déci-prend ses distances par rapport à sions de Rome. Les démocrates M. Walesa. L'élection de l'ancien | soulignent notamment que les tront ni de résour goslave ni de rétablir la paix. Le Mouvement du renouveau serbe remarque, pour sa part, que les une population innocente qui aspire profondement à la paix.

FLORENCE HARTMANN

# Du rock contre la pollution roumaine

Des milliers d'écologistes la création de la première organi-sulgares, appuyés par les sation politique libre, Ecoglasnost, cut organisait la manifestation de bulgares, appuyés par les autorités de Sofia, ont bloque jeudi 7 novembre à Roussé la frontière avec la Roumanie pour protester contre la pollution de cette ville par une usine chimique roumaine de l'autre coté du Danube. Rejetant ces accusations, en s'appuyant sur un rapport d'experts internationaux, le gouvernement roumain, a . ajourné-la signature d'une convention bilaterale sur l'environnement.

ROUSSÉ

de natre envoyé spécial :

elci, 200 000 habitents souffrent, meurent; on ne peut pas respirer à cause du chlore, alors, il faut faire quelque chose, appeler l'Europe au sa cours ». Rouma de Roussé, dans le nord de la Bulgarie, ne semble pas vraiment apprécier le hard rock, mais elle siste tout de même au concert «Ecorock», dont le podium, installé au pied du poste frontière, a bioqué, jeudi 7 novembre, pendant douze heures les pas vers la Roumanie. Car pour Rouma Koutzonova, comma pour laa autorités bulgares, la pollution de Roussé, où, selon l'hôpital da la villa. la mortalité infantila sarah presque quatre fois supérieure à la movenne nationale, n'a qu'un responsable : le combinat chimique de Giurgiu, la ville roumaine de l'autre côté du Danube.

C'est ici qu'a débuté la mouvement qui allait emporter le dictateur Todor Jivkov avec, en 1987,

jeudi. Alors, à Sofia, on prend l'affaire très au sérieux. Pas moins de quaranta députés, dont una dizalne d'ex-communistes, se sont déplacés à Roussé et la séance du Parlement a été annuléa. A la fin du concert, le président du Parlement, M. Stefan Savov a dit son inquiétude et celle du président Jaliou Jalav faca en ce drame écologique » et à promis que le nouvaau gouvarnamant allait «donner la priorité au problème de Roussé»

A Bucarest, le gouvernement, ajournant la signature, prévue pour vendredi, d'une convention bilatérale sur l'anvironnement, a dénoncé le concert comme une action de «propagande tout à fait gratuite» parce que «les mesures prises en commun et le rapport des experts des Nations unies ont clairement montré ou'il v avait des problèmes das danx cotés du jugé qu'il s'agissait d'une temative de edétoumer l'attention du vrai danger nucléaire qui inquiète l'Europe entière», à savoir la centrale bulgare, un peu plus en amont sur le Danuba, da Kozlodoui, jugéa dangereuse par les experts internationaux et contra laqualla las écologistes bulgares n'ont jamais

> Dos à dos

Empilant. les rapports sur son bureau du combinat chimique de Giurgiu, détaillant les graphiques de mesure de poliution, M. Vesile Popescu, directeur du combinet, «La plate-forme qui produisait du

chlore à l'origine des problèmes à été farmée en 1988. Je suis surpris que les Bulgares disent que nous continuons de polluers, s'indigne M. Popescu.

Des experts bulgares affirment que la concentration de chlore à Roussé est eprès de trois fois supéneure aux normes». Le combinat de Roussé reconnaît utiliser encore du chlore mais dans des quantités aujourd'hui infimas at par la seule usine qui fonctionne encore. «La psychose à Roussé avait une base réelle, mais aujourd'hui elle se développe alors que ce sont les vingt-huit usines de Roussé qui polluant», aatima M. Mihail lusut, député de Giurgiu.

Les experts des Nations unies ont renvoyé les deux villes indus-trielles dos à dos, soulignant le manque de formation des person-nels. Le rapport ne satisfait pas les écologistes bulgeres. « les sont venus en novembre 90 alors que Giurgiu était fermé pour révisions. affirme l'expert d'Écoglasnost qui Le rapport estime, sans pouvoir donner des econclusions fermes», qu' con peut a'attendre que les effets (de la pollution) sur la santé na diffèrant pas trop de ceux constatés dans d'autres zone du monde ayant des activités industrielles at des conditions météorologiquaa at géographiques difficles».

Même si, en Bulgarie, certains personnages compromis anveniment peut-être les choses pour laver leur passé rouge avec le vert de l'écologie, Rouma pense que enous ici en Bulgaria, nous avons changé le système, la bas il est resté le même. Les Roumains ont menti avant et ils mentent aujour-

JEAN-BAPTISTE NAUDET

pour la formation d'un cabinet Deux semaines après les élec- ensuite nu KOR, le Comité de défense des onvriers, embryon de tions législatives polonaises, le l'opposition démocratique dans le präsident Lech Walesa a pays. Après le coup d'Etnt du demanda, vendredi 8 novembre, général Jaruzelski en décembre a M. Bronislaw Geremek, ancien 1981, M. Geremek a passé un an conseiller de Solidarité, dans un camp d'internement. d'a ouvrir des consultations » eq Mais, maigré la répression, cet vue de former un nouveau gouintellectuel sera encore present, en vernement. En vertu de la 1989, aux négociations de la Constitution, .il, revient au chef a table ronde » entre le pouvoir de l'Etat de choisir le premier communiste et Solidarité. Elu ministre, mais la nomination de député la même année sur une

POLOGNE: à la demande de M. Walesa

M. Geremek entame des négociations

du Parlement. Au moment de la brouille au Dans un entretien à la radio polonaise, M. Geremek s'est dit électricien des chantiers navals de sanctions économiques ne permet-Gdansk à la présidence de la République rejette M. Geremek dans le camp des « voincus » qui fondent l'Union démocratique, dirigée par l'ex-premier ministre Tadeusz, Mazowiecki, - (Reuter,

liste du syndicat indépendant,

M. Geremek prendra la tête de la

commission des affaires étrangères

novembre

Les plus belles images, les plus grands moments de ce « contemporain capital », dandy, guerrier et visionnaire.

**AVEC LE CONCOURS DE LA FNAC** 

## ALLEMAGNE: l'anniversaire de la chute du mur de Berlin

# Des commémorations officielles très discrètes

BONN

de notre correspondant

Les commémorations officielles de la chute do mur de Berlin, denx ans aprés l'événement, devaient rester, samedi 9 novembre, très discrètes. Le 9 novembre, il est vrai, est une date à multiples resonances dans l'histoire de l'Al-lemagne. M. Rita Süssmuth (CDU), présidente du Bundestag, a tenu à rappeler à ses compatriotes qu'il s'agissait aussi du cinquantetroisième anniversaire de la Nuit de Cristal. Le 9 novembre 1938, les nazis avaient détruit près de trois cents synagogues, incarcéré trente mille juifs et tué quatrevingt-onze d'entre eux. Au nom de la double signification du jour, des manifestations antiracistes doivent nvoir lieu à Berlin et dans plusieurs villes du pays. Des militants d'extrême droite, à l'appel du parti NPD, ont, pour leur part, prévu

une grande manifestation, samedi nprès-midi, à Halle (ex-RDA).

A Berlin, les travaux de démontage de la grande statue de Lénine ont commencé vendredi. Le monument est situé dans le quartier de Friedrichshein, à l'est. La statue avait été inaugurée, le 15 avril 1970, devant deux cent mille per-sonnes, à l'occasion du centième nnniversaire de la naissance de Lénine. Elle dressait sa silbouette de granit rouge sar dix-nenf mètres de haut et pesait quatre cents tonnes. Ni déboulonnée, ni violemment abattue comme toutes les eutres, celle-ci sera délicatement transportée dans un musée en plein air, au nord de Berlin. Il ne faudre pas moins d'une semaine aux ouvriers pour démonter avec précaution les cent vingtcinq pièces qui la composent. Le colit de l'opération est évalué à 340 000 francs. Depuis le putsch de Moscou, la statue était régulièrement toilettée par les services

municipaux des graffitis vengeurs

qui la couvraient. Au premier jour des travaux. une poignée de manifestants nos-talgiques de Lénine se sont déplacés, munis de drapeaux est-allemands, pour protester contre ce qu'ils ont appelé un socie de barbarien. Les héritiers du sculpteur, Nikolal Tomski, ont tenté une procédure en justice pour faire échouer le démontage du trophée

It y a une certaine ironie dans le fait que ces discrets adieux à l'héritage de Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, soient prononcés à Berlin. Lénine n'aurait jamais survéeu sans les subsides géoéreux d'un millionnaire bertinois, Alexandre Helphand, qui ent l'idée de lui fournir, pendant la première guerre mondiale, le fameux train blindé qui devait le ramener en Russie, pour y proclamer la révocôté, le porte-parole de la prési-dence a dit espérer que M. Gere-mek proposerait un gouvernement «capable de supporter le fardeau des réformes économiques indispen-

L'homme

des défis

Agé de cinquante-neuf ans M. Geremek e toutefois déjà relevé de nombreux détis. Profes-seur d'histoire médiévale, il a joint le mouvement Solidarité des sa naissance en 1980 et est devenu l'uo des proches conseillers de Lech Walesa. Il avait été membre du Parti communiste polonnis (POUP) jusqu'aux purges antisémites de 1968 et a participé

له الما من المول

# Epreuve de force dans le Caucase

Suite de la première page

Le président russe a signe le décret imposant l'état d'urgence pour une durée d'un mois à la veille de la cérémonie d'entrée en tonction du « président tchêt-chène». M. Djokhar Doudaev, un ancien général de l'armée soviétique désigné à ce poste à la suite d'elections tenues le 27 octobre dernier contre la volonté des autorités de Moscou et jugées, de ce fait, illégales (le Monde du 26 octobre). Selon le décret de M. Eltsine, la République autonome est placée sous administra-tion provisoire, avec à sa tête le représentant sur place du président russe, M. A. Akhsanov, seconde par le ministre de l'intérieur, le général Ibrahimov (l'un et l'autre sont des Tchetchènes).

Outre l'imposition du couvrefeu, le décret ordonne la confiscation des armes blanches ou à feu possédées par la population, une opération qui promet d'être fort délicate, les Tchétchènes étant trace privilège comme à la prunelle de leurs veux

#### Menaces d'attentats « contre des centrales »

La réaction aux décisions venues de Moscou ne s'est pas fait atten-dre. Selon l'agence Tass, « des dizaines de milliers de geus» se sont rassemblées dans la nuit de vendredi à samedi dans les rues de Grozny, la capitale de la République, et «la ville a été transformée en place forte». Le général Dou-daev a décrèté «l'état de guerne» et affirmé que son Parlement l'avait investi de « pouveirs d'exception v. Joint au téléphone par l'Agence France-Presse, cet homme de quarante-six ans au tempérament flamboyant et coutumier des déclarations fracassantes a par ailleurs, brandi la menace d'a actes contre les centrales nuclèaires ». « Nous décrètons Moscou zone sinistrée », a encore affirmé, selon l'AFP, le général Doudaev, avant d'ajouter : « On a déclaré la guerre au Caucase » et « tont le Cancase va se dresser [contre l'agresseur] » . De leur côté, les représentants

 LITUANIE : le Parlement litua-nien saisit les biens des organisa-tions communistes. – Le Parlement lituanien a décidé, jeudi 7 novembre, la saisie des biens des partis et organisations communistes sur le territoire de la République balte, a annonce l'agence Tass. Cette mesure concerne le Parti communiste républicain, filiale du PCUS déclare illégal par le Parlement lituanien après l'èchee du putsch de Moscou, ainsi que le Parti démocratique du travail et l'organisation de la Jeunesse communiste. – (AFP.)

de M. Eltsine n'ont pas perdu de

temps. Des avions transportant

des troupes ont atterri dans la

journée de vendredi sur l'aéroport militaire de Grozny (l'aéroport eivil est contrôle par la garde nationale tchétchène) et, selon la radio de Russie captée par la BBC, des troupes speciales du KGB russe ont pris d'assaut, dans la nuit, le bâtiment des télécommunications de la eapitale. Le siège local du KGB avait lui-même été occupé début octobre par la garde nationale du général Dou-daev et un occupant du bâtiment avait été tué au cours de l'opéra-

#### «Leur loi c'est la guerre »

Le décret du président russe ins-tituant l'état d'urgence a été lu intégralement à la télévision russe vendredi, aussitot après les informations de la soirce. Il est daté du 7 novembre, avec comme mention d'origine « Moscou, le Kremlin ». ce qui, si la date officielle correspond à la réalité, signifierait que M. Eltsine a signé ce texte avant sortir prendre un petit bain de foule sur la place Rouge et de ren-trer chez lui, de manière tout à fait inhabituelle, à pied, et en affichant une excellente humeur, en ce jour où, pour la première fois depuis soixante-quatorze ans, l'anniversaire de la révolution d'Octobre n'avait pas été officiellement célébre.

La décision de M. Eltsine est la suite logique de l'ultimatum qu'il avait lance le 19 octobre au général Doudaev et à ses amis, som més de mettre un terme dans un délai de trois jours à leurs activi-tés « illégales ». En réalité, le président russe aura attendu beaucoup plus longtemps avant de passer à l'acte. Entre-temps, les nouvelles autorités tehètehènes (qui, paradoxalement, avaient soutenu M. Eltsine pendant le putsch, alors que les autorités «legales» de la République avaient pris le parti des comploteurs) ont ouvertement défie l'ultimatum et fait savoir qu'elles étaient prêtes à se battre. M. Doudaev avait même alors appelé à la mobilisation « tous les hommes de quinze à cinquantecinq ans », une reaction outrancière qui avait un peu miné sa erédibilité.

Dans le nième temps, les repré-sentants des autres nationalités installées sur le territoire des Tchetcheno-Ingouches s'étaient eux aussi fait entendre. Les Ingouches, musulmans comme les Tchetchènes mais beaucoup moins nombreux et traditionnellement plus dociles, souhaitent majoritairement rester au sein de la fédération de Russie. Un souhait bien entendu partagé par les quelque trois cent mille Russes de la République.

Ce sont donc bien essentielle-ment les Tchetchenes que M. Boris Eltsine a resolu de faire rentrer dans le rang, quitte à recourir pour cela à des méthodes semblables à celles qui avaient été



#### Une région riche en pétrole

La Tchétchèno-Ingouchie est une des nombrenses Républiques autonomes du Nord-Caucase dépendant de la Fédération de Russie, à la limite de la région de Stavropol, de l'Ossétie du Nord, du Dagnestan et de la Géorgie. Créée eu 1922, etie a reçu le statut de République autonome en 1934. En 1943-1944, après l'occupation alleanande et la reconquête de cette région par l'armée rouge, la République a été dissoute par Staline et sa population massivement déportée, sous prétexte de collaboration avec les nazis. Les Tchétchènes et les Ingouches furent « réhabilités » en 1957 et la République autonome rétablie.

La Tchétchéno-Ingouchie, riche en nétrole, a nous capitale Greans.

La Tchétchéno-Ingouchie, riche en pétrole, a pour capitale Grozny.
D'une superficie de 19 300 kilomètres carrés, la République autonome compte une population de 1 277 000 habitants (52,9 % de Tchétchènes, 11,7 % d'Ingouches et 29,1 % de Russes).

utilisées contre les pays baltes par le a pouvoir sovietique ».

Le président russe avait annonce la couleur dans son discours du 28 octobre dernier, quand il avait soleunellement exclu toute atteinte à l'intégrité du territoire de la federation de Russie, A ceux qui lui reprocheraient d'adopter une attitude impériale et « grandrusse», il pourrait répondre que tous les Tchétchènes n'approuvent pas le jusqu'auboutisme du général Doudaev, à commencer par le pré-sident du Soviet suprême de Rus-

I IRLANDE: M. Charles Hau-ghey limoge un denxième ministre. — Le premier mioistre irlandais, M. Charles Haugbey, a limogé, vendredi 8 novembre, son ministre de l'environnement, M. Padraig Flynn, qui soutenait une motion de défiance contre lui. La veille, M. Haughey avait renvoye son ministre des finances et principal rival, M. Albert Reynolds (le Monde du 9 novembre).

M. Reyoolds avait signé la même motion que M. Flynn. Ce texte, qui émane de députés du propre parti de M. Haughey, le Fianna Fail, devait être discuté, samedi, au cours d'une réunion des parlementaires du parti. – (AFP.)

 ROUMANIE : manifestation de plusieurs milliers de royalistes à Bucarest. – Plus de dix mille roya-listes ont manifesté, vendredi 8 novembre, à Bucarest, à l'appel d'une dizaine de partis politiques d'opposition pour commemorer la répréssion brutale par les autorités communistes. il y a quarante-six ans, d'uo meeting de soutien à l'ex-roi Michel de Roumanie et pour demander son « retour au pouvoir». L'ex-roi vit actuellement en exil en Suisse. - [AFP.]

TCHÉCOSLOVAQUIE : six officiers de l'ancienne police secrète inculpés. - Six officiers de l'ancienne police secrète communiste tchécoslovaque (StB) ont été inculpes, vendredi 8 novembre, d'
«abus de pouvoir d'agent public e
pour leur participation à la répression brutale de la manifestation
étudiante du 17 novembre 1989, qui avait marqué le début de la « révolution de velours » à Prague. - (AFP.)

Le Monde

DOCUMEN

sie, M. Mouslan Kbasboulatov, très proche de M. Eltsine, et luimême tebétchéne. Cela ne suffit guère à limiter les risques d'une opération lancée contre les représentants d'un peuple dont l'insoumission dans les camps du Goulag faisait l'admiration d'Alexandre

Soljenitsyne, et que, dès le milieu du dix-neuvième siècle, le grand poète russe Mikhall Lermontov avait décrit en ces termes : « Leur dieu, c'est la liberté, leur loi, c'est la guerre. »

JAN KRAUZE

#### TURQUIE

## Des députés kurdes provoquent des incidents au Parlement

de notre correspondante

La rencontre entre le président Turgut Ozal et l'bomme qui sem-ble déterminé à l'écarter du pouvoir, M. Suleyman Demirel, vain-queur des élections législatives du 20 octobre *fle Monde* du 6 novembre), s'est déroulée dans une atmo-sphère plutôt froide, jeudi 7 novembre, au palais présidentiel de Cankaya, lorsque le chef de l'Etat a officiellement juvité le dirigeant du Parti de la juste voie à former un nouveau gouverne-

Après son cotrevue de plus d'une beure et demie avec M. Ozal, M. Demirel a annoncé que ses démarches auprès des autres partis en vue de la forma-tion d'une coalition commence-raient dans trois jours et dure-raient probablement de dix à douze jours. Ni la composition du 'butur cabinet, ni l'avenir du chef de l'Etat ne semblaient intéresser, jeudi. la presse turque, trop occu-pée à relater les incidents inhabi-tuels qui s'étaient déroulés dans la salle austère de l'Assemblée natiouale lors de la cérémonie d'ouverture de la session parlementaire

Deux des vingt-deux députés kurdes, élus sous les couleurs du Parti populiste social-démocrate (SHP), avaient protesté contre le exte du serment que doivent prêter les parlementaires, serment qui, selon eux, ne respecte pas les droits du peuple kurde. Ce texte fait référence à l'unité et à l'indivisibilité de la « grande nation iurque». Mes Leyla Zana, pasionaria de la cause kurde et benjamine du Parlement, avait, elle, prèté serment « au nom de la fraternité entre Kurdes et Turcs, » en ajoutant dans sa langue natale : « Je suis kurde.» M. Hatip Diele, son collègue de Diyarbakir, la principule ville de la région kurde, avait déclaré, à trois reprises, qu'il n'ac-ceptait de prêter serment qu'en

titrait le lendemain le quotidien populaire Sabah. Les staudards téléphoniques du SHP, de la chaîne nationale de télévision qui avait retransmis la cérémonie en direct, ainsi que des quotidiens nationaux out été débordés d'appels de citoyens tures protestant contre l'attitude des parlementaires

M. Erdal looou, dirigeant du SHP, a condamoé l'attitude de Mme Zaua et de M. Dicle et demandé leur démission immédiate. «Ce n'est qu'une provoca-tion, il n'y a pas lieu de pani-quer», a déclaré M. Demirel, qui a tenté de minimiser l'incident. Selon le quotidien Milliyet, M. Demirel a déclaré, après son entrevue avec le président, que le problème du Sud-Est est le «problème numéro un» en Turquie et qu'il doit être approché avec ment qui traiterait ce problème à la lègère tomberait en moins d'un mois », a-t-il precise,

NICOLE POPE

## DIPLOMATIE

#### M. Alain Pierret nommé ambassadeur en Belgique

Ancien ambassadeur à Tel-Aviv. M. Alain Pierret, qui vient d'être nommé en Belgique, a présenté, le 29 octobre, ses lettres de ercances au roi des Belges.

Né le 16 juillet 1930, licencié ès lettres, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outremer, M. Pierret a été en poste à Freetown (1961-1963), puis Pretoria (1963-1966) avant de rejoindre l'administration ecotrale (1966-1969). Il part ensuite pour Moscou (1969-1972), rejoint l'administration centrale (1972) puis Helsinki (1972-1975). Membre de la délégation française à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), à Helsinki et à Genéve 11973-1975), il est ensuite premier conseiller à Belgrade (1975-1980). Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Niamey (1980-1982), il retrouve t'administration centrale (1983-1986). Avant d'être nommé à Bruxeltes, it était ambassadeur

à Tel-Aviv, depuis juin 1986.

Novembre 1991

La fin du sommet de l'alliance atlantique à Rome

## M. Mitterrand a dénoncé le «prêchi-prêcha» de l'OTAN

de notre envoyée spéciale

« Nous avons pris des mesures décisives pour transformer l'alliance et ce faisant nous avons démontré qu'elle n'a pas besoin de l'ennemi soviétique pour être unie», a dit vendredi 8 novembre M. George Busb à l'issue du sommet de l'OTAN à Rome. Après un entre-tien avec M. François Mitterrand, le président américain s'est d'autre part déclaré « plus sur que jamais » du soutien de la France, taodis que du côté français oo se félicitait des « bonnes relations » franco-

Peu après cependant, le chef de l'Etat français, découvrant tardivement l'un des textes du sommet consacré à l'évolution de la situation eo URSS, refusait lors de la derniére séance de discussion de s'y associer (nos dernières éditions du P novembre). Ce texte, pourtant en circulation depuis plusieurs jours et qui n'avait pas ému les services français responsables, comportait outre un appel pressant aux dirigeants de l'URSS pour le cootrôle des armes de destruction massive que M. Mitterraod ne conteste pas (le Monde du 9 oovembre), un paragraphe décla-rant notamment que les change-ments politiques eo Union soviétique «doivent s'accompagner de la liberté économique et du passage à l'économie de marché» et faisant

allusion entre autres à la dette ques à l'honorer.

Ce passage eut le don d'irriter le chef de l'Etat qui dénonça ensuite, lors d'une conférence de presse, son côté « frère précheur ». « Le préchi-précha en matière internationale est quelquefois un peu fati-gant», a déclaré M. Mitterrand, estimant que l'OTAN n'avait pas à se mêler des affaires intérieures des Etats. « Nous n'avons pas à multiplier les conseils. Les pays extérieurs à l'alliance, nous ne sommes pas leur gouvernante ou bien leur précepteur. Nous n'avons pas une mission évangélique ». a-t-il encore ajouté.

Le premier ministre britannique, M. John Major, tirant de sou côté les conclusions du sommet de Rome, confirmait dans sa conférence de presse la persistance des dissensions entre Européeos à moins d'un mois du sommet de Maastricht. «L'Union de l'Europe occidemale ne dolt pas être subor-donnée au conseil européen ni rece-roir de lui ses directives. Nous ne l'accepterons pas », déclarait notamment M. Major. Les liens de l'UEO avec l'OTAN et avec la CEE restent le priocipal sujet de friction; «c'est là que la partie va se jouer» a ooté M. Mitterrand. La question viendra en discussion, avant le conseil européeo de Maastricht, lors de la prochaioe réunion de l'UEO le 18 novembre.

A La Haye

## M. Bush et les dirigeants de la CEE tentent de débloquer les négociations GATT

LA HAYE

de notre correspondant

La crise yougoslave et les négociations sur la libéralisation du commerce mondial dans le cadre du GATT devaient être au centre des entretiens, samedi 9 novembre à La Haye, entre les dirigeants de la Communauté européenne et M. George Bush, qui était arrivé la veille au soir aux Pays-Bas pour vingt-quatre heures.

Le président américain devait préciser à cette occasion la position des Etats-Unis sur les sanctions économiques imposées par les Douze à la Yougoslavie (le Monde du 9 novembre). Depuis

le début de la crise, Washington soutient les efforts de médiation européens et a signé, le 19 octobre, une déclaration dans laquelle les Etats-Unis - ainsi que l'Uoion sovictique - s'engageaient à suivre les mesures coercitives décidées par la Communauté européenoe.

Au nom des Douze, MM. Ruud Lubbers, président en exercice de la CEE, et Jacques Delors, président de la Commission, devaient mettre à profit la rencontre de La Haye pour obtenir un déblocage des negociations du GATT, qui butent toujours sur le différend agricole entre les Etats-Unis et la



Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL vous ne le lirez jamais.

Premier dossier L'ALLEMAGNE APRÈS LA RÉUNIFICATION

Second dossier

L'ÉTAT DE L'EUROPE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LIBAN

L'attentat qui a détruit, vendredi 9 novembre à l'aube, toute une aile de l'université américaine de Beyrouth (AUB) a finalement fait deux morts et onze blessés. Un des deux morts est un soldat syrien retrouvé près du mur d'enceinte et qui a probablement été abattu par les auteurs de l'attentat. L'autre est un veilleur de nuit du bâtiment appelé le Chilege Hall, retrouvé enfoui sous les décombres et qui n'a pas survécu à ses bles-

> La réprobation est générale. Pour l'exprimer avec vigueur, le président de la République, M. Elias Hranui, s'est rendu sur

les lieux. Après avoir affirmé que les autorifés avaient pris des mesures adéquates pour démas-quer les criminels, il a souligné que, « cantroirement au veu de leurs outeurs, de telles apérations renforcent la détermination du gouvernement à poursuivre le processus de pacification».

Les ministres de la défense et de l'imérieur, MM. Murr et Khatib. ont travaillé d'arrache-pied sur l'enquête au cours d'une réunion du service de sécurité libanais, à laquelle assistait le chef des rensei-gnements syriens au Liban, le tout-puissant général Ghazi Kenaan. Son pays est, en effet, visé au premier chef par l'attentat.

Outre les islamistes, considérés au départ comme des suspects pos-sibles en raison de leurs antécétion dans cette affaire par ceux qui affirment que l'Etai hebreu s'est livre à une provocation. Le chef du gouvernement, M. Omar Karame, a estime qu'Israel est « le seul bénéticiaire « de l'attentat, quel qu'en soit l'auteur.

Une chose est certaine, col attentat ne va pas favoriser le retour des Américains au Liban notamment de leurs services consulaires et de leurs hommes d'affaires. Les Européens, toutefois, ne devraient pas se seniir vises de la même facon, bien que la fragilité de la securité de toutes les institutions dirangères ait été mise en reliet par l'attentat contre l'université américaine.

LUCIEN GEORGE

Le dialogue israélo-arabe après la conférence de Madrid

## Pas de confirmation américaine sur une reprise des négociations de paix à Washington

Le département d'Etat n'a pas zalez, avait auparavant laisse qu'elles pourraient commencer onfirmé, vendredi 8 novembre, entendre au cours d'une confé-dans deux à trois semaines, en confirmé, vendredi 8 novembre, qu'une reprise des négociations bilatérales entre Arabes et Israé-liens aurait lieu le 22 novembre à Washington, comme l'affirment des informations en provenance d'Amman et do Caire, Interrogé sur ces rumeurs, le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, avait déclaré : «Je n'oi rien à vous dire aujourd'hui sur l'endroit où se dérouleront les nauvelles discussions bilatérales », avait déclaré M. Boucher,

A Rome, le président du gouver-nement espagnol, M. Felipe Gon-

rence de presse que les suites de la conférence de Madrid sur la paix au Proche-Orient pourraient se dérouler à la fois aux Etats-Unis et en URSS. . Je crois que la deuxième phase [de la conférence] commencera très blentôt. Je crois savoir où», a indiqué M. Gonzalez, qui a ajouté « que les co-organisateurs de lo conférence | Etats-

Unis et URSS) pouvalent se répartir cette tache ». En cc qui concerne les discussions multilatérales, M. Gonzalez a estimé soulignant toutefois que des doutes subsistaient sur ce point. Dans une interview publice en

Israël, le président égyptien. M. Hosni Moubarak, a affirme, pour sa part, que les négociations pourraient à terme se dérouler au Proche-Orient comme le souhaite Israel, mais pas avant que l'Etat hébreu n' accepte de l'aire des concessions, «Lorsque des progrès auront été réalisés, 2-t-il souligné, cela encouragera les parties à poursuivre les discussions an Proche Orient . - (AFP, Reuter.)

#### ISRAEL

## Le président Herzog reconnaît avoir organisé le départ de 200 000 Palestiniens en 1967

Le chef de l'Etat israelien, chef de l'Etat, « avoit été confiée M. Haim Herzog, a reconnu, venau commandant militaire de Jérudredi 8 novembre, avoir organisé, au lendemain de la guerre israélo-arabe de juin 1967, le départ vers la Jordanie de 200 000 Palestiniens de Cisjordanie occupée. Selon l'ancien député du Likoud, M. Meir Cnbcn-Avidov, M. Herzog lui avait confié, il y a quelques années, qu'à l'époque où il était gouverneur de Cisjordanie « il ovait mls des autobus et des israeliennes ». affirme qu'il a ne s'agissait pas

supplier de les aider à partir». Dans un communiqué, M. Herzog reconnaît les faits, précisant que « des semoines durant, le transport o fanctionné sans inter-ruptian». L'opération, indique le (AFP.)

salem, Shlomo Lahat, aujourd'hui moire de Tel-Aviv. Au total. 200 000 Palestiniens, dont 100 000 réfuglés des camps de Jéricho, ent quitté volontairement la Julée-Samarie (Cisjardanie), pour retrouver leurs fomilles en Jordanie et peutêtre aussi par crainte des autorités A la présidence de l'Etat, on

camions à la disposition des Arabes d'un transfert au sens propre du qui étalent venus le voir pour le terme, ni d'une initiotive isroèlienne, il n'y o pas eu de pressions. M. Herzag espèrait aussi que, dans le flux, partiraient des membres de l'OLP, ce qui facilitait les tàches de l'administration militaire ». -

## M. Ovadia Sofer se lance dans la politique

Ambassadeur en France depuis huit ans

L'ambassadeur d'Israel en France, M. Ovadia Sofer, a annoncé, jeudi 7 novembre, à Jerusalem, son intention de quitter prochainement son poste à Paris afin de se présenter aux primaires dn Likoud pour les élections législatives de novembre 1992, Dans une apparition à la télévision israélienne, l'ambassadeur a affirmé avoir reneontre dans la journée le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, auquel il a demandé d'être déchargé de ses fonctions afin de lui permettre « de s'intégrer à la vie politique du pays v. Il quittera done le minis-tère des affaires étrangères après trente ans de service. M. Sofer était en poste à Paris depuis huit ans. Auparavant, il avait occupé des fonctinns en Suisse.

□ 30 % des immigrants juifs soviétiques veulent vivre «ailleurs». -Près de 30 % des quelque 400 000 immigrants juifs soviétiques arrivés en Israël durant les vingt derniers mnis souhaiteraient vivre dans un autre pays qu'Israël, indique un sondage publié, vendredi 8 novembre, par la presse israélienne. Seinn ee sondage réalisé par l'institut de recherche Tazpit auprés de huit cent neuf per-

M. Sofer a réfuté, à la télèvision. l'existence d'un lien quelconque entre sa décision et les critiques dont il avait fait l'objet, il y a quelques mois, pour des « deficiences » de l'ambassade et des rapports de travail \* déplorables » entre lui et son personnel. Inter-rogé par l'AFP, l'ambassadeur a tenu à rappeler que le contrôleur de l'Etat, M. Myriam Ben Porat, l'avait lavé d'accusations ayant figuré dans une première version

vités de l'ambassade. «C'était un rapport de routine sur l'ambassade et non pas sur M. Sofer v. a-t-il assirmé en ajoutant que «les déficiences en question ont été corrigées il y n un an et demi et ne sont plus d'actua-lité».

de son rapport annuel sur les acti-

sonhaiterajent retourner en URSS et 7 % voudraient vivre dans d'autres pays. En revanche, 71 % d'entre eux affirment qu'ils veulent rester en Israël. Le chef du département de l'immigration de l'Agence juive, M. Uri Gordon, a estimé que ce sondage a reflétait l'oggravation de la crise que connaît l'intégration des nouveaux immigrants, qui s'est traduite par sonoes, 10 % des immigrants une diminution des arrivées de aimeraieot s'intaller en Europe de juis saviétiques en Israel v. - l'Ouest, 7 % aux Etats-Unis, 5 % (AFP.)

#### Une délégation kurde demande la levée de l'embargo imposé par le gouvernement

IRAK : reçue à Bagdad

Uoe délégation du Front du Kurdistan, qui regroupe huit partis kurdes irakiens, est arrivée, jeudi soir 7 novembre, à Bagdad pour y discuter des moyens de mettre fin à l'embargo imposé par les fra-kiens aux régions contrôlées par

Selon des diplomates à Bagdad. le gouvernement semble vouloir une épreuve de force avec les Kurdes, pour renter de les contraindre à accepter un accord d'aulonomie sur le Kurdistan, en discussion depuis mai dernier. La ville de Souleymanieh, un des bas-tions de la résistance kurde au regime de Saddam Hussein, est au bord de l'asphyxie après plus de deux semaines de blocus imposé par Bagdad.

Dans l'espoir de contraindre les Kurdes à signer l'accord d'autono-mie, les Irakiens ont coupé les approvisionnements en vivres et en carburant au Kurdistan à la mi-octobre, et ordonné aux fonctionnaires d'aller travailler à Bagdad, sous peine de se voir privés de leur salaire. - (AFP.)

# Une petite encyclopédie sur les religions et les croyances. Le réveil de l'Islam RECORD OU PASSURER Une information solide, d'une écriture aixée, pour élargir see connaissances.

# ASIE

#### BHOUTAN

## Affrontements ethniques avec la minorité népalaise

Le petit Shoutan, 1,4 million d'habitants, vient de faire capoter une conférence internationale, celle de la SAARC (1) dont les sept pays membres regroupent plus d'un millierd d'hommes. Que s'est-il passe au « Pays du dragon », enchâssē entre plaine du Bengale et sommets de l'Himalaye, coince entre les géants indien et chinois? A son échelle, une com-

7.1.4

Andrew Children

数 净 " 电 。 。

ME MANAGES

A ....

him y

----

·\* · · · · ·

and the same of th

and the second

19 4 1 1 1 4

-

market and

Market Street

Single of D1.762.74 Marie Land

As a

HANNY.

**♦** 

3L/4 / / -----

7.757-1

5 2522 . . .

**-**

See 7

-

Odlar.

# .....

VEN.

Same of

1.18 . . .

KAN DIE IN IN

New A

miés kurdes provoquen midents au Parlement

Le roi Jigme Singhe Wangchuk
a utilisé nn tnn alarmiste pour
évoquer «les menaces, de la part
d'éléments terroristes, de perpetrer
des actes de sabotage et de subverssion pendont le sommet de la
SAARC». Lors de la session d'automne de l'Assemblée nationale, le
« Rni-Dragnn » (c'est snn titre)
avait, par ailleurs, menacé d'abdiquer si les députés n'approuvaient
pas sa politique envers la minorité
népalaise de religion hindoue —
politique plus conciliante que ne le
vondrait le sentiment de la majorité de ses sujets drupkas, apparenrité de ses sujets drupkas, apparen-tés nux Tibétains et de confession bouddhiste.

La tension dans le petit royaume est vive depnis juin 1988, lorsque le souverain a sou-dain décide une « bhoutanisation » complète de son royaume, impo-sant à tous, dans les lieux publics, tant le port du costume national -- le ko, une tunique retroussée sur le mollet pour les bommes, et la kira, longue pièce de tissu à car-reaux enrouiée autour du corps pour les femmes – que le parler de la langue dzongkha. Les récalci-trants sont passibles d'un mois de

La minorité népalaise a pris feu et flamme contre cette décision. Elle représente officiellement on tiers de la population, mais tout indique qu'elle approche rapidement de la moitié. Les habitants du Népal voisin, dont les terres ne parviennent plus à nourrir uoe population en pleine expansion, ont tendance à s'expatrier dans toute la zone sub-himalaument. toute la zone snb-himalayenne (Sikkim, régioo indienne de Dar-jeeling, Ladack, etc.), et en particulier au Bhontan. En 1990, un groupe d'étudiants d'origine népalaise a créé le BPP (Parti populaise à Phototophelie d'étudiants d'origine népalaise à créé le BPP (Parti populaise d'étudiants), ils phototophelies de la propulaise de laire du Bhoutan); ils réclamaient la fin de la domination drukpa, mais aussi une démocratisation de

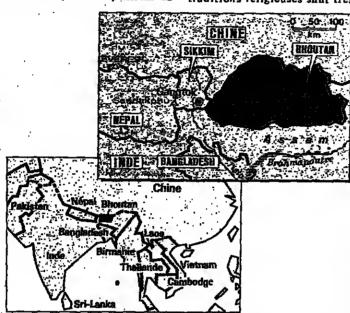
la Constitution do royaume. untamment par la créatinn du multipartisme. Le BPP n'a pas reçu droit de cité de la part de la monarebie - d'un paternulisme débonnaire mais d'inspiration tout de même assez autocratique - qui à son siège dans la petite capitale de Thimphu. Aussi le BPP s'est-il installé à Katmandou, au Népal.

#### Menace sur l'identité

En septembre 1990, une marche vers le Pays du dragon, partie de la frontière indienne voisine a dégénéré. Combien y eut-il de monts? Un, dira le président du

persécutions dont seraient victimes leurs coreligionnaires, dom quinze mille déjà auraient fui le Bhoutan ponr l'Inde voisine. Mais leur extrémisme verbal alimente le soupçon que le Nepai, en cette affaire, favoriserait en sous-main la eréatioo d'un grand « Gurka-land » sous l'Himalaya. Cette allégation est démentie par le premier ministre de Katmandou, M. G. P. Kotrala, peu soucieux de s'attirer en cela les foudres du puissant voisin indicn.

La erise bhoutanaise est de toute évidence très profonde. Dans ce pays dont le revenu par tête est l'nn des plus bas de la planète, les traditions religieuses sant très



Canseil royal, Kunzang Tangbi: trois cent, ont assure, sans jamais le démontrer, les sympathisants du BPP. Depuis lors, l'agitation est permanente. Des commandos de « Népalais » brûlent des écoles. font sauter des ponts, pratiquent l'enlèvement aux fins de rancon, tnent parfois trente-trnis morts violèntes au moins ont été répertoriées. En réponse, le gouvernement a pris des mesures répressives, comme la fermeture des écoles du

sud du pays, où se concentre la population d'origine népalaise. Récemment, plusieurs des qua-torze députés d'origine népalaise (l'Assemblée compte cent cinquante membres) se sont réfugiés à Katmandou. Ils ont dénoncé les firites. La population indigène d'origine drukpa est convaincue que c'est son identité même qui est menacée par l'inexorable pro-gression des Népalais, dont l'exigence démocratique est dès lors ressentie comme un moyen de prendre à terme le pouvoir au

JEAN-PIERRE CLERC

(1). L'Association sud-asiatique pour la coopération régionale, qui regroupe l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, le Sri-Lanka, le Népal, le Bhoutan et les Maldives, devait se réunir à Colombo du 7 au 9 novembre, pour traiter d'une coordination des politiques de développement des pays membres. Le sommet a été reporté sine die.

#### HONGKONG

## Les autorités ont commencé le rapatriement forcé au Vietnam d'un groupe de «boat people»

Les eutorités de Hongkong ont entrepris de rapatrier contre leur gre vers Hanoi, le samedi 9 novembre, un groupe de cinquante-neuf « boat people ». If s'agit de personnes qui étaient retnumées à Hongkong après avoir été une première fois rapatriées au Vietnam dans le cadre d'un programme supervisé par l'ONU (a double backers »). Des milliers d'eutres départs devraient suivre, étalés sur trois ans : un accord en ce sens e été conclu le 29 actobre entre Londres et Hanoî, qui devrait conduire au retour forcé de la plapart des quelque soixante mille réfugiés se trouvant dans la colonie britannique. La résistance de plusieurs jeunes gens à se laisser embarquer e quelque peu retardé le départ de "avion samedi.

### HONGKONG

de notre envoyé spécial

Contrairement à une précédente operation conduite subrepticement en décembre 1989, et qui avait provoque un concert de protestations internationales, les autorités coloniales de Hongkong ont choisi de mener dans nue « transparence» relative le rapatriement de cinquante-neuf «boat people» vers Hanoï: la presse a été fournie en détails sur les conditions de ce retour forcé. Une armée de caméras et de téléobjectifs étaient braqués sur les réfugiés victnamiens à l'aéroport de la colonie, lors de leur arrivée, vendredi 8 novembre, à bord d'un ferry qui les amenait du centre de détention où ils

On vit ainsi trois femmes en larmes s'affaisser, dans un vain effort pour différer l'inéluetable, durant le transfert vers le hangar d'aviatioo transfirmé en dirtnir où les réfugiés allaient passer la nuit avant de s'envaler pant Hanoī. Des policiers des deux sexes, sans armes, les relevèrent sans brusquerie mais fermement; et, bientôt, la scène fut terminée. Au chevet des lits bien alignés qui les attendaient, les réfugiés – vingt hommes, seize femmes et vingttrnis enfants - trnuvéreot des petits «souvenirs»: jouets et cas-quettes de sports, biscuits et T-shirts... Dans la soirée, on leur passar des films sur un eirenit fermé de vidén. Il ne leur fut pas possible de voir le bulletin d'informations télévisées dont ils étaient les vedettes : sans donte eraignait-on que cela provoque l'effer-vesceoce dans leurs rangs. An camp de réfugiés de Whitehead, véritable prison pour «boat peo-ple», situé dans nne banlieue industrielle, trois mille Vietnamiens se sont livrés à une manifestation contre ces rapatriements dont ils seront les prochaines vic-

#### Contre l'hypocrisie

Le groupe remis samedi à son pays d'origine était composé de trente-huit récidivistes et de vingt et un membres de leurs familles. Ces « double-backers » nnt été, comme la quasi-totalité des «boat comme a quasi-totaite des « total people» vietnamiens présents dans la colonie, jugés non éligibles au statut de réfugiés politiques : le mnbile essentiel de leur départ était en effet d'ordre économique, selon les critères en vigueur. Au terme de l'acenrd ennelu le pas eu de 29 octobre, entre Londres et Hanoï, ils seront réinstallés dans cxécutic leur village d'origine; les autorités (Reuter.)

vietnamicones oot promis de s'abstenir de toute persécution ou discrimination à leur encontre. Les rapatriés étaient accompagnés, à bord du C-130 Hercules loué pour l'opération, par un nombre équiva-leut de fonctionnaires de la colonie britannique chargés de superviser leur retour et leur réinstallation

Les autorités de Hongkong ont émis l'espoir que la colonie britannique puisse être « débarrassée » d'ici trois ans de cette séquelle bumaine des conflits régionaux des années 1970-1980. Des voix se snnt élevées enntre l'hypoerisie d'une opinion publique locale qui a use de ces réfugiés, ces dernières années, comme d'un exutoire à ses propres frustrations, dans l'incertitude qui plane sur l'avenir de la colonie, qui doit être rétrocédée à Pékio en 1997. En vain, ces critiques ont fait valoir que les mêmes qui réclament le retour des «boat people» au Vietnam se plaignent de la péourie de main-d'œnvre bon marché à Hongkong. De fait, en dépit des précautions prises par les autnrités pnnr préserver à l'opération une certaine dignité, les scènes de vendredi et samedi. appelées à se répéter dans les mois qui vienoent, laisseot une fort

FRANCIS DERON

D PAKISTAN: appel d'Amnesty laternational en faveur de condamaés. - Amnesty international a exharté, vendredi 8 novembre, le Pakistan à surscoir à l'exécution de vingt personnes condamnées en août à la peine capitale. L'orga-nisation de défense des droits de l'homme souligne qu'elles n'ont pas eu droit à un procès équitable. Le Pakistan n'a pas procède à des exécutions depuis trois ans. -

للله الما المامل

#### HAÏTI

## Le pouvoir lance un mandat d'arrêt contre le président Aristide

d'Etat militaire du 30 septembre a lancé un mandat d'arrêt contre le président renversé Jesn-Bertrand Aristide et son premier ministre René Préval, ont annoncé vendredi 8 novembre la télévision et la radio d'Etet. Le Père Aristide, toujours considéré comme le président légi-time d'Haîti par la communauté internationale, vit en exil au Vene-zuela. M. René Préval est réfugié depuis le coup d'Etat dans les locaux de l'ambassade de France è Pon-au-Prince, a déclaré vendredi un porte-parole de l'ambassade,

Une mission de l'Organisation des Etats américains (OEA) était attendue samedi en Haïti. Elle devait entamer des négociations avec le nouveau pouvoir pour le retour du président Anstide à la tête du pays. Elle devrait également pouvoir ren-contrer M. Préval à l'ambassade de

«Nous sommes surpris par le dur-cissement de la position du régime en place ces derniers jours [...] et nous sommes préoccupés par le résul-

Le gouvernement issu du coup tat des négociations», a déclaré un di plomate occidental proche de l'OEA. Selon la télévision d'Etat, le mandat d'arrêt visant le président en exil a été lancé à la suite d'une plainte l'accusant d'être responsable de la mort du dingeant démocrate chrétien Sylvio Claude pendant le coup d'Etat du 30 septembre.

Selon certains témoignages, le pas teur Claude, l'un des rivaux du père Aristide à l'élection présidentielle de décembre 1990, aurait été lynché par des partisans de ce dernier. Uoe de ses filles, M= Marie-Denise Claude, estime ainsi que le Père Aristide est «l'auteur intellectuel» du meurtre du pasteur. De source proche du gouvernement renversé, on estime au contraire que l'assassinat de Sylvio Claude a été commandité par les auteurs du coup d'Etat dans le but d'en accuser le Père Aristide.

L'ambassadeur des Etats-Unis en Haîti a d'autre part iovité vendredi les Américains résidant dans le pays à le quitter tant que les liaisons (Reuter, AFP, UPI.)

BRÉSIL : la publication des confidences de M® Cardoso de Mello, ancien ministre des finances

# Les grands ravages d'une passion

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Qu'un ancien ministre entre en littératura n'e rien d'exceptionnel. Qu'il choisisse un écrivain connu et respecté pour l'y aider manque tout eutant d'originalité. La forte personnalité de M- Zella Cardoso de Mello, ministre brésilien de l'économie et des finencas pandant les quetorze premiera mois du gouvernement du président Fernando Collor de lo, et celle de l'euteur réputé de l'ouvrage, Fernando Sabino, pouvaient provoquer un légitime intérêt. Zelia, une passion, édité à Rio-de-Janeiro, par la maieon Racord, avait donc quelque chance d'intriquer.

Récit des difficultés à gérer les finances de l'un des plus grands pays du monde? Anecdotes sur ee résistances de la société à la fession de foi d'une théoricienne de l'économie?

sea multiples entratiene evec Zelie Cardoso de Mello, lea emours de «Madame le minis-tre» avec celui qui était alors

aon homologue à la justice, M. Bemardo Cabral. Dans un mauvais style de littéreture de gare, on epprend comment «un vieux moneieur, gros et à moitié cheuve » aéduit la jeune femme sn lui offrant une bouteille de champagne et en lui demandam « de préparer un diner pour deux».

Comment euasi ila a'échend'une réunion ministérielle, des petits billets amouraux, dans lesquels le gelant affirmeit per exemple «cette jupe courte est

La première rencontre e fleu dans la euite d'un grand hôtel de Sac-Paulo. Suivent les escapades à l'étranger, ou encore l'eveu de cette « passion » au président de « nitroglycérine pure ».

La triste fin de cette brûfante passion a lieu à Paris lorsque Bernardo Cabral, qui est marié per eilleura, eprèe « quelquee jours de lune de miel », prétexte des soins dentaires urgents et ebendonne définitivement as compagne. L'héroine e alors recours à un psychanalyste...

#### Un « tissu de vulgarités »

Ce « portreit de midinette » apporte d'eutres révélations sur le gouvernement. On epprend, per exemple, que le président de Banque centrale de l'époque, Ibrahim Eris, a été nommé par erreur. La secrétaire devait appeler un autre économiate, M. Ibrahim Elias, pour travailler aux côtés de M. Cardoso de Mello. Celle-ci épingle au passage certains de ses anciens col-laborateurs mais assure que ce

livre eet d'ebord, pour elle, «l'occasion de montrer que les ministree euesi éprouvent dee

La presse brésilienne s'eet littéralement déchaînée pour tourner en ridicule cet ouvrage de 267 peges. Ainsi, l'hebdomadaire Veja, en couverture de sa derniàre livreison, emorce une parodie en forme de roman photo et dénonce ce « tissu de vulgarités», en affirmant qu'il ne reste plus à l'ex-ministre « ou'à se dévêtir pour le magazine Play Boy . Quelquea libreires ont refusé de mettre en vente un livre qu'ils considèrent comme offensant pour le peuple brésilien, Les ventes marchent tout de même très bien. Après trois tirages de 10 000 exemplaires. l'ouvrage est à nouveau en réim-

**DENIS HAUTIN-GUIRAUT** 

# Le héros

Le président a fait part de sa tris-tesse et de toute sa sympathie pour un homme qui, a-t-il dit, est un «hèros et un gentleman».

Les raisons du trouble ainsi ressenti sont complexes et parfois obs-cures. Elles tiennent assurément au statut de super-star qui est celui de « Magic » Johnson dans le sport américain. Il est sans doute le champion préféré des jeunes, un des spor-tifs les plus riches et le favori des publicitaires, notamment pour tous «Magic s'est toulours comporté avec groce et hunilité, un exemple à laire, agrandit le cercle de la pase de citer», écrit le Wall Street Journal. Mais l'explication n'est pas suffi-

BIBLIOGRAPHIE

Cing cents ans

d'Amérique latine

une autre histoire

Trois spécielistes de longue

date des questiona d'Amérique

laone ont uni leurs effone et

leure paesione pour nous offrir

une trilogie concise et claira,

destinée à tous ceux qui s'inté-

ressent à l'évolution historique

de cette région de 1492 à

Un documem précieux à la

veille de la célébration ambigue

de la «découvene» de l'Améri-

que per Christophe Colomb.

Qui e découvert qui et pour

quoi feire? Du Péruvien Tupac

Ameru à la Guatémaltàque

Rigoberta Menchu, en passant

par le Mexicain Emiliano

Zapata, Christian Rudel brosse

des portraits vivents de quel-

ques-uns des « combettants »

aui ont meraué l'histoire du

Roger Tréfeu, lui, a choisi

d'évoquer cellee et ceux qu'il appelle les «rebelles» - toue

religioux et, seuf exceptions

comme don Helder Camera et

Bartolomé de Las Cesas, beau-

coup moins connus. Une autre

galerie de portraits, qui com-plète heureusement le première.

Enfin, Françoise Berthélémy

e attaque ou thème, plus aride,

des tentativee d'intégration ou

d'unificacion d'un monde complexe, hétérogène, muluple et

aujourd'hui.

sante: le sida a déjà frappé des vedettes de la culture populaire amé-nicaine, à commencer par l'acteur Rock Hudson, sans provoquer une telle émotion.

L'ampleur du choc éprouvé tient au fait que «Magic» Johnson est un athlète. «L'image de ce sportif viril, costaud, marié et néanmoins infecté du virus est très importante», expli-que le Washington Post; pour la pre-mière fois dans la perception populaire, le stéréotype d'une maladie limitée aux drogués et aux homo-sexuels vole en éclats. De sectorielle, menace devient « universelle »: «Magic» Johnson, le héros popu-

déchiré mais qui partage, c'est

certain, beaucoup de veleurs.

L'auteur veut croire que l'utopie

unificatrice de Bolivar pourrait,

un jour, se réaliser. Elle insiste

sur la valeur d'exemple des

récents accords économiques

entre sous-régions (Mercosur

pour le « cône sud ») et des

derniers treités bilatéraux de

libre-échange (per exemple

entre le Mexique et le Chili).

Son analyse de l'échec du

pecte endin est exhaustive et

Les Comburmate de la

liberté, de Christian Rudel : Les rebellee de l'Eglise, de

Roger Tréfeu et Un continent

en quête d'unité, de Fran-

çoice Berthélémy. Editione

ouvrières. Chaque ouvrage, de 230 pages, est vendu 140

leur traveil.

mée s'étend à tous les secteurs de la société, des cours de récréation des écoles aux arènes du sport à grand spectacle, l'impact est ressenti par des millions de gens dont la vie n'o pas été touchée par cette maladie.»

Au service de la jeunesse

Earvio Johnson (trente-deux ans), surnommé «Magic» par uo journa-liste sportif au début de sa carrière, a été déclaré séropositif à la suite d'un test médical de routine imposé par uoe compegoie d'assurances. Dans sa conférence de presse, il o'a pas donné d'explication sur les ori-gioes possibles de sa séropositivité; il a précisé que son épouse, enceinte de deux mois, n'était pas porteuse du virus. Dès vendredi matin, la presse laissait entendre que le sportif avait été infecté à la suite d'une relation hétérosexuelle». C'est aussi ce qu'a affirmé le médecin de

déclaré: «Souvent, les gens sont un peu naifs. Ils pensent que «ça» n'ar-

rive qu'aux autres. Parfois, ils croient que « ça » ne peut orriver qu'aux homosexuels. Et je suis là pour leur nomosexues. Et je suis la pour leur dire que «ço» peut arriver à n'importe qui. Même à moi, «Magic» Johnson,» A la grande satisfaction de tous les milieux de la santé et de l'éducation, le champion noir e indiqué qu'il allait dorénavant utiliser sa consulorité et l'impagate carieté. popularité et l'immense capital de sympathie dont il bénéficle oux Etats-Unis pour laocer ooc campagne sur le safer sex. Objectif plus particulièrement visé: les adolescents, un des milieux les plus menacés. L'affaire Johnson intervient précisément au moment où enseignants et parents d'élèves débattent de la nécessité d'instaurer des cours obligatoires sur l'utilisation des préserva-

Seloo les chiffres cités par la presse, près de 200 000 personnes ont été atteintes du sida ces dix deroiéres années aox Etats-Vois et « Magic » Johnsoo a lul même des séropositifs daos le pays est estimé à un million.

#### EN BREF

COLOMBIE : remaniement do gouveroement. - Le président Cesar Gaviria (libéral) a fortement remacić, veodredi 8 novembre, son gouvernement en fonction du résultat des élections législatives du 27 octobre. Quatorze portefeuilles ministériels ont été affectés par ce remaniement. Le président Gaviria a nommé neuf libéraux, quatre conservateurs et un ancien membre du mouvement M-19 (ex-guérilla marxiste), M. Camilo Gonzalez, à des fonctions ministérielles. Pour la première fois dans l'histoire du pays, le président a désigné une femme, M= Noemi Seoio de Rubio (cooservateur), aux affaires étrangères. Elle était jusqu'à présent ambassadeur de la Colombie au Venezuela. Parmi les (libéral) e été nommé à la défense, Juan Manuel Santos (libéral), sous-ALAIN FRACHON | directeur du journal le Temps, au

commerce extérieur et Alfooso Lopez (libéral), ambassadeur de la Colombie en France, à l'agriculture. – (AFP.)

CUBA : la fille naturelle de Fidel Castro dément être « recluse à domicile». - M. Alina Fernandez Revuelta, fille oatorelle do président Fidel Castro, a démenti vendredi 8 novembre à l'Agence France Presse être soumise à des pressions ou mesures de «réclu sion à domicile», mais e réitéré son souhait de pouvoir voyager à l'étranger. «Il n'est pas vrai que j'ol demandé à quitter définitivement Cuba, mais il est vrai que la possibilité de voyager à l'étranger m'a été refusée à deux reprises, chara cui na devait acc se response. chose qui ne devrait pas se repro-duire en raison des nouvelles lois sur l'émigrotion», a déclaré Mes Fernandez, qui a déposé une nouvelle demande pour se rendre en Espagne. Un médecin cubain qui a obtenu l'asile politique en Suède et qui entretient une corres-pondance avec la fille de Castro s'est récemment inquiété publique-ment du sort de cette dernière (le Monde des 3 et 4 novembre). (AFP.)

d ÉTATS-UNIS : visite de patriarche de l'église orthodoxe ruise. - Le patriarche de Moscou Alexis II, primat de l'Eglise orthodoxe russe et chef spirituel de quelque 60 millions de fidèles en Union sovictique, est arrivé vendredi 8 novembre aux Etats-Unis. Au cours de sa visite de dix jours, le patriarche russe doit notamment rencontrer le président George Bush ainsi que plusieurs respons bles religieux américains. Agé de soixante-deux ans, le patriarche Alexis II a succédé en juin 1990

au patriarche Pimen. - (AFP.) MAROC : trente étudinnts de Fès condumués. - Trente étudiants, accusés d'avoir participé aux troubles qui ont seconé l'uoi-versité de Fès, eo octobre, ont été condamnes, vendredi 8 novembre, à des peines de six mois à quatre ans de prison ferme, a-t-on appris de source officielle à Rabat. Parmi ces étudiants, figuraient seize militants islamistes et quatorze militants marxistes-léninistes, ces deux factions rivales se livrant, depuis plusieurs semaines, à de violents effrontements sur les campus de Fés, d'Oujde et de Kénitra. -

MALI: la conférence de Tombouctou est reportée. — La conférence « spéciale », censée réunir, vendredi 15 novembre, à Tombouctou. les autorités gouvernementales et les représentants de la commucauté touares, a été repor-tée à une date ultérieure, a-t-on appris de bonne source à Bamako. Malgré uo accord de cessez-le-feu, signé co jeovier, los raids et embuscades, menés par les rebeiles touaregs dans le nord du pays, ne se sont jamais récliement arrêtés. - (Reuter.)

□ ZAMBIE : l'état d'urgence a été levé. - L'état d'urgence, en vigueur depuis vingt-sept ans, a été levé, vendredi 8 novembre, à miouit, dans le cadre de la couvelle Constitution, adoptée en août, out annoncé les autorités. Par ailleurs, le nouveau gouvernement du pré-sident Frederick Chiluba a prêté serment, vendredi. Sur la vingtaine de ministères prévus, trois doivent encore être pourvus. - (AFP, Reu-

# **AFRIQUE**

# Colère sur les campus algériens

Seite de la première page

De même, à l'Ecole polytechnique d'el-Harrech, le misc en place de l'arabisation, avec l'ap-pui actif de l'Uoion des étudiants algériens, largement dominée par les islamistes, a provoqué une grève illimitée des étudiants, qui se pleignent du manque de moyens metériels et humains pour mener l'entreprise à bonne fin. Autant continuer en français, demandent-ils, et bénéficier ainsi d'une formation convenable.

Les trois auteurs sont, bier En fait, l'arabisation, régulièrement décrétée et perpétuellement retardée, est deveoue le pot au sûr, sur la méme longueur d'onde. Ils ne dissimulent pas noir du pays. Les mêmes étu-diants de Bab Ezzonar qui, l'anleurs sympathies pour les révolutionneires et les avocets née dernière, applaudissaient bruyammeot à sa perspective, erdents de l'anti-impérialisme, à un moment, d'ailleure, où ces sont aujourd'hui en grève contre elle. Entre les deux dates il y a le derniera sont en perte de poids des réalités, c'est-à-dire l'absence d'infrastructures vitesse. Il est certain que l'Oncle Sam est plus puissent que humaines et matérielles, particu-lièrement dans les domaines jamais. Mais teurs a priori politiques n'enlavent nen au séneux scientifiques et techniques, pour assurer l'enseignement en langue MARCEL NIEDERGANG

L'arrivée de professeurs ire-kiens vise à combler une partie de ces besoins, mais les étudiante, qui craignent peut-être que leur diplôme en erabe ne soit pas « négociable » sur le marché international du travail, où, de plus en plus nombreux, ils révent de s'installer, paraissent par ailleurs sceptiques sur le valeur de l'enseignement qui lcor scra

> Purisme arabo-islamique

Car. pour ses partisans, l'arabisalioo est devenue un problème idéologique, doot les enjeux n'oot plus grand-chose à voir evec le pedagogie. Ses propagandistes entendent avani tout dénoocer « l'ennemi » infiltré dans leurs rangs, c'est-à-dire ces Kabyles, intellectuels ou cadres supérieurs francophones, stigmetisés comme le aparii de lo France» et suspectes de tiédeur à l'égard des « roleurs orabo-islomiques ». Ceux qui défendent le maintien dn fiés de e traîtres ».

« Le phénomène onti-arabisotion découle de l'intransigeance de certoins professeurs, recleurs d'université et directeurs d'institut (...), qui œuvrent à la réalisation des objectifs du néo-colonio-lisme », écrivait l'Association algétienne pour la défense de la langue arabe dans uoe récente lettre an premier ministre. Ces affrontements ne profitent guère eux étudiants qui, éduqués, sou-vent plus mal que bien, en arabe classique (sensiblement différent de l'arabe dialectal algérien), par-vienneot à l'université sans maîtriser parfaitement cette langue, qu'une boone partie de leurs professeurs est, de toute façon, incapable d'utiliser pour ensei-gner. Cele o'empêche pas que, depuis plusieurs années, les sciences homaioes (droit, histoire, sociologie, littérature...)
sont théorique meot arabisées.
Pour les matières scientifiques, la
mesure n'e été rendoe effective

que cette année. A l'inverse de tous les eutres pays arabes, et pour des raisons strictement idéologiques, l'Algérie a donc choisi une voie qui péna-lise ses élites et où les nombreux exclus du système scolaire – on

estime à 4 % les effectifs d'une génération arrivant ao baccalauréat - oe maîtrisent pas la langue, que les poovoirs poblics ambitionnent pourtant de généraliser à tous les domaines de la vin sociale et administrative. Ce o'est pas le moiodre des paradoxes d'une situation où, au nom du purisme arabo-islamique, le journal télévisé, diffusé en arabe clessique, est jocompris de la majorité de la populetion – qui n'en regarde que micux les chaînes françaises.

Ces difficultés o'empêchent pas les autorités scolaires de conti-ouer dans la même voie. Désireuses de faire du français une langoe étraogère « comme uoe autre ». elles oot décidé uoe réforme de son enseignement, dès la prochaine rentrée. Les élèves pourront désormais choisir d'apendre le français on l'anglais, dès la cinquième anoée de l'école fondamentale (l'égoivalent du cours moyeo deuxième aonée). Auparavant, le français était obli-gatoirement enseigné une année plus tôt et l'anglais trois années plus tard, assurant à la première langue une prééminence héritée de l'Histoire et de l'environnement culturel.

C'est, melgré le manque de professeurs d'anglais et les mises en garde des pédagogues, ce privilège que les réformateurs espè-rent remettre en cause, au risque d'accroître cocore la confusioo des élèves et des étudiants.

**GEORGES MARION** 

#### AFRIQUE DU SUD

## Pretoria est prêt à rétablir ses relations diplomatiques avec Moscou

rétablir « dès demain » des relations diplometiques evec l'URSS, a déclaré, vendredi 8 novembre, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha, en visite privée à Moscou, M. Botha s'est prononcé en faveur d'une « vaste coopération » entre les deux pays et a engagé l'Union soviétique à « se réveiller » sur le plan commercial. « l.es François orrivent, les

L'Afrique du Sud est prête à Allemands, les Italiens, les Jupo-tablir e dès demain » des rela-nois. Où sont les Russes?», a-t-il

M. Botha a coofirmé qu'il allait rencontrer, samedi, son homologue soviétique, M. Boris Pankine, à qui il proposera l'étargissement de la «section des intérêts sud-afri-cains » à Moscou, l'ouverture d'une représentation à Seint-l'étersbourg et le développement des échanges commerciaux bilaté-raux. – (AFP, Reuter.)





THE STATE OF -

Tariffe .

THE PROPERTY

The bear of

to de work

**建市 大田子** 生

I mensor . .

14 m

A Transfer of

AN PHILIPPINE

केश्वर के का

Charles as ..

MARKET BERNET

A 100

\* ·

فأرياء

4411

man and a

Service the service

4

A Section

30 m

13. July 1

<sub>24</sub>÷ · · · · ·

**#** (1)

- - -

\* \* 400.

Water Control

---

المعترفية كالمعتر gripping and and

وأو شرو وكعر

#572 to 1 Sept ---

- حبيد

- د. دسانو ښو

gradi 🖦 er 👵

of the second

The second second

And the second s

2.1

# Les Verts ne sont pas prêts à transiger sur leur programme

Placés au cœur des convoitises électorales et se sont pris à rêver d'une alliance électorale sans crédités, selon les sondages, d'environ 15 % des avoir étudié de près, depuis la fondation du parti intentions de vote, les Verts sont appelés à se réunir, comme chaque année, en assemblée générale. jusqu'au 11 novembre, à Saint-Brieuc sagent une alliance avec les Verts, déclarait au (Côtes-d'Armor). Cette réunion, destinée notamment à préciser la stratègie du mouvement par rendent pes compte que cela suppose de leur pert rapport aux élections régionales, risque cependant une sacrée évolution dans leur approche des difféde décevoir ceux qui, à droite comme à gauche, rentes politiques. »

Par chance, peut-être, pour ceux qui souhaiteraient se refaire une santé auprès de l'électorat, en affichent d'une manière ou d'nne autre un «label vert», il y e des divisions chez les écolngistes. Il n'y a pas simplement la fracture, à la fois historique et personnelle, entre le mouvement de M. Brice Lalande, Génération écologie, et celui de M. Antoine Waechter. Il y a sussi de vicilles rencœurs au ein même des Verts. De ce point de vue, l'initiative des « Verts au pluriel », ee content « transcourants» animé principalement par M= Dominique Voynet, ancienne secrétaire générale du groupe des Verts au Parlement européen (le Monde du 14 mai), a échoué, pour une bonna part. Il aveit été convenu, eux journées d'été des Verts, à Saumur, lors d'une rencantre en sommat, qu'on ferait tout, cette année, pour éviter, en quelqua surte, une réédition du congrès de Rennes du Parti socialiste, evec ces motions qui, si pen différentes qu'elles soient dans feur contenu, n'arrivent jameis pour autant à déboucher sur une syn-

Las i C'est peut-être la Bretagne qui veut ça : il deveit y avoir certes, à Saint-Brienc, des motions uniques sur les principales préoccupations des Verts - la ville, la démocratie, l'institution régionale, la deuxième conférence des Nations unies sur l'environnement, prèvue à Rio-de-Janeiro en juin 1992, et enfin la stratégie politique du mouvement, mais il y aurait tont de même huit listes en cancurrence pour l'élection des, délégués au Conseil national inter-régional (CNIR), le « parlement » inlerne des Verts : huit listes pour. trente postes. Une fois encore, on devait donc retrouver, comme lors des précédentes assemblées géné-rales de Marseille, en 1989, et de Strasbourg, en 1990, l'habituelle rivalité entre, d'une part, la liste présentée par M. Waechter et la direction actuelle du mouvement. et, d'autre part, les denx listes conduites per M. Yves Cochet et par M. Didier Anger, tous deux parlementaires européeus, considérés comme les représentants de l'aile gauche des Verts.

#### «Les Français ne sont pas avengles»

Cinq autres listes sont eussi en présence : celle d'amis de M. Jean Brière, cet ancien cofondateur des Verts, condamné en justice pour avoir produit un texte jugé antisé-mite; celle joliment dénommée. « Pour un fil vert d'émotinn, de compréhension et d'action» et surtout représentée en Ile-de-France (15 % des voix lors de l'assemblée générale de Strasbourg); une autre liste «Fil vert», originaire du Lan-guedoc-Roussillon; une liste bapti-sée « Verts, parti écologiste et démocratique», jugée ultra-minori-taire au sein même du mouvement; et une dernière, enfin, animéa notamment par M. Jean-Louis Vidal, conseiller de Paris et ancien directeur de campagne de M. Weachter lors de l'élection présidentielle de 1988. Cette liste venue de Paris, issue de cette fraction que les écologistes ingent quelque peu intégriste et appellent, entre eux, «les Khmers Verts», peut entamer l'assise du courant de M. Waechter qui, déja, il y a un an, n'avait été crédité, à Strasbourg, que de 49,58 % des suffrages exprimés.

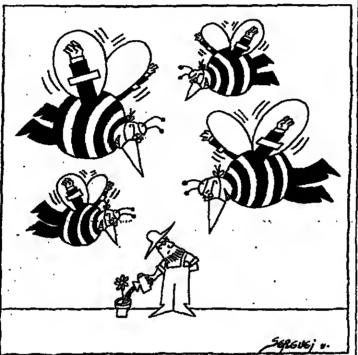
Un pareil éclatement du mouvement pourrait suffire, à première faire douter de la fiabilité du parti Vert. Cependant, en dépit des querelles de tendances et de tempéraments, les écologistes sont pratiquement tons sur la même onguent d'ondes, dès lors qu'il s'sgit d'envisager l'avenir et-la question d'éventuelles alliances. La délégation conduite par M= Aedrée Buchmann, le 29 nctobre, an siège du Parti socialiste, s'est ainsi beaucoup amusée à entendre les assurances données par M. Christian Pierret, député des Vosges, et membre du secrétariat national du PS chargé des collectivités locales et de l'environnement, selon lesquelles le PS Fabius, Barre, Chirac ou Giscard oureit beauchup évolné depuis d'Estaing, voire d'autres encore -

einq ans, en optant pour «une stratégie d'éco-développement ». Les militants écologistes les plus attentifs auront, sans doute, dû entendre, evec le même sens de la dérision, le porte-parole du groupe RPR pour l'examen du budget du ministère de l'environnement, M. Jean-Marie Demange, député de la Moselle, plaider en faveur d'un taux de croissance qui, selon lui, ponrrait permettre de faire face à la crise écologique. Ce qui est précisément à l'inverse de la philosophie des Verts.

Depuis que, de congrès du RPR en bureau exécutif du PS, on se plaît à leur tendre la main, ils se moquent volontiers des avances de leurs interincuteura. « Un jour qu'Esou rentrait fatigue de la

MM. Michel Noir ou François Léotard, - serait pret à passer un tel contrat? Mais surtout, combien sont ceux, dans l'électorat écolo-giste, qui mesurent véritablement la radicelité du programme du parti des Verts? Savent-ils vraiment, par exemple, ces opposants au TGV, dans le Sud-Est, qu'il leur faudrait un peu plus renoncer à l'utilisation quotidienne de leur voiture personnelle, si jamais leurs amis Verts venaient à participer

Il existe ainsi uo décalage entre le petit parti, fragile, impétueux, « groupusculaire », que sont les Verts, et un électorat – évalué à 15 % par les sondages – qui se résoudrait volontiers à exprimer, sous une étiquette devenue sympa-



chasse, Jacob, son frère, échangea thique, son méconteotement par son droit d'ainesse contre un brouet de lentilles. Et il fit benir l'upera-tion par leur vieux pere, Isanc, pro-fitant de ce qu'il était aveugle pour le duper. » Ainsi commence, par exemple, une lettre adressée, le 30 octobre, par M. Vidal, au maire de Paris, M. Jacques Chirac. « Les effets d'annonce Intéressent peu les écologistes, ajoutait l'uni-que conseiller Vert de Paris. Il ne faut pas compter sur nous pour sauver les politiciens du naufrage qu'ils se préparent avec constance. Pour en revenir à l'histoire de Jacob, il est, entre cette histoire et la nôtre, deux différences : contrairement à Esau, nous ne sommes pas affamés: contrairement au vieil Isaac, les Françaises et les Français ne sont pas aveugles. »

#### Décalage culturel

Quel que soit leur désir d'entrer un jour, et le plus tôt possible, à l'Assemblée natinnale, afin d'exis-ter vraiment sur la scène politique. les Verts ne sont pas prets, aujour-d'hui, à transiger sur ces quelques conditions : «L'abandon à terme du programme électro-nucléaire, la révision à la baisse du programme autoroutier, une stratégie de paix fondée sur l'aide au développement, la réduction des ventes d'armes et un processus d'abandon de la force de france. de frappe. »

Les Verts réclament oussi l'instamation du référendum d'initia-tive populaire et l'adoption d'un mode de serutin, accompagné d'une réforme constitutionnelle, oui permettrait « une indépendance de destin du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif ». Enfin, dans le domaine économique, la philoso-phie des Verts prône une « réconciliation d'une éconnmie ovec la vie », qui passerait par «l'accepta-tion des limites de notre planète, un nouvel ordre économique mondial, une réduction des consommations d'énergie, de matières pre-mières, d'eau et d'espace dans les pays industrialisés ».

Alora, qui, aujourd'hui, de M. Marchais à M. Le Pen, en pas-sent par MM. Rocerd, Juspin,

rapport à un simple problème d'environnement personnel, nu s deceptina à l'égerd du pauvoir socialiste, nu encore son rejet de la classe politique.

Les Verts sont bien conscients

de ce décalage culturel, de cet

engouement pour une idée. C'est pourquoi ils n'imaginent pas, eux-mêmes, de participation au pou-voir sans que «la pense écologiste soit devenue majoritoire ». C'est pourquoi aussi il est peu probable que, sauf dérapage local, les Verts veuillent répondre aux mains tendues, avant l'échéance normale de l'élection présidentielle de 1995. Parmi les différents animateurs du mouvement, M. Wacchter n'est pas le moins intéressé à rester vierge de toute dérive. Sa stratégie du e ni-ni e, ni gauche, ni droite, poste désormais comme un postu-lat - « Nous nous situons en dehors du champ idéologique qui, depuis deux siècles, structure le paysage politique en droite et gouche»,— lui e jusqu'ici réussi. Quelles que soient ses sympathies personnelles - il coneéde, en privé, qu'elles iraient plutôt à M. Jacques Delors.
- M. Waechter entend bien « garder le cap»: il y a tellement de citoyens, non pas seulement chez les écologistes, mais chez les Francais, à se déclarer désormais étran-gers, bostiles, voire rebelles ou tra-ditionnal affrontement gauche-droite, que cela pourrait feire beaucoup de voix, lors de la future élection présidentielle.

JEAN-LOUIS SAUX

 Sondage : les écologistes avec le PS. - Selon un sondage effectué par l'institut Louis-Harris-Fraoce et publié, vendredi 8 novembre, par Profession Politique, 32 % des Français snuhaiteraicot que les écologistes fassent allience, lors des prochaines élections, avec les socialistes. Chez les sympathisants écologistes, le souhait d'une telle perspective s'élève à 41 %. Ce sondage a été réalise les 4 et 5 novembre, selon la méthode des qualas, suprès d'un échentillan national représentatif de 1 006 personnes agées de dix huit ans et

La discussion budgétaire à l'Assemblée

# La droite et le PCF restent de marbre devant le budget de l'éducation nationale

Les députés ont examiné, eudi 7 novembre, les crédits du ministère de l'éducation nationale, présentés par le ministre, M. Lionel Jospin, et par M. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique. S'il augmente moins que lors des deux exarcices pracédents (5,7 %, au lieu de B,8 % en 1990 et 9 % en 1991), ce budget demeure, pour 1992, le premier (262,5 milliards de francs). L'effort de l'Etat en metière d'enseignement n'e impressinnné ni l'appasition, ni les communistes, qui nnt contraint M. Jospin à demander le réserve du vote de ses crèdits.

Agacc. M. Jospin Pétait, assurément, lorsqu'il est monté à la tri-bune pour défendre son hudget. A un point tel qu'il n'a pu s'empêcher de d'accuser ses contra-dicteurs de «malhonnéteté intellectuelle », provoquant, du coup, un beau tullé sur les banes de l'opposition. « C'est indigne! c'est honteux! s'est exclamé M. Serge Charles (RPR, Nord). . Yous n'étes pos digne d'être entendu par lo repré-sentation nationale », a enchaîne M= Michèle Alliot-Marie.

Le courroux de M. Jospin ne s'expliquait pas par les seuls - et traditionnels - requisitoires de l'op-position contre le « centralisme », l'e uniformité » et le e jacobinisme » de l'éducation nationale, selon les mols de MM. René Couzneu (UDC, Ille-et-Vilaine) et Francis Saint-Ellier (UDF, Calvsdos). Ce sont, avant tout, les charges, accompagnées de quolibets, contre les insultuts universitaires de for-mation des maîtres (IUFM), qui ant irrité le ministre d'Etat. « La mise en place des IUFM est un énorme raté, dont les consequences seront lourdes », e effirmé M. Pierre Lequiller (UDF, Yve-ines). M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne) a déplaré «les mouvaises conditions» dans lesquelles la rentrée des IUFM s'était déraulée. Point par point, M. Jospin s'est inscrit en faux contre ces affirmations, qui, selon lui, « reposent sur une déformation totale des faits ».

#### 74 000 étudiants de plus

Le ministre de l'éducation nationale a sans doute jugé que ces récriminations gachaient la présen-tation du premier budget de l'Etat. Il a notamment rappelé que l'en-seignement scolaire voit, pnur 1992, ses moyens budgétaires pro-gresser de 5.7 %, (4.7 % en francs constants). En dépit d'un nei fléchissement par rapport aux deux anoècs précédentes, ils restent supérieurs à la progressinn de l'ensemble des dépenses publiques. Il a souligné que 5 850 emplnis nou-yeaux seront créés, « alors que la fonction publique d'Etat enregistre une diminution nette des emplois budgétaires de 2 800 ».

En fait, c'est surtout le budget de l'enseignement supérieur, en hausse de plus de 12 %, qui inspire au ministre une satisfaction partagée, hélas pour lui, par les seuls députés socialistes. Avez-vous pense à ce que l'on dira dans dix ans de ce que vous avez fait de vos talents?», s'est interrogé M. Couanau. M. Jospin a indiqué que cet «essort

A Clermont-Ferrand M. Roger Quilliot

reprend sa démission Le maire demissionnaire de Clermont-Ferrand, M. Roger Quil-liot, a annoncé, vendredi soir

8 navembre, qu'il avait décidé de reprendre sa place à la tête de la municicalité. Il avait annoncé sa démission, le

14 octobre, pour « provoquer un sursunt des esprits et des ênergies» devant les graves difficultés économiques que traverse la capitale de l'Auvergne. L'ancien ministre du logement avait alors été reçu par le président de la République et par le premier ministre qui avaient entrepris de le faire revenir sur cette decisinn.

M. Quilliot, dont la commune bénéficiem de la «délocalisatinn», annoncée jeudi, du CEMAGREF (Centre d'éludes du machioisme agricole, du génie rural et des insets), parteur de trais cents emplais, a déclare, à l'adresse de la population elermontaise : « Trus les espoits se conjuguent pout un sursaut. L'essentiel teste à faire, muis nons le ferons ensemble ».

exceptionnel correspond à la volonte d'occompagner et, même, pour la première sois depuis longiemps, d'onticiper lo progression des effec-tifs étudiants », qui seront, selon les estimations du ministre, 74 000 de plus en 1992.

Asacé, le ministre l'e été à nou-

veau lorsque l'opposition est revenue à la charge sur le thème de la décentralisation. M. Jospin, en réponse à M. Pierre Lequiller, qui aveit fait l'éloge de l'expérience lancée en région Rhône-Alpes par M. Charles Millon, a pris les devants en assurant que « la décentralisation a été engagée dans le domaine éducatif à partir de 1985 » et qu' « un équilibre sotisfoisant » s'est + désormois instoure ». « Je rends un hommage très cloir aux collectivités territorioles, régions, qui se sont engogées fortement, mais jamais une telle dynamique n'aurait pu se crècr si l'Etat n'avait pris l'initiative du plon Universités 2000 », a ajouté le ministre.

M. Jospin a assure que l'effort sera poursuivi. La représentation nationale, une fois n'est pas coutume, e cu la primeur de l'annonce de le «la déconcentration du mou-

vernent des personnels certifiès », susceptible, selon lui. d'a antéliorer la gestion des personnes, en ropprochont l'echelan de décision des attentes des personnels « (voir notre encadre). Sur le même registre, rejoignant les vues M. Saint-Ellier, il a annoncé, aussi, qu'il faut « dor-ner un contenu plus fort o l'autonomie des établissements et permettre aux chefs d'établissement de mieux motiver les personnels administratifs et enseignants » et « renforcer les moyens dont disposent dejà les chefs d'établissement ofin de recru-ter des intervenants. A l'occasion de la discussion des crédits de l'enseignement supérieur, le ministre s'est déclaré prêt à faire « un nouveau pas », en jugant souhaitable «la déconcentration de la gestion de l'ensemble des personnels ensei-

gnants, de recherche, techniciens, administratifs». Agacé, M. Jospin l'e été, enfin, une dernière fois, lorsqu'il a fait le compte des « pensees et arrière-pensées » de son auditoire, avant de se résoudre à demander la réserve du vote sur ses énormes crédits. « Ce budget meritait mieux », a-t-il

F. B. et G. P.

## « Déconcentrer » les enseignants

En annonçant devant les dépu-tés, jeudi 7 novembre, qu'il ellait soumettre à la concertation plueleurs propositions visent à eccraître le déconcentration du système éducatif et l'autonomie des établissemente, M. Lione! Jospin e lencé, en réalité, un pevé dans la mare. La plus importante de ses pro-

positions concerne la gestion du système d'effectation et de mutation des enseignente du second degré (collèges et actuellement dans le cadre d'un e mouvement a national, géré depuis les bureaux parisiens du ministère. M. Jospin entend les transférer au niveau des vingt-huit ecadémies frençeises . «Le déconcentration du mouvement des personnels certifiés ma paraît susceptible d'eméliorer la gestion des personnes, en rapprochant l'écheinn de décision des ettentes des personnels», e déclaré le ministre de l'éducation nationale. ell convient d'eilleurs l'éducation netionale est beaucoup moins centralisée qu'on ne

#### Сопсштенсе entre deux carrières

le croit souvent : la gestion des

instituteurs par exemple est

depuis longtemps déconcentrée

au niveau départemental.»

Le débat sur le déconcentration, au niveau académique, du mouvement des professeurs du second degré s'impose presque du fait de la création, à cette rentrée, du corps des professeurs d'école - les ex-instituteurs - et des Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Les enseignants du primaire, en effet, sont désarmeie recrutée eu niveau de la licenca, comme les

futurs professeurs, et formés comme eux, en deux ans, dans les IUFM. Or leur recrutement et leur mode d'affectation ont été meintenus à l'échelon départe-

Le problème se pose donc de la concurrence entre deux carnères, dont l'une, celle de professeur d'école, assure aux futurs enseignants la possibilité de rester dans leur région d'origine et peut, à terme, devenir plue attractive. M. Jospin e souligné, en cours de débat, que des à présent les professeurs éloignés de leur région d'origine sont plus nombreux à éprouver des « problèmes » (congés maladie notamment). Enfin, depuis cette rentrée, les IUFM organisent le recrute-ment et la formation de tous les enseignants au niveau académique, ce qui milite aussi en faveur d'un besculement, à cet échelon, de la gestion des différents corps d'enseignants du second degré.

Le minietre de l'éducetinn nationale n'e cependant pas été jusqu'eu bout de la locique de déconcentration. Celle-ci passerait en effet per l'Ineteuration d'un recrutement au niveau académique. Certaines académies ont en effet un vivier trop faible d'étudiants susceptibles de passer les concours pour faire face à leurs propres besoins de recrutement. Le maintien des concours nationeux permet de compenser, en partie, ces déséquilibres.

Le syndicat national des enseiquemente du second degré SNES) ne e'est pas trompé sur importence de ces mesurea. Elles une peuvent qu'accroître les inégalités entre établissements et aggraver dans certaines régions la crise de recrutement en personnels qualifiés. Voici revenu le temps des provocations».

CHRISTINE GARIN

## P et T: doublement des crédits pour le transport des journaux

début de la discussion sur le projet de loi de finances pour 1992, l'Assemblée nationale a edopté, vendredi 8 novembre, à la faveur d'une abstention du groupe UDC, le budget affecté au ministère de la Poste et des télécommunicatione, présenté par M. Jeen-Marie Rausch.

Depuis la réforme du 2 juillet 1990, qui a concédé une large autonomie à la Poste et à France Télécom, le budget des P et T, il est vrai, est deveau bien modeste: 1,533 milliard de francs, dont les deux tiers sont consacrés à l'aide de l'Etat pour le transport de la presse (1). Mais c'est précisément l'annonce, au cours du débat, du quasi-dnublement de ces crédits (de 1,025 à 2 milliards de francs) qui e favorisé l'edoption de ce

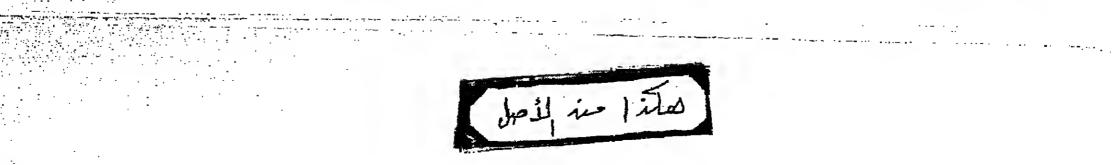
En réponse à M. Louis de Brois-

Pour le seconde fois depuis le sia IRPR, Côte-d'Or), qui était intervenu en tant que « père de somille et ancien rapporteur du budget de la fomille v. M. Rausch a confirmé, d'autre part, le reléve-ment de 30 % à 50 % de la taxe sur le chiffre d'affaires des «messageries roses», pour lesquelles est envisagée l'institution d'un code particulier qui permettrait d'en

imiter l'accès aux mineurs. C'est notamment cette promesse de morelisation de l'asage du Minitel qui e conduit le groupe centriste à s'abstenir dans le vote du budget de la poste et des télécommunications.

J.-L. S.

(1) Depuis la Libération, l'Etat au nom du pluralisme, soulient la presse sous forme d'aides directes (subventions aux journaux à faibles ressources publicitaires) ou indirectes fallégements fiscaux. notamment). Le transport des journaux bénéficie notamment de tarifs préférentiels, compensés en partie par l'État dans le budget de la Poste.



## Industrie et commerce extérieur : les limites du consensus patriotique contre l'« envahisseur » ...

Les députés ont examiné, vendredi 8 novembre, les crèdits de l'industrie et du commerce extérieur, présentée par MM. Dominique Strause-Kehn, ministre de l'industrie, et Jean-Noël Jeenneney, secréteire d'Etat au commerce extérieur. D'un montant de 18,7 milliards de francs, soit une augmentation de 4,9 % per repport à 1991, ce budget bénéficie d'une croissance supérieure à celle des dépenses totalee de l'Etat (+ 3,1 %).

En dépit du satisfecit décerné par les trois groupes de l'opposition aux mesures en faveur des PME et des PMI et à l'effort financier consacré à l'Agence nationale pour la velorisation de la recherche (ANVAR), le gouvemement n'est pas pervenu à dégager une majorité et a été contraint de recourir à la réserve du vote de ces crèdits.

La France est «envahie»! D'espadrilles, de chaussures « tout cuir» et de bicyclettes chinoises. D'automobiles japonaises, de directives européennes et de mauvaise foi américaine... L'examen des crédits du ministère de l'industrie et du commerce extérieur a donné lieu à une longue com-plainte des députés, montés à la tribune les uns après les autres pour décrire les déboires des entreprises, chacun trouvant volontiers des exemples dans sa circonscription, et pour lancer des philippiques contre le Japon, les Etats-Unis et surtout, la Commission de Bruxelles.

L'affaire De Haviland, la mise en cause du monopole d'EDF-GDF et la surveillance soureilleuse des dotations en capital aux entreprises publiques étaient dans toutes les mémoires. Si la France connaît un vrat déficit industriel et commercial, e'est done d'abord

Une touchante unanimité a ainsi réuni MM. Jacques Roger-Machart (PS, Haute-Garonne). rapporteur de la commission des finances, Franck Borotre (RPR. Yvelines) et Gilbert Gantier (UDF, Paris), dans la dénonciation des contraintes que l'instance européenne, et tout particulièrement son commissaire chargé de la concurrence. Sir Leon Brittan. fait peser sur la politique industrielle française.

Le ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur. M. Dominique Strauss-Kahn, ne les a pas dementis. Il a severement critique lui aussi l'« idéologie v de la Commission de Bruxelles et sa « conception extravagonte du libérolisme a, qui a interdit de mettre en æuvre une politique industrielle européenne et volontaire », tout en rappelant au passage aux groupes de l'opposition que c'est leurs aumis des uutres pays» qui placent sinsi le France dans la situation qu'ils déplorent

#### « Un ministre henrenx »

Les partenaires commerciaux américains n'ont pas été devantage épargnés par le ministre. Evoquani l'intransigeance des Etats-Unis dans les actuelles negociations du GATT et de l'Uruguay Round, M. Strauss-Kahn e affirme que la France refuserait de signer un accord qui « terait lo part trop belle aux positiuns oinede patriotisme contre l'envehisseur etranger s'est toutefois brisé des que les députés ont abandonné leurs considérations internationales pour examiner dans le détail la politique industrielle du

gouvernement Avec un budget en augmentation de 4.9 % dont la croissance est nettement supérieure à celle du budget général de l'Etet, le ministre n'arrivait pourtant pas les mains vides devent la représentation nationale. Ce qui e pu faire dire à M. Roger-Machart, à propos de M. Strause-Kahn : « Vous êtes un uninistre heureux!» M. Georges Chavanes (UDC,

Charente) a constaté que « n/usieurs orientations du budget von dons le bon sens », comme les mesures de soutien à la recherche iodustrielle et à l'innovation et le plan PME-PMI «courageux, fort, efficient ». Ce plao, a ajouté le maire d'Angoulème, « o le mèrite de placer la Fronce en tête des pays européens pour la baisse de l'impôt sur les sociétés ».

#### Personne pour défendre le « ni-ni »

A la distribution de bons points ont toutefois succéde de sévères critiques de la part de l'orateur du groupe centriste. Sur le financement de ces mesures, d'abord, notamment par la suppression partielle du fonds de compensation de taxe professionnelle qui, selon M. Chavanes, retire d'une main aux entreprises ce qui leur avait été accordé de l'autre. Sur le dogme du «ni-ni» ensuite, et la « lenotionalisation rampante, limitee o 49 % du copital, pour des roisons de blocage idéologique ». qui, toujours selon le député centriste, rendent « impossible » la restructuration industrielle.

M. Gantier s'est montré encore plus sévère en accusant le gouvernement de se servir du secteur public pour « financer ses fins de mois difficiles » et de se livrer, sur son dos, à un véritable « brigandage budgétoire «.

Quant à l'orateur communiste. M. Jean-Claude Gayssot (Seine-Saint-Denis), il a dénoncé au contraire « l'obondon ou copitol prive de vastes parts du patrimolne notional » qui, « sous un pretexte de modernisation (...) se troduit par une politique de fermetures, de

Curieusement, il ne s'est trouvé pour défendre le dogme du «ni-ni». M. Roger-Machart a, au contraire, exprimé le vœu qu'une réflexion soit engagée « pour déterminer auelles entreprises doivent rester dans le domoine public, ou même v retourner, et lesquelles pourraient passer dans le secteur

S'il n'a pas apporté son soutien au respect du dogme établi par M. François Mitterrand en 1988, M. Strauss-Kahn a repondu qu'un «contrut » avait été passé sur ce point avec les Français eu début de cette législature. « C'est un choix politique, a déclaré le ministre, et il faudro dunc reposser devont les électeurs si l'on veut faire outre chuse ».

Les députés de l'opposition ne se sont pas non plus privés de railler le fameux projet de «grand ministère » de l'économie, des finances et du commerce extérieur, qu'evait promis M= Edith Cresson des se nomination é Matignon, et qui s'est, en réalité, traduit, selon M. Borotra, " por nn assujettissement désastreux des strotégies industrielles aux préoccupations financières ».

Paradoxe et ironie de la nécessaire soliderité gouvernementale, c'est à M. Strauss-Kahn, dont les désaccords avec MM. Pierre Bérégovoy et Michel Cherasse sont de notorieté publique, qu'est revenue la lourde tache de défendre loyalement le rattachement de son ministère à l'énorme machine du quai de Bercy. «J'al un ego qui me porteroit peut-être à préférer une structure où le serais plus outonome, s'est contenté de répondre le ministre, mais il y va ici de l'intérêt collectif. •

Les affirmations du ministre n'ont convaincu ni les députés de l'opposition ni ceux du groupe communiste. Et en dépit de ses essorts de courtoisie à l'égard de M. Chavanes, dont il esperait peut-être une abstention reconnaissante au lendemain de l'annonce du transfert de la SEITA dans sa ville d'Angoulème, il ne restait plus à M. Strouss-Kahn que le groupe socialiste pour apporter sans reserve son soutien aux crédits de l'industrie et du commerce extérieur. Comme la très grande majorité de ses collègues du gouvernement qui l'ont précédé à l'Assemblée nationale, M. Strauss-Kahn s'est donc vu contraint de demander la réserve

du vote de son budget. PASCALE ROBERT-DIARD La stratégie de l'opposition

# M. Giscard d'Estaing veut faire de l'UDF le « grand mouvement du centre et du centre droit »

A chacun son grand chantier! Sous l'arche mitterrandienne de la Défense, M. Valery Giscard d'Estaing poursuit, samed 9 et dimanche 10 novembre, ses grands travaux de rénovation de l'UDF. En convoquant les 1 644 membres du nouveau conseil netional de l'UDF, l'ancien président souhaite présenter l'image d'un « gress mouvement du centre et du centre droit ».

Il lui aura fallu plus de trois ans pour commencer à faire bouger les choses. Quand le 30 juin 1988, au risque de « teruir son image », comme il l'avouait à l'époque, M. Giscard d'Estaing s'octroie la présidence de l'UDF, ses projets sont clairs. S'il consent à mettre les mains dans le cambouis de cette mécanique de l'opposition, c'est pour faire enfin de l'UDF un véritable parti, capable de s'organiser, de devenir la »force mojeure » de l'opposition et susceptible – ce qu'il se garde bien de dire – de lut servir de planche d'appel solide dans le cas d'une nouvelle épreuve présidentielle. Rude pari qui lui a deja demande beaucoup de temps, d'ell'orts et de constance, et ce n'est doute pas lini! «La Fronce, répétait-il encore le le septembre dernier à l'université d'été du PR à Cabourg, o bewin d'une grande formotion politique du centre et du centre droit, à l'image de ses partenuires européeus. . Accroché à sa théorie des grands ensembles et à son vieux principe d'une France gouvernée au centre, l'ancien président n'a dans cette entreprise de refondation de l'UDF rien neglige. mais il est encore bien tot pour

parier sur son succès. En convoguant ce week-end à Paris les | 644 memb veau conseil national de l'UDF, dans le cadre l'uturiste de la Defense, M. Giscard d'Estaing, scul candidat à sa succession, entend sans doute offrir l'image d'un parti en mouvement, d'une forec moderne et dynamique n'ayant plus rien à envier au RPR. Mais, plus prosaiquement, cette assemblée ne sera que la concretisation d'une réforme adoptée le 13 juin dernier et visant dans un premier temps à introduire plus de démocratie dans son mouvement. Réforme importante et indispensable qui prouvera que l'UDF peut etre autre chose qu'un simple cartel electoral mais qui ne signific pour autant pas qu'elle se transformera dans les semaines à venir en une véritable fédération. Ce mouvement est au milieu du gué, à telle enseigne que ses nouveaux statuts restent prudeniment dans le flou. Le mot « confédération » est biffé, mais celui de « fédératioo » n'est toujours pas officialisé.

#### « Une immense tricherie »

L'important est sans doute que pour la première fois au sein de ce mouvement, qui souffre depuis sa naissance en 1978 d'une « notabilisation » aiguë, ses militants ont été conviés aux urnes pour choisir leurs délégués. Mais les enseignements tires de cette procedore démocratique sont divers. Pour le giscardien Herve de Charette. « cette expérience de démocratisa-tion n donne de la vie on systeme - Pour d'autres, elle aura été avant tout . une immense triche rie ». Dans l'Ille-et-Vilaine, M. Pierre Mchaignerie est allé jus-qu'a reprocher à M. Alain Madelin « sex méthodes de voyon ». Et quand M. François Bayrou, secre-taire general de l'UDF et principal maitre d'œuvre de cette réforme de l'UDF, envisage déjà, comme il fait devant le bureau politique du CDS du mercredi 7 novembre la fabrication de cartes d'adhérents non falsifiables pour les procédures à venir, l'impression que toutes ces operations de vote ont donné tieu à pas mal de tripatouil-

lages ne peut que se renforcer. Le premier résultat de ectte réfurme est en vérité à l'inverse de celui qui était escompté. Au lieu d'éteindre les rivalités entre les composantes de l'UDF, elle n'aura fait que les exacerber. Le PR trouve dans ces élections la confirmation qu'il est la première force. On pouvait le supposer depuis longtemps, mais le fait que cela soit officiel ne peut qu'agacer un peu plus les centristes, surtout à l'annroche des négociations pour les elections régionales. Tout redevient entre eux sujet & enervements. Soucieux de limiter les pouvoirs du secrétariat général de M. Bayrou, M. Longuet est par-

venu à imposer le maintien de M. Jean-Claude Gaudio à la tête de la délégation UDF à la commissioo des investitures de l'opposition. La liste des douze membres représentant le nouveau conseil national au bureau politique sera aussi conduite par M. Gilles de Robien, député PR de la Somme et maire d'Amiens. Sur cette liste, quatre PR (MM. de Robien, Gau-din, Diméglio, Dominati) contre trois CDS (MM. Baudis, Monory et Stasi). Face à ce couple infernal, des petites composantes qui ne veulent pas mourir et prendre ecte de leur inexistence. Le Perti radical devait même se payer le ridicule de présenter samedi sa propre liste pour l'élection des membres du bureau politique.

#### **Ouerelles** de boutique

Toutes ces querelles de boutique d'un autre âge eo cachent d'autres plus sérieuses et plus ennuyeuses pour M. Giscard d'Estaing. . La renovotion de l'UDF, plaideit encore ce dernier à Cabourg, ne doit pos être vécue comme un ivrissement, mais coinme un

M. Charles Mignon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationele, comptait par exemple demander la constitution au plus vite d'uo groupe unique de l'oppo-sition eu Palais-Bourbon.

M. Giscard d'Estaing a tenu sussi, depuis, les propos que l'on sait sur l'immigration. Les ceotristes, qui ne les ont pas encore tout à fait digérés, soot moios enclins eux aussi à suivre les yeux fermés un président de l'UDF qui leur apparaît de moins en moins centriste. Pour les rassurer et leur

sonnelle. . Il o'a pas convaiocu,

tant s'en feut. M. François Léo-

terd a ennoncé depuis sa caodida-

ture aux primaires, et cette nou-velle donne o'est pas faite pour

iociter le PR à pousser davantage

les feux pour réchauffer la maison

UDF. « Giscard, eotend-on par

exemple de ce côté, n'o qu'un seul but : faire de l'UDF son écurie pré-

sidentielle et étouffer tout le reste

Nous, ce que nous ottendons, c'est que l'UPF ait aussi un véritable

conseil notional. » Plusicurs res-

ponsables de l'UDF se proposant

d'ailleurs de relancer le dynamique

d'union entre le RPR et l'UDF.

incootrôlés de M. Michel Poniatowski - dont on s'est assuré de l'ebsence à ce conseil national, l'UDF, comme viaot de le faire le PR, devait réaffirmer très officiellement et très nettement son oppositioo à toute allience evec le Front national. Une motion en ce sens sera soumise au vote de l'ensemble du conseil national.

Deux autres dossiers seront notamment ouverts : ceux de la réforme du mode de scrutin et de la cohebitation. Aucuoc réforme evant les élections, devrait répon-dre officiellement l'UDF, meis déjà M. Stasi a expliqué, mercredi 6 novembre eu «Grand Debat» de Radio-Shalom, qo'il n'avait pas d'objection è une modification du mode de scrutin avant 1993. Pour ce qui est de la cohabitation, les avis sont plus que nuences. M. Giscard d'Estaing, presse de précipiter les échéances, y est de moins en moins favorable. Ses déclarations du passe le contraignent à ne point trop se déjuger, mais on peut compter sur lui pour Ic faire dire...

DANIEL CARTON

#### LIVRES POLITIQUES

UELQUE chose ne ve pes **Bienfaits** dens la tête des Français. Malaise passager ?, crise protonde ? On se perd en conjectures. Les uns ettribuent cet état d'esprit à une dilution de l'eutorité ou au visillissement du régime, les autres à l'usure du pouvoir ou à l'immobilisme de sa gestion. Le président de le République sont atteints de « sinistrose » et,

parmi ces demiers, eu niveau le plus primaire de l'anelyse politique, ils sont de plus en plus nombreux à dire : « Cela ne peut plus durer, il faut que ça pête l » Certeins semblent même s'y employer activement. En France, c'est un travere national de ne jamais être contan de son sort, même s'il n'est par si mauvais. Dee observeteurs étrangers e'étonnent régulièrement de notre capacité d'eutodénigrement. Cependent, dene se constance, le mauveise humeur collective passe par des hauts et des bas, que l'on peut repérer dens l'histoire sans forcément leur trouver des explicationa objectives. Il errive qua le malaise soit impelpable, que le cries murisse à l'ombre, et que l'on er prit, les éditions Kirné publient un reseante les effets an ignorant leurs causes. Les tentatives de diagnostic restent, comme les symptômes, dans le flou. On dit.

sation, ou, einei que le suggère M. Mitterrand, que les Français sont en manque d'espérance. Une chose, au moins, est sûre loreque, à l'insetisfection du moment, s'ajoute le crainte de l'evenir, il ne sert à rien de brandir de bonnes stetistiques économiques, surtout si on peut leur en opposer quelques eutres qui le sont moins. L'inquiétude, l'ennui, le vecuité appellent d'eutres traitements. On n'eura pas l'outrecuidance de prétendre en détenir ici les eecrets, car rien n'est plus difficile. Cheque crise sociale se dénoue, bien ou mal, evec ses moyens propres, et le rôle des politiques est de trouver les meilleurs. Ce qui suppose, bien sûr, de les rechercher.

comme à la fin des années 60,

que la Frence s'ennula, ou

comma dans lee années 30.

qu'elle est en proie à l'inquiétude,

voire victime d'une crise de civili-

La tentation est de sa tourner vere le pessé, qui e délà tout inventé. On ve précisément le faire en revenant aux années 30 mais en se gardant aussi de toute illusion. Il ne s'agit sûrement pas de comparer ce qui n'est pes comparable, et l'on retiendre de cetts époque l'avertissement de l'un des ses auteure lee plus aigus, s'agissant d'exprimer le mal-être d'una société, Louis-Ferdinand Céline, selon lequel l'Hietoire ne repasse pas les plats.

S'il fellait tirer une leçon de le seconde moitié de l'entre-deuxguerres, elle serait trop empreinte

et méfaits des crises d'amertume et, par là même, non naient le traité de Versailles et le bellicisme ; leurs racines philosophiques plongealent dens le per-

opérationnelle. Deux ouvreges permettent de l'évoquer sous des engles différents puisque l'un traite du mouvement des idées en Frence, l'autre du mouvement ertistique en Allemagne. Dans les deux cas, l'exceptionnelle vitalité: de la production, qu'elle soit intellectuelle ou esthétique, n'e pas débouché, loin s'en faut, sur des lendemaine qui chantent. Tout ce que la crise e pu provoquer d'interrogetions, de remises en cause, d'innovetions e plus témoigné de le réelité du mai social que permis de le surmonter sans trop de dommages : l'Histoire e poursuivi son cours dans le mauvais sens jusqu'à ce que la guerre vienne trancher dans le vif. Sous le titre Révoltes de l'es-

volume qui rassemble des études de Pierre Andreu sur les idées, les revues et les intellectuele des ennées 30, de Raoul Girardet sur l'héritage de l'Action française et de Jean Touchard sur la tentative de renouvellement de le pensée politique qui a merqué cette époque. Une époque détestée per nombre de ses contemporaine soit parce qu'ile souffraient de la misère (pour le coup, il y evait, surtout en Allemsone, une vrale criss économique), soit perce qu'ils ne se reconnaisselent pas dene les modèles déjà contestés de la révolution socializte et du capitelisme sauvege. Prisonniers de l'entegonisms des deux grends systèmes dominants, travaillés par le nationalisme, menacés dans leur identité par la montée du metérielieme et du productivieme, témoine d'une dégradation des mosure politiques, vite imputée au parle risme et à le démocratie, les esprits qui n'étaient pas mobilisés per una idéologie - ou par une carrière déià feite - charchaign ailleurs les voies du salut.

Pierre Andreu raconte dans le détail ce fourmillement d'idées, en marge du système, auquel il e personnellement participé et qui s'exprimeit principelement dans des revues, dont les plus célèbres furent l'Ordre nouveau, Esprit toujours là et la Flèche. Il observe que si, dans les années 30, clas ferments de rajeunissement et de révolte existeient dans tous les milieux intellectuels, c'est cependent à droite qu'ils murirent le plus tôt ». Ce qui eut pour résultat. d'une pert, de privilégier è

ANDRÉ LAURENS l'excès le rôle rédempteur ettribué à le jeunesse, et, d'autre, part de mêler des réflexes de droite è des valeurs qui s'en détachaient. L'auteur Indique que la plupart de ces mouvements de contestation se retrouvaient, à des degrés divers, dans le rejet du parlementarisme. du capitalisme, du culte de l'Etat et du parti, de la déification de et du productivisme; ils condam-

sonnalisme et le christianisme. «Ce qui pourra paraître surprenant sujourd'hul, dans un climet universel d'exécretion du fascisme, c'est, écrit Pierre Andreu, que l'errivée eu pouvoir de Hider en 1933 n'eit aucunement modifié nos analyses ? D'une certaine manière, eu contreire, elle les eccentus. Pendant deux ou trois ennées encore : pas de clivage décisif avant la guerre d'Espagne, pas d'interrogations sérieuses sur le communisme et l'URSS evant les procès de Moscou; Trotski, Victor Serge passent sans laisser de traces (...). Nous na voyions pas - mea culpa, je i'ai vu avant d'autres - les terribles puissances de destruction que conteneient les fascismes. » Ces travaux sur le climat intellectuel des années 30 illustrent les effets smbigus d'une crise de société si fortement ressentie qu'elle conduisait certains esprite à prendre des remàdes pires que le mal. Falleit-il que la France fût melade pour nisquer

d'en arriver là? Comme on sait, d'autres pays ont moins bien résisté à cette réaction perverse. En Allemagne, à le même époque, c'est une culture en plein renouvellement débordant sur toute l'Europe qui fut balayée par le nazisme. Dans une remerqueble étude, l'Esprit de Weimar, John Willet rappelle l'empleur et l'originalité d'un mouvement progressiste qui a touché tous les domaines ertistiques et qui fut réprimé précisément parce ou'il était porteur de valeurs refusées par le régime politique en perdition de Wsimar : la modernité, le démocratie, la libération, l'Internationelisme. Là encore, le crise a fait surgir le mouvement créateur avant de l'étouffer.

Les avant-gardes ertistiques se sont noumes de la politique et en ont péri. Fin d'autant plus tregique que les idéaux progressistes qui avaient inspiré les œuvres ont eux-mêmes été trahis. Tent de malheurs justifient la curiosité, attendrie et horrifiée à la fois, que s'attirent encore les années 30. ► « Révoltes de l'esprit, les revues des années 30», par rre Andreu, Editions Kimé,

277 pages, 140 F. ➤ « L'Esprit de Weimar, aventgerdes et politique », par John Willet. Seuil, 288 pages illusNouveau

والمستعلمة وأنيتها

# Av 25"

**第55.5** 

.

24

Repair to the

1 to 1 to 1 to 1

Marine .

\$ 15 m

; · · · ·

.....

<u>Andrews</u>

pund States

# HEURES LOCALES

# Nouveaux parcours pour le golf

Il existe actuellement 425 terrains en France pour les amateurs de « greens » mais ces équipements demeurent des investissements à risques pour les communes

UR le «green» un bon joueur appellerait cela un «back spin» (un effet rétro). L'opération « 100 golfs à 100 francs» annoncée mercredi 6 novembre par M. Claude-Roger Cartier, le président de la Fédération française de colf (FFG) montre le volonté de régrien. de golf (FFG) montre la volonté de réorien-ter le développement du golf vers le grand public : « Il faut élargir la clientèle en abais-sant les coûts de pratique », explique M. Car-

A l'euphorie de milieu des années 80 qui a vu le nombre de licenciés progresser de 20 à 25 % tous les douze mois, è succédé une progression beaucoup moins spectaeuleire : cacore 18 % en 1989, mais 13 % en 1990 et seulement 7,4 % en 1991. La FFG revendique aujourd'hni 194 000 licenciés, deux fois plus qu'en 1986. Pendant cette période, les entrepreneurs (privés pour la plupart) ont entrepreneurs (privés pour la plupart) ont investi à tout-va alors que la FFG elle-même restait prudente et ne prévoyeit que 180 000 pratiquants en 1991. Une centaine de golfs ont ainsi été construits depuis 1989. Il y e aujourd'hui 425 golfs en France, trois fois plus qu'en 1983. Leur capacité d'accueil dépasse le nombra de metiente de la construit de la construi dépasse le nombre de pratiquants, et lent lieu d'implantation n'a pas toujours tenu compte du nombre potentiel de joueurs.

En raison de cette concurrence, de nom-breux golfs privés ont, soit déposé leur bilan et ont quelquefois été racbetés par des inves-tisseurs japonais, soit demandé des rallonges substanticles à leurs membres. Des difficultès qui ne contribuent pas à améliorer l'image plutôt négative du golf dans l'opinion. Souvent considéré comme un instrument d'exclusion en raison des tarife pratiqués, il pâtit, depuis quelque temps, d'une mauveise réputation due à ses atteintes à l'environnement : consommétien d'en util'environnement : consommetion d'eau, uti-lisation intensive d'engrais. Les équipements sportifs sont souvent accusés d'être le pré-texte à des opérations immobilières.

#### L'immobilier pour rembourser les emprunts

Le plan « 100 golfs à 100 francs » apparaît comme nne réponse à tous ces griefs. Ces parcours de 9 trous que la FFG appelle des « golfs naturels » seront concus pour etteindre l'équilibre financier evec un minimum de 5 000 caurées par en, à l'image de celui de Mermande (Lot-el-Geronne) créé pour 1,840 million de francs par une association et la municipalité. Les communes devraient être les maîtres d'œuvre de ces équipements, qui nécessitent peu d'eménagements sur une superficie de 20 à 25 hectares et qui pourraient procurer un complément d'activité aux agriculteurs. Ces parcoors, d'un coût moyen de 2 millions de francs, conrront bénéficier de subventions. Le ministère de la jeunesse et des sports allouera 300 000 francs à la création en 1992 et 1993 de six golfs de ce type qui bénéficieront par ailleurs de frais d'architectes réduits. La FFG se propose d'apporter des informetions et des conseils pour leur construction et leur fonctionnement (1).

Ce plan, qui devrail permettre de doubler le nombre de parcours «accessibles» exis-tants, est complémentaire du développement des golfs publics traditionnels. La moitié des joueurs octucis y ont frappé leur premier



«drive», et de leur expansion dépend le développement du golf en France. Trentebuit ont été construits ces dernières années : il n'y en evait pas un seul il y a douze ans, En tous points comparables par leur tracé et leur fonctionnement oux golfs privés, ils ont été créés à l'initietive de collectivités locales avec des fortunes diverses,

Le golf de Bellême-Saint-Mertin, dens l'Orne, est ou centre d'une vive polémique qui illustre les difficultés qui peuvent accompagner le création de tels équipements. Ce parcours n'est qu'un élément d'un a ambitieux projet d'aménagement », selon les termes de son initiateur, M. Francis Geng, député-maire de Bellême. Un syndicat intercommunal qui regroupe les communes de Belleme, Seint-Martin-de-Bel-lême, Serigny et Le Gue-de-La-Chaine qui comptent 3 600 babitants e lencé en 1987 cette opération susceptible d'entraîner 350 millions de francs d'investissements privés.

Sur 80 hectares devaient être construits, outour d'un golf de 18 trous conçu, financé

et aménagé par les communes comme un « produit d'appel », un restaurant, un hôtel 3 étoiles, un centre de séminaires, une zone d'activités, quatre zones d'habitation de 200 oppartements, 100 villas el 50 logements

Aujourd'hui le parcours de golf et l'hôtel de 30 chambres sont construits. Les travaux du centre de réunion sont en cours. Mais toute commercialisation est gelée en raison d'un recours des autorités préfectorales devant le tribunal administratif sur la nature du contrat de gérance. Une situation qui va mettre en difficulté les quatre communes. Elles ont emprunté 18,5 millions de francs et drivent, après deux ans de différés d'amorqui deveient justement être couverts par la commercialisation du programme immobilier. Alerté par les problèmes de trésorerie qui vont immanquablement se poser à ces communes, le conseil général de l'Orne, eprès evoir accordé une subvention de 1,8 million de francs, envisage de s'engager

daventage dans l'opération. « Il serait présérable de rembourser les investissements par anticipation pour éviter de lourds frais finan-ciers », explique M. Guilloume de Courson, vice-président du conseil général de l'Orne.

Le montage financier du golf qui va onvrir au printemps prochain à Pléneuf-Val-André, dans les Côtes-d'Armor, est, au contraîre, présenté comme un modèle de prudence. Cette commune de 3 800 bebirants, qui reçoit 25 000 touristes pendant le courte période des vacances d'été, souhaite élargir so saison en créant un golf. Bien que les équipements existents (bassin en eau profonde, école de voile et courts de tennis) ne grèvent pes trop lourdement son budget, le commune a su profiter de toutes les subventions existantes. En dehors de l'echat des 62 hectares de terrains (3,8 millions de francs), la construction et l'aménagement du parcours de 18 trous sur un site en bord de mer sont couverts dans le cadre d'un plan Etatrégion pour moitié par des subventions de l'État (2 millions de francs), de la région 11.5 million de francs) et du dépertement (2 millions de francs), et par la récupération de la TVA sur le montant des traveux (2,7 millions de francs). Il reste à le cherge de la ville un emprunt sur quinze ans qui représente deux années d'investissements.

#### Subventions départementales

La commune, aidée par des spécialistes du conseil régionel et de la FFG, a préféré confier, par un contrat de eoneession de soixente ens, la gestion à une société angleise. Celle-ci dispose d'un réseau de commercialisation à travers le monde qui doit favoriser la venue de touristes supplé-mentaires. Cette société s'engage à construire un club-house et un hôtel trois étoiles de 50 chambres. Elle versera une prime fixe et 50 % des bénéfices à la commune, « Nous n'avons pas voulu prendre de risques, car les premières années sont souvent difficties », explique le maire, M. Guillaume Guédo. Le conseit général des Côtes-d'Ar-mor, qui a mis une ligne «golf» sur son budget pour la quatrième année consécutive, suit avec Intérêt la naissance de ce parcours. « Nous aimerions en faire un des produits d'oppel du département », précise le prési-dent du conseil général, M. Charles Josselin, qui rêve même d'aménager les ronds-points routiers des Côles-d'Armor en vitrines du golf, avec greens, fauion et bunker.

Quelle que soit la formule choisie par la commune qui veut s'équiper d'un golf, l'étude de marché reste le préalable indis-pensable à tout projet. La siluation est aujourd'hui très concurrentielle. Qu'il soit destiné à uoe clientèle de proximité ou que certains veuillent en faire un produit d'appel touristique, la création d'un golf demeure un choix budgétaire coûteux, un investissement lourd au rendement lent. De quoi prendre toutes les précautions pour éviter le trou...

(1) Fédération française de golf, 69 avenue Victor-Hugo, 75783 Paris Cedex 16. Tél.; 45-02-13-55.

## CHRISTOPHE DE CHENAY

## Qui commande à Paris?

D EUX affaires : l'occupation par des sans-logis d'un terrein enpartenent à le Ville. quai de la Gare, et l'abenage récent de cent neuf arbres quai Branly, posent la question de sevoir qui commende à Peris. Dane ces deux cee. l'Eiei n'e pes tenu compie de l'avis de le municipalité.

Quai de la Gare, malgré la demande du premier edjoint eu meire de Parie réclemant l'expulsion des squattere, le préfet de police ne réagit pas. l justifie son attitude en effirment devent des édiles médusés : « Cette occupation, bien qu'illégale, ne peut être consi-dérée comme un délit. »

La poeition du représentant du gouvernement illustre les récents propos de M. Jacques Dominati, responeable de l'UDF dans la capitele ; «Il y e deux maires à Paris : Jacques Chirae et le préfet de police » Contrairement eux autres mairee de l'Hexagone, celui de Paris ne dispose pratiquement d'aueun pouvoir de police dane sa ville.

A propos du dérecinement des arbres sur le site du quai Branly, où doit étre construit le centre de conférences internetionales, la meirie e déposé un recours contre l'Etet devant le tribunal administratif.

Elle reproche à ce demier de méprieer les documents d'urbenisme en vigueur dans la capitale ot d'agir avant même d'avoir demendé, selon la municipalité, un permis de eonstruire.

Bref, à l'Hôtel de Ville, on estime qu'il s'agit « d'un ecte de vendalisme, illégal, perpétré par l'Etai ». Enfin, toujours selon la mairie, l'initietive des pouvoirs publics ignore la politique de la Ville qui interdit d'abattre des arbres sane concertation avec ses services. M. Christlan Sautter, préfet de région, estime pour ee pert que le classement « d'intérêt générel s du projet justifie l'initiative des bücherons.

Ce n'est pas la première fois que les rapports entre Peris et le pouvoir central s'enveni-ment. Paris, aujourd'hui, est le et un dénertement aux mêmes contours géographiques. Et une capitale. Dans ces conditione, peut-elle être une collectivité locale comme les autres? Le débat est ouvert depuis dix siècles.

## Les Périgourdins aiment le cinéma Le conseil général de la Dordogne et des ossociotions se sont mobilisés

pour maintenir des salles ouvertes : résultat cancluant

PĖRIGUEUX

de notre correspondant

de se limiter à Périgueux, Bergerac et aussi à une politique volontariste sarlat, le phénomène essaime la campagne : 39 000 tickets vendus en par plusieurs communes. Au lieu de

milieu rural en 1989, deux fois plus en pleurer la fermeture des salles en

Cette embellie tient d'abord è la A fréquentation des salles de cinéma connaît actuellement une belle envolée en Dordogne: 346 000 cutrées en de mon père, Nikita, Cyrano de Bergerac ont déplacé les foules en Périgor dogne: 346 000 cutrées en de Jacquou le Croquant, il le doit de se limiter à Phisqueur et de Jacquou le Croquant, il le doit que limiter à Phisqueur et de Jacquou le Croquant, il le doit que le limiter à Phisqueur et de Jacquou le Croquant, il le doit que le limiter à Phisqueur et de Jacquou le Croquant, il le doit que le limiter de Phisqueur et le limiter de l'increase de la companie de la

lais et Montignac, dont le mode de fonctionnement est soit municipal, soit associatif. Une à une, ces salles ont été refaites, grâce au financement conjoint du conseil général, du Centre national de la cinématographie et de la région. Mais, pour que le public soit au ren-dez-vous, faut-il encore que les films

# Marseille: transports à la carte

Afin de séduire les outomobilistes, lo ville adopte lo corte magnétique pour le porking, le bus, le mêtro, le troin et le péage routier

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

OMME toutes les villes méridionales, Marseille souffre d'une circulation et d'un stationnement anarehiques qui transforment, aux heures de pointe, les déplecements progins en épreuves de patience. La vitesse des bus dans le centre de la cité phocéenne est tom-bée de 12,7 km/heure en 1987 à 11,9 km/heure l'an dernier. Si rien n'est fait pour contrer cette évolution, l'apoplexic automobile est prévisible

phone. » Le système arrêté à Marseille déplacement respectera les tarifs de aura l'avantage de permettre aux usa- chaque transporteur, tout en autorigers d'enchaîner sans complications sant les ristournes incitatives à cerles différents modes de transport (automobile, bus, metro) au sein de la ville, mais aussi dans l'ensemble de voyageurs vers le bon choix pour la l'aire métropolitaine qui englobe Aixen-Provence et l'étang de Berre et où le car inter-urbain et le train jouent un rôle non négligeable. Multi-services et multi-prestataires, la carte de

taines beures et en certains endroits de l'agglomération, afin d'orienter les

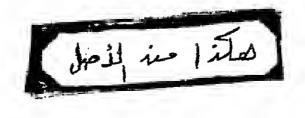
**ALAIN FAUJAS** 

Lire la suite page 12

qui font la une sur les Champs-Elysées ou à Cannes lui soient présentés dans des délais raisonnables. L'Etat pallie cet handicap en fournissant buit evant longtemps. Car le nombre de vintures pour cent ménages marseil-lais, passé de 23,5 en 1976 à 37,5 en copies par an. "Après avoir recueilli 1988, atteindra 50 à la fin du siècle. Pour concrétiser cet effort de sensi-bilisation, Dominique Wallon, le prési-dent du Centre national de la cinéma-... Tout naturellement, « Notre première préoccupation o le consentement du Conseil Municipal, èté une dérnarche de marketing, expliil a rencontré le Crédit Foncier." que M. Jacques de Plazaola, directeur Monsieur le Maire tographie, est venu en Dordogne tographie, est venu en Dordogne signer une convention evec le président du Conseil général, Bernard Bioulac: Le budget dégagé porte sur 350 000 francs. Les communes prennent à leur charge 50 000 francs, le département et le Centre national de la cinématographie se partagent le reste. Grâce à ces sommes, les scolaires bénéficieront d'un film graluit par trimestre et d'un second à tarif réduit. Des avant-premières des rengenéral de la Régie des transports de Marseille (RTM). Nous constatons de plus en plus que l'utilisateur du transavait dit oui à la construction d'une nouvelle mairie... port public est un automobiliste qui a CRÉDIT # FONCIER choisi de changer de mode de transport. Un tiers des passagers de nos bus ont laissé leur voiture en stationnement quelque part. Si nous voulons que le centre-ville demeure accessible et vivable, il nous faut attirer dans les réduit. Des avant-premières, des ren-contres avec des professionnels et des transports en commun ces voyageurs « inixtes». Les sondages ont fait apparaître une forte aspiration à utiliopérations de communication locales seront aussi mises sur pied lors de la ser une sorte de carte de crédit du sortie de films importants. transport, aussi aisèe d'emploi que la DOMINIQUE RICHARD | carte bancaire ou lo carte de télé-

milien rural, collectivités locales et

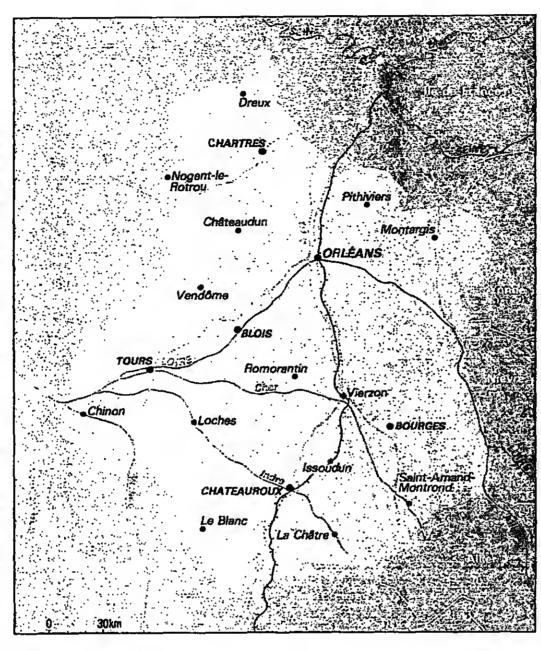
associations ont pris la relève des gérants privés. C'est ainsi que, en Dor-dogne, l'association Ciné-Passion regroupe les cinémas de Nontron, Saint-Astier, Riberac, La Roche-Cha-





# CENTRE: la recherche un ar

Préfecture : Orléans Départements : (préfecture : Bourges) Eure-et-Loir (préfecture : Chartres) (préfecture : Châteauroux) Indre-et-Loire (préfecture : Tours) Loir-et-Cher (préfecture : Blois) Loiret (préfecture : Orléens) Superficie ; 39 060 km2 Population: 2 371 036 habitants **Principales** agglomérations: (282 193 habitants) Orléans (243 137 habitants) Bourges (94 724 habitants) Chartres (85 935 habitants) Châteauroux (67 085 habitants)



Des châteaux de la Loire aux forêts de Sologne, le Centre bénéficie d'un exceptionnel patrimoine culturel et naturel. Pour le valoriser, les responsables de la région voudraient inventer un modèle qui concilie enfin le développement de l'économie et le respect de l'environnement

ES habitants du Centre n'aiment pas que les ignorants confondent leur région, en raison de son nom, avec le Massif central. Or les igno-rants sont nombreux : à Orléans, à Tours ou à Bourges, on se plaint régulièrement que les «étrangers» situent le Centre en Auvergne ou dans le Limnusin et preonent Limoges ou Clermont-Ferrand pour sa capitale. Question de dénomination sans doute. Question d'identité aussi. Les six départements qui composent la région n'ont pas vraitin commun. Il ne leur suffit pas d'être considérés comme le centre éographique de la France, le village de Bruère-Allichamps, dans le Cher, revendiquant plus particulièrement cet bonnneur. Encore fautoire, une culture, un projet -autrement dit qu'ils s'eutendent sur enr vision du passé, leur façon de vivre le présent leur stratégie pour

Pour anecdotique qu'elle soit, la question du nom de la région o est pas sans importance. Ceux qui souhaitent le changer indiquent en effet, par leurs suggestions mêmes, ce qui fait pour eux l'originalité de ces terres du milieu. Certains proposent de reprendre le nom des anciennes provinces (Orléanais-Berry-Touraine) ou ravivent le souve oir des rois. Une consultation organisée par la Nouvelle République, faveur de l'appellation de Centre-Val-do-Loire, a rapporté quelques que Régioo royale, Jardin royal de la Loire, voire King's Land ou même Neustrie. De Dreux à Bourges, en passant par Chartres, Orléans, Blois, Tours, combreuses en effet sont les villes qui ont été, à dences royales, et la « Vallée des rois», siège des châteaux de la

La région Centre n'est donc pas seulement le « cœur » du pays, comme l'indique son logo, elle en

# Une tradition de gauche, une majorité de droite

M. Jack Lang acceptera-t-il de livrer bataille à M. Jean-François Deniau?

ES deux vedettes politiques de la région Centre ont choisi de ménager leurs effets. A gauche, M. Jack Lang, minis-tre de la culture et maire de Blois, ne sait pas encore s'il sera candidat aux régionales. Il affirme qu'il a «l'esprit ailleurs», one sa mairie et son ministère l'occupent assez pour qu'il n'aille pas se charger d'une respoasabilité supplémentaire, qu'il aurait préféré un mode de scrutin régional. A droite, M. Jean-Franchis Deniau, ancien ministre et président du conseil général du Cher, qui ne semblait pas plus enthousiaste, vient mut juste d'annoncer, entre deux voyages, qu'il était prêt à conduire la liste de l'opposition dans son département. Nul ne peut dire si la bataille entre les deux hommes aura lieu. Bataille indirecte, puisque M. Lang et les deux départements du Sud (l'Indre M. Deniau, si le premier se décidait à et le Cher), où le souvenir des luttes imner le second, seraient têtes de liste sociales menées au siècle dernier par

dans deux départements différents, les mineurs et les bûcherons a laissé mais bataille tout de même : même si les électeurs ne votent pas pour le président de la région, la candidature de ces deux personnalités nationales donnerait à la campagne une autre

six départements qui la composent ont donné à M. François Mitterrand, en 1988, une majorité supérieure à sa moyenne nationale, cinq des six chefs-lieux nnt à leur tête un maire socialiste nu communiste, quatorze députés (sur vingt-trois) appartiennent à la gauche. Une telle tradition est ancienne. Elle est particulièrement finte dans le Berry, c'est-à-dire dans

flambeau et où M. André Lajoinie a obtenu en 1988 l'un de ses meilleurs scores, n'y est pas négligeable, même si, comme partout, elle est en déclin Historiquement, la région Centre penche plutôt à gauche. Les dernières consultations électorales n'ont pas Dans le nord de la région (Eure-et-Loir et Loiret) comme dans le Val de Loire, la gauche a recueilli l'héritage démenti cette tendance. Quatre des du radicalisme, marqué par l'attache-ment à la République et à la laïcité.

Deux ministres du Front populaire, Camille Chautemps et Maurice Viollette, ne furent-ils pas l'un maire de Tours et l'autre maire de Dreux? Un troisième, Jean Zay, qui fut assassiné par la milice en 1944, n'était-il pas député du Loiret? Cet héritage a été capté pendant de longues années par le gaullisme avant d'être récupéré par le Parti socialiste, qui a su le faire fructifier. Principale exception: la ville de Tours, nu M. Jean Royer, gaulliste en rupture de ban, est reste gaulliste du terrain dessuis le début de maître du terrain depuis le début de la V. République. En revanche, la conquête de la mairie de 81ois par M. Jack Lang sur M. Pierre Sudreau en 1989 illustre bien ce retnur de la ganche modérée, issue du vieux radi-

son empreinte : l'influence du Parti

communiste, notamment dans le

Cher, où l'actuel maire de Bourges, M. Jacques Rimbault, maintient le

Seule la frange occidentale de la région est solidement ancrée à droite. comme le sont en général les cam-pagnes de l'nuest de la France. M. Maurice Dousset, député UDF d'Eure-et-Loir, qui préside le conseil régional depuis 1985, est un élu de ces terres conservatrices, aux confins de la Beance et du Perche.

Car le paradoxe du Centre est qu'en dépit de ses inclinations à gauche son assemblée régionale comme ses six assemblées départementales sont dirigées par la droite. Il est vrai qu'au conseil régional celle-ci ne devance la gauche que de deux sièges et ne dispose d'une majorité absolue qu'avec l'appoint du Front national. Personne n'imagine raisonnablement que le rapport de forces puisse s'inverser en mars 1992, mais la percée attendue des écologistes et du Front national risque, ici comme ailleurs, de modifier le jeu des alliaoces, lei plus qu'ailleurs, peutêtre, puisque la région possède le dou-ble privilège de compter en son sein le seul élu du Front national à l'As-

semblée, Mª Marie-France Stirbois, qui conduira la liste de l'extrême droite en Eure-et-Loir, et le chef de file de Génération Ecologie, M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, qui sera candidat en Indre-et-

Depuis qu'elle siège an conseil régional, c'est-à-dire depuis 1986, M= Stirbois s'y montre aussi active que dans sa base électorale de Dreux, où elle ne cesse de renfincer son implantation. M= Françoise Gaspard, ancien maire socialiste de la ville, devenue maître de conférences à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, nu elle travaille notamment sur la communauté harkie, affirme, dans un livre qu'elle a consacré à Dreux l'aunée dernière, que le succès du Front national n'a fait qu'y anticiper, par «le hasard des eirconstances \*, sa progression dans le reste du pays. Le dynamisme de Jean-Pierre Stirbois, puis celui de son épouse sont au numbre de ces «cir-

> La question des alliances

M= Stirbois a poursuivi à l'échelle de la région le combat engagé en Euro-et-Loir. M. Dousset, qui n'a pas de sympathie particulière pour l'extrème droite, reconnaît que la veuve de Jean-Pierre Stirbois accomplit, avec les deux autres étus de son parti, « un travail considérable ». rappelle notamment comment elle s'est opposée au vnte d'un crédit de 7 millions de francs destiné à aider à ta réhabilitation d'un quartier «chaud» de Dreux, en suggérant de le donner plutôt aux agriculteurs. Un geste qui, assurément, lui aura rap-porté quelques voix supplémen-

M. Dousset a refusé, tout au long de son mandat, de passer un accord avec le Front national. Il a même été mis en minorité, récemment, par les voix conjuguées de la gauche et de l'extreme droite, qui se sont unies egalement - mais en vain, cette fois lors du vote sur les orientations budgétaires. Il peut donc se prévaloir, pour l'avenir, de sa fermeté à l'égard du Front national, M. Paul Masson sénateur, qui préside le groupe RPR

du conseil régional et conduira sans doute la liste de l'opposition dans le Loiret, est moins catégorique : « Je n'exclus rien, dit-il. Ce qui m'importe, c'est d'avoir une majorité cohérente pendant six ans. » Ces différences de sensibilité au sein de la droite classique ne sont pas propres à la région Centre, mais, du fait de l'audience de M= Stirbois, la question d'une alliance éventuelle avec l'extrême

droite y prend un relief particulier, Sien entendu, M. Dousset comme M. Masson préféreraient, en cas de besoiu, une alliance avec les écolopesoni, ute aniance aver les cono-gistes. A condition, explique le séna-teur RPR, que ceux-ci parviennent à s'organiser. M. Dousset fail observer que les orientations budgétaires oot été adoptées en particulier grâce à l'abstention d'un élu de Génération Écologie, M. Jean Rousseau, maire de Vierze condu de De ce 1000 et ce Vierzon, exclu du PS en 1990 et pro-bable chef de file du mouvement de M. Lalonde dans le Cher. La majorité sortante espère que cet exemple ne restera pas isolé. Ce n'est évidenment pas un hasard si elle a créé une confé-rence régionale de l'environnement, qui associe aux élus et aux personnali-

tés qualifiées les représentants des associations, si elle a tenu il y a deux semaines des Assises régionales de l'environnement et si elle a plus que doublé, dans le projet de budget pour

Ce n'est pas un hasard, non plus, si le souvernement a décidé d'implanter à Orléans l'Institut français de l'environnement, nouvellement créé à l'initiative de M. Lalonde. Celui-ci, qui a passé une partie de son enfance à Vendôme, entend bien recueillir les dividendes des décisions prises en août par le gouvernement, qui a renoncé à la construction de deux des cinq barrages prévus pour l'aménage-ment de la Loire. M. Jean Royer, maire de Tours, a beau dénoncer le « bavardage idéologique » qui consiste à « faire de la nature une nouvelle déesse» et le «clientélisme» de Géné-ration Écologie qui exerce « une influence délétère sur l'aménagement du territoire», il n'empêchera pas les écologistes de se trouver probable-ment en position d'arbitres au lende-mein du contin

THOMAS FERENCZI

## Le conseil régional

Président : Maurica Doussat (UDF-PR) 8 PC; 21 PS; 4 MRG; 1 Génération écologia; 1 div. g.; 15 RPR; 14 UDF; 8 div. d.; 3 FN.

Résultats des élections de 1986 par département CHER (11 aièges) Ins., 224 001; abst., 21,53 %; suff. ax., 167 199. LO:1.77%; PC:25,63%, 3 dius; PS:21,70%, 3 dius; Un. opp.: 38,07%, 5 dius; div. opp.: 4,38%; FN:6,84%; Varts:1,78%.

**EURE-ET-LOIR** (12 sièges) Ins., 250 623; abst., 20,94 %; suff. ex., 190 544. PC: 7,22 %, 1 élu: PS: 34,40 %, 4 élus; UDF: 35,80 %, 5 élus; RPR: 8,82 %, 1 élu; div. opp.: 3,76 %; FN: 9,96 %, 1 élu.

INDRE (8 sièges) ins., 181 746; abst., 19,10 %; suff. ex., 137 451. PC: 12,24 %, 1 élu; PS: 33,56 %, 3 élus; div. g.: 3,60 %; UDF: 10,73 %, 1 élu; RPR: 33,52 %, 3 élus; FN: 6,31 %.

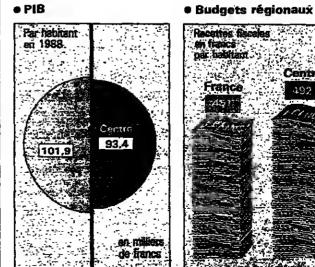
INDRE-ET-LOIRE (17 sièges) Ins., 343 958; absr., 23,27 %; suff. ex., 247 810. LO: 2,23 %; PC: 8,93 %, 1 élu; PS: 32,36 %, 6 élus; div. g.: 1,84 %; UDF: 21,42 %, 4 élus; div. opp.: 26,93 %, 5 élus; div. opp.: 0,94 %: FN: élus; div . opp. : 0,94 %; FN : 7,31 %, 1 èlu.

LOIR-ET-CHER (10 sièges) Ins., 231 811; abst., 25,37 %; suff. ex., 163 006. PC: 9,62 %, 1 élu; PS: 34,43 %, 4 élus; Un. opp.: 46,36 %, 5 élus; FN: 7,97 %; div. d.: 1,61 %.

LOIRET (17 siègea) Ins., 357 244; abst., 20,70 %; suff. ex., 269 383. LO: 2,13 %; PC: 9,15 %, 1 élu; PS: 30,40 %, 6 élus; Un, opp.: 45,46 %, 9 élus; FN: 9,70 %, 1 élu; Alternetive:

## TENDANCES

(Source: INSEE)



de droite

العادي والمراجع والمتحاض

James Circles ...

es ...

(907-1-

ja Augusta

April 1 may 1

garages, as as

74 J 14 20 mm

an lasting

اه دروده مهيج

والمراد والرجه يبيي

Section 1

20.00

As well a seen

Management of the second

The Const

-

والمحادثين والمحاد

# d'un art de vivre

est aussi le foyer bistorique. Ses glo-rieux souvenirs sont sans doute trop lointains pour concourir à la formation d'une conscience collective qui assurerait, quelques siècles plus tard, son identité. Ils n'en ont pas moins laissé des traces - à commencer par le patrimoine, architectural et naturel, qui témoigne de ces temps héroiques. La richesse de ce patrimoine encourage certes les activités touristiques et culturelles. Snivons le guide, c'est-à-dire l'une des plaquettes publiées par le conseil régional : « La région Centre valorise et anime un patrimoine exceptionnel : des châteaux par centaines, des cathédrales remarquables, des abbayes apaisontes, des souvenirs littéraires, des musées qui ont une âme, la découverte d'un passé lointain, le jardin de la France. » Il est bien vrai que la région, par ses chefs-d'œuvre du Moyen Age et de la Renaissance, par ses parcs, ses étangs, ses forêts, attire les visiteurs et plaît aux artistes. Pourquoi se priver d'une telle ressource?

#### La douceur du Val-de-Laire

Meis l'essentiel n'est sans doute pas là. Il est avant tout dans la préservation d'un cadre de vie qui confère à la région son visage d'aujourd'hui et dessine probablement ses chances de demain. «La région Centre, c'est la France, dit M. Jean-François Deniau. Avec ses équili-bres, ses problèmes » De fait, le réseau de petites villes organisé autour de quelques métropoles à dimension humaine, la juxtaposition d'une agriculture prospère (la quatrième de France) et d'une industrie solide, en dépit des difficultés qui frappent certains secteurs, assurent une certaine harmonie qui s'associe bien à l'image de la région. La fameuse « donceur de vivre» que l'on prête au Val-de-Loire tronve sa traduction dans cette volonté d'inventer un déve-loppement « du troisième type »; qui concilie la tradition et la

Ce discours, la plupart des élus le tiennent spontanément. Il n'est pas nécessaire en effet de les interroger longtemps pour les entendre vanter Lang parle de « confluence » entre l'héritage du passé et les acquis du progrès. Il pense que la région Cen-tre, à condition de « passer à une vitesse supérieure », pent « préfigurer un modèle futur » fondé sur un « art de vivre » qui fait encore sa réputation. « Il nous pique nos idées », répond M. Maurice Dousset quand on lui rapporte les propos du maire de Blois. Le président da conseil régional justifie l'effort nou-veau des élus pour l'environnement par le souci de favoriser un développement respectueux de la

On ne saurait méconnaître l'infinence des prochaines consultations électorales sur cet engouement récent, même si M. Dousset, dans son discours d'ouverture aux assises régionales de l'environnement, e jugé « possible de placer le débat sur l'environnement au-dessus des chvages partisans et bien au-delà d'une échéance électorale». Il n'empêche qu'au-delà des slogans

de propagande comme au-delà des commodités de langage cette exi-gence, que l'on peut qualifier d'écologique avant la lettre, trouve dans la région Centre une crédibilité particulière. M. Brice Lalonde est, bien entendu, de ceux qui s'en prévalent avec le plus d'ardeur : « L'écologie telle que je la vois, dit-il, s'accorde ou tempérament de lo Touraine et du Val-de-Loire. » Le ministre de l'environnement, qui sera candidat dans l'Indre-et-Loire, cite parmi les meilleurs etouts de la région « ses ressources naturelles et culturelles ». li affirme que la croissance économique doit aller de pair svec is mise en valeur de ces ressources, qui passe en particulier par la création de nouveaux métiers. «Je connais des chefs d'entreprise, souligne-t-il, qui lient leurs activités à l'environnement. »

#### Les difficultés du Berry

Il est vrai que le Centre, parce qu'il a été industrialisé tardivement, a bénéficié de l'implantation d'entreprises modernes, notamment dans la parachimie, avec la phar-macie, la parfumerie, la cosmetolo-gie (certains parlent d'une Cosmetic Valley à l'exemple de la Silicone Valley aux Etats-Unis), mais aussi le esoutchouc et les matieres plastiques, et dans la construction électrique. « Son retard hil aura permis d'échapper aux destructions de l'industrialisation », fsit observer M. Lang. Paradoxalement, même la construction de quatre centrales nucléaires, qui a fait de la région le denxième producteur d'énergie après Rhône-Alpes, n'a pas nni à son image écologique.

Sans doute les six départements n'ont-ils pas tous tiré un égal profit de la croissance économique. Le Berry, en particulier, se sent un peu tenu à l'écart. Maire d'Issoudun, secrétaire d'Etat à la ville et à l'aménegemen! du territoire, M. André Laignel est volontiers ironique à l'égard de l'angélisme des écologistes, dont îl fuge la vision «tout à fait sympathique» et « tout à fait conservatrice». Réunir la tradition et la modernité? « D'accord, dit-il, mois la modernité, je ne la vois pas encore, y M. Laignel ne veut pas que, sous prétexte de prédre devienne une sorte de réserve naturelle. Même scepticiame dans le Cher: MM. Jean-François Deniau et Alain Calmat, qui siègent à l'Assemblée nationale sur des banes opposés, se rejoignent pour appeler à une meillenre solidarité régionale. Les deux départements du Berry

ne sont pas les seus à connaître aujourd'bui des difficultés. Selon le dernier numéro de l'Observatoire économique du Centre, tous les départements, à l'exception du Loir-et-Cher, ont perdu des emplois depuis un an. L'Indre, précise M. Laignel, en a perdu mille en six mois. Ce n'est pas un basard si M. Jean Royer, maire de Tours, se passionne pour la proposition de loi qu'il entend déposer à l'Assemblée nationale afin de contribuer à la intte contre le chômage. Son idée maîtresse : affecter à la formation des chômeurs et à l'aide aux entreprises les 73 milliards de francs dépensés en indemnités par les

ASSEDIC. Il donne l'exemple de sa un atout ou comme un handicap. Il ville qui a créé en 1983 un centre de formation professionnelle polytechnique et se propose de mettre en place l'année prochaine un centre de préformation professionnelle.

L'ancien ministre du commerce

et de l'artisanat souhaite aussi, pour favoriser une relance économique l'engagement de grands travaux, allant « du logement nu reboisement en passani par les canoux, les routes, les chemins de fer, les barrages sur les fleuves...». M. Royer incsrne, selon M. Lelonde, « lo conception dépassée du bâtisseur ». voire dn \* pharaon ». Le débat sur l'écologie, on le voit, est ouvert; et les arguments, de part et d'autre, ne manquent pas.

M. Jean-Pierre Sueur, maire socialiste d'Orléans, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, qui collabore avec les écologistes, n'hé-site pas à leur poser quelques questions sérieuses, sinon sacrilèges; « Peut-on fonder une politique sur une certoine idée de la nature? Peut-on en déduire les principes de la justice et de la démocratie? Comment établir une politique de la solidarité? Peut-on identifier l'écologie et la refondation de lo gauche? Ne préservera-t-on pas la nature par un surcroît de technologie?» Face à ces interrogations, la plupart des res-ponsables du Centre, en quête d'un modèle pour la région, tentent de trouver des réponses qui rejettent les simplifications et les polémi-

#### La grande banlieue de Paris

Il est en moins un etout spécifique de leur région qu'ils n'oublient pas de feire entrer en ligne de compte dans leurs réflexions : c'est sa proximité avec l'Ilo-de-France. Pour l'essentiel, le Centre appartient an grand Bassin parisien. Son destin est donc largement lié à celui de la « région capitale ». Sur place. chacun mesure les avantages el les inconvénients de cette situation. Les avanlages sont évidents ; en s'appuyant sur les nouvelles voies de circulation (autorontes, TGV), la région Centre peut bénéficier des retombées du dynamisme économique de Paris et des départements voisins, en termes d'emplois, d'équipements, de population. Le risque, en revanche, scrait qu'elle devienne une annexe de l'Ile-de-France, pour ne pas dire un « dépotoir, comme le redoute M. Paul Masson, sénateur RPR du Loiret, et que, absorbée dans la grande couronne, elle y perde son identité.

Pour conjurer ce risque, M. Masson propose d'organiser la région en une « métropole-jardin » pont en faire un « môle de résistance » par rapport à l'lle-de-France, c'est-àdire une zone d'accueil structurée, mais aussi de mieux répartir les ressources entre les six départements afin d'aider ceux qui sont les moins bien lotis, en particulier le Cher et l'Indre. Cette politique de péréquation et de solidarité à l'égard des « poches de pauvreté » est soubai-tée, bien sûr, par M. Laignel, qui pense qu'à cette condition seulement l'Indre tirera profit du développement de ls région, et par M. Calmat, qui voudrait bien, lui aussi, pour le Cher, «occrocher ce

## « Canstituer

urie masse critique »

Il importe donc que le Centre, uni et solidaire, a'affirme comme un partenaire de l'Ile-de-France, et non comme une extension de la région parisienne. Les professionnels du tourisme regrettent, par exemple, que les étrangers se contentent trop souvent d'une visite d'un jour aux châteaux de le Loire avaat de regagner le soir même lenr bôtel parisien. On com-prend que les hôteliers du Val-de-Loire ne aoient guère satisfaits et qu'ils préféreraient que leur région cesse d'être un lieu de passage pour devenir un lieu de villégieture. M. Lalonde s'inquiète des projets qui tendent à faire du Centre un « carrefour ». Il faut, dit-il, qu'il soit une « destination ». Pour M. Deniau, il s'agit de « refaire du Centre un centre ».

Seion M. Dousset, il dépend notamment du conseil régional que la proximité de Paris joue comme COUP DE CŒUR

## La littérature au présent

jeune homme d'Illiers-Combray, de l'auteur de la Comédie humaine à calui du Grand Meauines, de Charles Péguy, né à Orléans, à Georges Baraille, qui y passa les dix der-nièrea ennées de ee vie. la région est riche en grandaa figuree littéreires devenues quelquefois des gloires nationalee. La libreirie Lee Temps modemes, que dinge M∞ Cathe-rine Martin-Zay, l'une des deux filles de l'encien miniatre du Front populaire Jeen Zay, entend prouver, jour après jour. qu'ici la littéreture n'appartient pes egulement au passé et qu'aujourd'hui encore des écriveina de talent vivant dans l'un ou l'eutre des six départements, où ils continuent, souvent dens le silence, leur traveil de crée-

#### Point de ralliement

C'est en 1964 que Catherine Martin-Zay obtient de Sertre l'autorisation de donner à la toute nouvelle librairie le nom de sa revue, qu'elle a'engage à diffuser. Elle se propose eussi d'organiser des débats, de favoriser des échanges, de permettre eux lecteure de dialoguer avec les auteurs. Nous sommes dans les annéas 60, lea idéologies ne sont pes ancore mori-bondes, l'animation est à le moda. Ce mot d'animation, Catharine Mertin-Zay ne l'aime pes beeucoup, elle lui préfère celui de rencontre, qui corras-pond mieux à son objectif. Au fil du temps, sa boutique va devenir l'un des hauts lieux de la vie intellectuelle oriéanaise et, maigré le déclin du « débat

d'idées », alle la dameure. Les Temps modernea n'est pas la seule librairie de la ville, la FNAC s'est instellée il y e quet-ques années, et les quetra autres librairies font du bon tra-

E la « dame de Nohant» eu veil. Meis le 57 de la rue Notre-Dama-da-Recouvrance eat pour lee amateurs da livrea le point de ralliament. On trouve en particulier dans ses rayons, outre las ouvragas frençais et étrangers que propose toute libreine de qualité, les principales productions loceles. Per exemple, l'excellente revue Théodore Balmoral, que dirige Thierry Bouchard et dont la der-nière livreieon comporte des textes de Pierre Michon, Pierra-Albert Jourden, Jude Stéfen. L'un des numéroe précédents présentait des lettres inédites de Léon-Paul Fargue à Jean Zey et de Georges Perros à Lorand Gasper, einsi que des textes da Claude Mouchard, Marc Baconnet, Pascal Belton (1).

Plusieurs de ces auteurs habitent le région. L'associetion AGIR, qui raseemble les professionnels du livre, a tenté d'en dresser la liste. D'Alain Borer à Claude et Jacqueline Held, d'Hé-lène Cedou à Jean-Marie Leclaverine, elle eet aseez longue. On retiendra aussi, parmi les jeunes écriveins déjà reconnus, deux Orléaneis : Antoine Volodine et Pierre Michon. Le libraine Les Temps modernes a reçu le premier pour Alto Solo at s'apprête à eccueillir le aecond pour Rimbaud mon fils.

Cathenne Martin-Zay envisage d'inviter pour son prochain livre un autre résident de le région, Robert Pinget, qui vit en Toureine, Et. comme toutes les occesions aont bonnes pour parler da littérature, elle organise, semedi 9 novembre, dans le cedre des Treizièmes Journées cinématographiques d'Orléans, un débat sur le thèma « Du livra eu film : le scénario,

(11 5, rue Neuve-Tudelle, 45100 Orléans,

## CHAMPAGNE-ARDENNE

Déjà publié: l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre) et la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre).

appartient au Centre de défendre

ses intérêts dans l'aménagement du

grand Bassin parisien. La vallée de

la Loire - ce qu'on désigne ici

comme « l'axe ligèrien » - doit être

évidemment la base du « développe-

ment coordonné » avec la région

parisienne qu'appelle de ses vœux

Sur ce thème, M. Royer à Tours

et M. Sueur à Orléans font la même

anslyse. . Il serait absurde, dit le

premier, de chercher à lutter contre

Paris et l'Ile-de-France. Mois pour

tésister à la concurrence, nous

devons constinuer une masse criti-

que. Alors nous pourrons transfor-

mer en contrats nos complementari-

tés, » « L'enjou est immense,

souligne le second. La question est

de savoir si les régions périphériques

vont être considérées comme lo

grande banlieue de Paris ou si elles

obéiront à un schèma d'aménoge-

ment qui ne sero pas domine par

Pour être à le hauteur de cet

enjeu, le maire d'Orléans est de

ceux qui atlendent du conseil régio-

nal qu'il manifeste « une forte

volonié économique » en même

temps qu' « une forte volonté cultu-

relle v. Ce sera - ou ce devrait être

- l'un des grands débats de la cam-

La semaine prochaine

celui de l'Ile-de-France.»

pagne électorale.

le président du conseil régional.

# Le Monde EDITIONS

# LES NOUVEAUTÉS DE LA RENTRÉE



COLLECTION «ACTUALITÉ»

Éloge de la tortue L'URSS de Gorbatchev 1985-1991

par Bernard Guetta Les années qui ont changé le monde racontées par un témoin privilégié.

## Hongrie

La transition pacifique par Thomas Schreiber Un diagnostic sans complaisance

sur le •modèle» de l'évolution qui attend «l'autre» Europe.

COLLECTION LA MÉMOIRE DU MONDE»

Au Kremlin comme si vous y étiez

Khrouchtchev, Brejnev, Gorbatchev et les autres sous les feux de la glasnost. par Bernard Féron

et Michel Tatu L'histoire des maîtres du Kremlin révélée par la nouvelle presse soviétique.

#### «HORS COLLECTION» Voyage avec Colomb

par Edwy Plenel

Le seuilleton de l'été du Monde. Une invitation au voyage dans un jeu de miroir où le présent se dévoile à la lumière du passé.

Les Grecs, les Romains et nous L'Antiquité est-elle moderne ?

Textes réunis et présentés

par Roger-Pol Droit L'identité européenne redevient rurbulente. Les meilleurs spécialistes s'interrogent sur l'héritage, le proche et le lointain, le semblable et le différent.

#### BEAUX LIVRES»

lournal de bord d'une mise en scène d'Antoine Vitez par Eloi Recoing

Le récit d'une aventure théatrale hors du commun, l'intégrale du Soulier de Satin de Paul Claudel donnée en Avignon en 1987. Esquisses, notes et images du spectacle composent une étonnante monographie du souvenir.

Coéduté avec le Festival d'Avagnon, avec le concorar du Centre National des Leures.

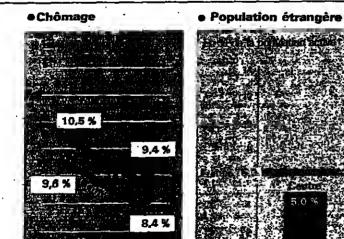
Album du Festival d'Avignon 1991 sous la direction de Colette Godard

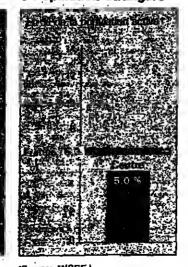
Pour retrouver l'émotion d'Avignon et conserver la mémoire des spectacles. Coddisé avec le Festival d'Augman.

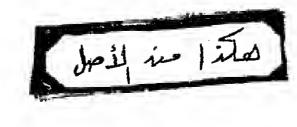
COLLECTION VOS ÉTUDES.

Le Droit par Jean-Paul Meyronneinc et Claire Vital-Mareille

Les débouches du droit s'accroissent mais le parcours des études reste semé d'embuches. Un guide pratique et critique, pour s'y retrouvet







L'aéroport de Strasbourg mise sur l'automobile

L ES automobilistes utilisateurs de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim disposent d'un nouveau pare de sta-I 500 places sur deux niveaux, ce qui porte la capacité de parking à 2 600 places. Un chantier de treize mois qui aura coûté 95 millions de francs. Cet investissement precede de quelques semaines l'amélioration de la liaison routière avec Strasbourg avec l'ouverture du dernier troncon à deux fois deux voies

La chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg, gestionnaire de la plate-forme, attend beaucoup de ces investissements : l'aéroport a connu une nette baisse d'activité avec 1 030 000 passagers pour les neul' premiers mois de l'année, soit 10.7 % de moins que pour la même période de 1990. Outre l'effet de la crise du Golfe, il a subi le contrecoup des conflits sociaux et de sa fermeture pour la rénovation de la piste durant une vingtaine de jours au mois d'août.

#### LIMOUSIN

Un Renoir pour Limoges

U NE œuvre de jeunesse d'Auguste Rentor, Portrait de Mademoiselle Laporte, devrait rejoindre le musée de Limoges, Elle y étoffera la salle que la ville natale du peintre vient de lui consacrer pour le 150 anniver-saire de sa naissance, el qui présente cinq œuvres, dont deux importantes : un portratt de l'actrice Colonna Romano et un portrait de Jean (le fils einéaste) enfant; tous deux offerts à Limoges par Auguste Renoir lui-même au début du siècle.

Au début de l'année, la conservarice du musée municipal de l'Eveché, Mer Véronique Notin, avait alerté la direction des musées de France sur le souhait de la municipalité d'entichir son fonds Renoir par une éventuelle acquisition. Le 10 septembre, elle était informée de la Mudemorselle Laporte, qui partait pour la galerie londonienne Sotheby's. Le Musée d'Orsay, lui aussi sur les rangs, accepta de se désister et, le 18 octobre, il ne restait plus à la municipalité qu'à l'inancer l'acquisi-

La valeut déclarée en douane (2 millions de francs) représente une dépense importante pour un budget municipal. Une négociation a permis un montage financier qui, sans être encore définitif, devrait être à peu pres celui-ci: 75 % moitié-moitie pour la ville et pour l'Etat: 10 % et le conseil général de la Haule-Vienne : 15 % entin par une souscription publique, qui vient d'être lancée auprès de la population

#### **PAYS DE LA LOIRE**

L'Ecole du bois choisit Nantes

I NSTALLÉE depuis 1934 avenue de rieure du bois sera nantaise à la ren-trée de 1993. C'est le choix du conseil d'administration de l'Institut national du bois, présidé par M. Patrick Gay, PDG du groupe Lapeyre, à la suite d'un concours auquel participaient huit régions. L'Aquitaine et les Pays de la Loire se disputaient en finale cette grande école, spécialisée dans la transformation du bois, qui forme des ingénieurs de niveau bac + 5.

Plusieurs éléments ont permis à la ville de Nantes de remporter cette compétition. Un environnement universitaire et industriel de qualité, avec la présence de plusieurs établissements d'enseignement supérieur (Mines, Ecole centrale, IREST, ISI-TEM), et de laboratoires scientifiques, mais aussi d'entreprises, particulièrement dans le département de la Vendec. Des entreprises réunies dans l'association Allanbois, qui ont défendu le dossier avec beaucoup d'ardeur.

Les collectivités territoriales (région, département et ville de Nantesi se sont unies de leur côté puur tinancer l'investissement. 50 milliums de francs. La proximité du premier port à bois de France 1440 000 tonnes par an) n'a pas été etrangère au choix de l'Institut qui doit prolifer de ce transfert pour renouveler ses enseignements.

Ce sopplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Georges Chatain (Limoges), Jacques Fortier (Strasbourg) et Yves Rochcongar (Nantes).

# Qui maîtrise les finances locales?

L'Association des maires de France a profité de son congrès pour exposer ses griefs en matière de fiscalité et de transferts

décidément pas avec « indifférence ». Les élus locaux présents au dernier congrès de l'Association des maires de France en ont l'ait la démonstration lorsqu'ils ont reçu le ministre du budget, M. Michel Chamsse, pour une séance de questionsréponses fort animée (le Muude daté 27-28 octobre). « Notre cungrés se tient chaque anuée en même temps que la discussion du projet de loi de finances. Chaque année, nous nous demandons à quelle sauce mus alluns être mungês », a constaté, d'emblée, M. Camille Vallin, maire (PC) de Givors, dans le Rhône, et rapporteur de la commission des l'inances de l'AMF.

L'walfaire des 4 milliards » sur la compensation de la taxe professionnelle était évidemment au cœur du débat. « Méine réduite à 2,2 milliards de francs après discussion à l'Asseinblée nationale, cette ponction de l'Eun sur notre budget est inadmissible v. a protesté M. Jean-Paul Delevoye, maire (RPR) de Bapaume, dans le Pas-de-Calais, et président de la commission des finances. « Puisque vous ne voulez plus cumpenser, supprimez les mesures en faveur des eureprises les a-t-il lancé à M. Charasse. Le ministre du budget a réagi avec énergie en rappelant que «le gonvernement allège lo fiscalité locale

de la natiun. Il n'y aura pas de collectivités prospères dans une France

Moins radical, M. Vallin a demandé que l'Etat module les abattements accordes aux entreprises en fonction des besoins de celles-ci. « N'est-il pas scandaleux que les sociè-tes situées duns des paradis fiscaux et bénéficiant d'un taux de taxe professionnelle de 1 % vient les mêmes obattements que celles qui paient 24 % de TP?» D'accord sur ce point, M. Charasse a neanmoins renvoye l'AMF à ses responsabilités politiques. \* Depuis quand les entreprises bénéficient-clles d'un abattement de 16 % sur leurs bases! Depuis la loi Balladur de 1987, Puntant, il y en a un certain nombre, ici, qui l'ont votée

#### Triple feuille d'impôts

Se l'aisant le porte-parole des élus ruraux, l'AMF a rappelé une de feurs vicilles revendications concernant la dotation de base, qui constitue l'une des principales ressources des com-munes. Elle regrette que cette dotation soit deux fois et demie plus élevée dans les villes que dans les campagnes, « l.ex maires runtux doivent oujourd'hui fournir les mêines services que ceux des tilles : écoles moternelles, crèches, cantines. L'écart

INANCES » ne rime parce que c'est l'intérêt économique de la dotation doit donc être rament de 1 à 1,5 v, a indiqué M. Delevoye. M. Charasse a proposé d'attendre le rapport sur la solidarité rurale que M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales. a déposé au Parlement (le Monde du 30 octobre). Ce document montre les effets pervers qu'une telle réduction entraîncrait sur l'ensemble de la dotation globale de fonctionnement.

M. Charasse a confirmé l'existence d'un projet de décret interdisant aux collectivités de récupérer la TVA sur certaines constructions, comme les logements HLM ou les habitations relevant du tourisme social, « Nous voulons empêcher que certaines cominunes continuent de faire des montages juridiques douteux pour obtenir le reinboursement de la TVA. Il ne s'agit pas d'une affaire d'argent », a-t-il précisé.

Les maires ont plaidé pour des règles du jeu plus stables, une véritable concertation et un partenariat entre les collectivités locales et l'Etat. Ils ont, enfin, demandé une feuille d'impôts distincte pour chacune des trois collectivités. « Les contribuables ne distinguent pas assez les impôts de la commune de ceux du département ou de la région, qui sont beaucoup plus éleves. C'est toujours auprès du maire qu'ils viennent se plaindre. »

RAFAÈLE RIVAIS

# Marseille: transports à la carte

Un certain nombre de décisions de principe ont, d'ores et déjà, été prises. A Marseille, la pagaille ambiante a fait naître un Irès fort besoin d'ordre. Aussi l'oblitération systematique des titres de transport sera-t-elle obligatoire. « Une enquete nous a muntre qu'environ deux usagers sur dix ublitèrent leur ticket parce qu'ils ne disposent pas de curte dispensant de ce geste. déclare M. Gérard Coquet, responsable monétique à la RTM. Mois une personne interrogée sur deux pense que ceux qui n'oblitèrent pas fraudent, et elle héxite à payer son propre voyage. lci, on veut voir qui paie et qui ne Marseille de système «convivial» ou «main libre» qui vaut au métro de Lyon un taux de fraude record,

D'autre part, les jeunes générations trouvant qu'il est anormal de paver la même somme forfaitaire pour un au télépéage sera l'occasion de réintroduire la tarification à la distance. Débitée à la montée dans le bus du tarif correspondant au trajet le plus long, la carte sera créditée à la descente de la somme équivalente au trajet non elfectue.

Le dilemme technique entre les magnétique ou à puce - n'a pas été

a Ville et aménagement du

régional et local organise, mardi 12 novembre è 20 heures, un

dîner-débat dont l'invité sera

l'aménagement du territoire.

ministre de la villa, de

territoire. - Le groupe Sciences-Po décentralisation, développement

M. Michel Delebarre, ministre d'Erat,

l'aménagement et du territoire, sur le

thème : La politique de la ville dans

Sciences-Po, 224, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél.: 45-48-91-62.

Les entretiens de la ville. –

terntoire, ouvrira, le mercredi

13 novembre à 19 heures au

la Montagne-Sainte-Geneviève à

Paris, une série de dix emretiens

des cités contemporaines.

spécifiques des processus

s'interrogeront sur las formes

centrés sur les problèmes sociaux

Historiens, sociologues, politologues

M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du

ministère de la recharche, 25, rue de

AGENDA

magnétique actuellement en service, dont le coût est faible (0,10 F pour un carton et 0,50 F pour le plastique) mais qui peut être recopié, conti-nuera à être utilisé comme télècarte «métro-bus», chargé en unités de bains. Le magnétique sera également le support de la carte «Réseau libertes », qui contiendra un crédit en francs utilisable pour l'ensemble des modes de transport (parking, péage, métro, bus). Qu'elles soient créditées en unités de deplacement ou en francs, ces deux cartes seront impersonnelles et jetables.

#### Télépéage expérimental

Pour le troisième produit, la carte «client», personnelle, rechargeable et multi-services, qui permettra d'acquitter en unités ou en francs, en forl'ait ou en abonnement, la carte magnétique n'a pas encore partie gagnée contre la carte à puce, plus chère (de 40 à 60 F), mais d'une capacité remarquable et, en principe, inviolable. Il sera possible d'acquerir les trois cartes en espèces, par carte bancaire ou grâce à un compte client et aux guichets actuels, tout comme auprès d'automates.

La RTM a commandé à CGA-CAP-SESA un système monétique deux types de cartes possibles -magnétique ou à puce - n'a pas été complètement tranché. Le titre en 1994 sor le réseau, mais aossi

➤ Ghislaine Garin. Tál: 45-07-83-63.

a La communication des

Names, le 5 congrès de la

départaments. - Le conseil général de Loire-Atlantique organise, les mardi 19 et mercredi 20 novembre à

communication des départements

Les débats porteront sur la loi du

15 janvier 1990, l'information due au

citoyen et la promotion du territoire départemental.

Dotation urbaine. – La direction genérale des collectivités locales viant de publier un court recueil

inutulé «La dolation de solidainé

urbaine et le fonds de solidarité en lle-de-France ». Cet ouvrage rappelle les onentations générales de la loi du

13 mai 1911 réformant la dotation

globale da fonctionnement et fait le point sur les conditions de sa mise

en œuvre (règles de financement,

➤Vingt-huit pages, gratuit, DGCL, 2. place des Saussaies, 75008 Paris.

masses financières en jeul.

➤ Agence Cepucine. 1 bis, rue Vaneau, 75007 Paris. Tél.: 47-53-71-33.

**PUBLICATIONS** 

BLOC-NOTES

dans le futur tunnel routier Prado-Carénage et dans les nouveaux par-kings de la ville. Des discussions se poursuivent avec Scetauroute pour étendre ce mode de paiement aux péages autoroutiers et avec la SNCF, par exemple pour les trajets Aix-Marseille ou La Ciotat-Marseille. Le coùt du projet est évalué à 150 mil-

Enfin, Marseille est associée avec

les villes de Barcelone (Espagne),

Bologne (Italie), Dublin (Irlaode), Trondheim (Norvège) pour mener à bien une expérimentation de carte «client» à puce. Cello-ci serait glissée dans un boilier portable et autorise-rait un véritable lélépéage. L'expé-rience sera menée, là encore, en 1993 dans le cadre du programme euro-péen GAUDI (Generalized and advanced urban debiting innovations). Elle sera destinée à mettre au point les programmes informatiques répartissant les recettes entre transporteurs ou bien le boîtier qui, fabriqué à des milliers d'exemplaires pour les usagers des cinq cités, coûtera de moins en moins cher. C'est vraiment toute l'Europe qui cherche à faciliter l'usage des transports en commun grâce à la souplesse hors pair de la monnaie électronique.

ALAIN FAUJAS

# Coopération urbaine franco-italienne

Deux villes frantières, Mentan et Vintimille sauhaitent créer une entité eurapéenne

de notre correspondant

A force de l'Histoire et les nécessités économiques poussent deux con.—unes limitrophes, l'une du aspartement des Alpes-Maritimes, Menton, l'autre italienne, Vintimille, à lancer un défi à la construction curopéenne. Le jeudi 14 et le vendred 15 novembre, les deux villes, de 20 000 bebieres desense comp de 30 000 habitants chacune, orga nisent un colloque sur la coopéra-tion transfrontalière. Une occasion pour les deux maires, MM. Jean-Claude Guibal, le Français, et Albino Ballestra, l'Italien, d'annoncer leur projet de communauté urbaine européenne (CUE).

Si elle ne se forme que cet automne, l'idée n'est pas neuve.

«Nuus avons une responsabilité historique», proclame le maire de Menton, évoquant une cité lour à tour convoitée par les Provençaux les Céncles avent de resser cous et les Génois avant de passer sous le règne des Grimaldi, famille de récemment, Vintimille et Menton ont choisi de coopérer pour se partager le pompage de l'eau dans la Roya, rivière frontalière. En 1975, certains hameaux de Vintimille, qui seraient sans la frontière des quar-tiers de Menton, se branchent sur le réseau d'assainissement de la ville

Aujourd'hui, il s'agit de construire une véritable structure qui permette le développement des deux villes en tenant compte de deux villes en tenant compte de leurs avantages et contraintes respectifs. L'image de Menton est touristique, celle de Viotimille est commerciale. « Notre avenir est à l'est, vers l'Italic, car il y a des espaces libres », explique M. Guibal, L'idée d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) commune est à l'ordre du jout. « Nous est à l'ordre du jour, «Nous summes pauvres en équipements publics, car Gênes mobilise tous les credits», constate Albino Ballestra, ct les deux maires rélléchissent à une usine d'incinération « européenne». Vintimille se propose d'offrir une parcelle de son terri-toire. L'usine pourrait ainsi couvrir les besoins d'uoe population de 150 000 habitants, entre l'est de Nice et Imperia, à une centaine de kilométres de la frontière italienne.

Mais comment, pour la ZAC, répartir les taxes versées par les entreprises aux deux communes? Comment, pour l'usine d'incinération, percevoir les subventions des collectivités françaises et iteliennes et de la CEE? C'est là qu'intervient la notion de communauté urbaine européenne, une structure qui permet de déposer des dossiers communs, qui accueille et répartit les fonds sans les gérer directement entre les différents opérateurs.

Les réglementations sont totale-ment différentes dans les deux

pays. Pour les entreprises qui s'installeraient sur la ZAC, par exemple, alors qu'en France la taxe professionnelle est payée directement à la commune, en Italie l'impôt est payé à Rome, qui redistribue le produit. Pour la gestion de leurs communes, les maires italiens ont une autonomie très limitée puisque, là aussi, c'est Rome qui établit leur budget, soumis à un contrôle régional Quant à la planification territoriale, c'est la région qui est responsable. Albino Ballestra espère profiter de l'élaboration du couveau statut des communes italiennes pour s'iovestir dans cette expérience unique et prouver son autonomic par rapport à Gênes. Jean-Claude Guibal, manquant de terrains, luttant contre l'enclavement à l'est de la Côte d'Azur, envisage un nouveau déveoppement pour sa commune,

#### Des ambitions à long terme

Mais la coopération Menton-Vintimille n'est pas une entente de circonstance, elle a des ambitions à long terme. Des réunions eotre les services techoiques des deux villes ont déjà eu lieu pour mettre en cobéreoce leurs schémas d'infrastructures et de transports, réfléchir à l'aveoir du centre routier de la vallée de la Roya et des trois cents personnes qui travaillent actuellement autour des douanes, appelées à disparaître avec l'ouverture des frootières. Au chapitre de l'ensei-gnemeot, la CUE pourrait aussi joner un rôle de catalyseur. Déjá, quatre écoles primaires sont jumelées, on y enseigne mutuellement sité que nous ayons, c'est Gènes, regrette Albino Ballestra. C'est à 150 kilomètres et, pour nous, c'est plus simple de profiter d'un bassin universitaire autour de Nice.»

Les maires ont la volonté de faire de leurs deux villes, grâce à leur CUE, une véritable entité économique. Menton et Vintimille souffrent toutes deux d'être rejetées au bord de la frontière. La Commission des Communautés européeones a créé en juin 1990 une ligne de subventions dénommée Interreg, destinée à encourager la collaboration entre les zones transfrontalières des pays communactaires (le Monde daté 12-13 mai). Mais, sur la questioo juridique de savoir quel peut être le statut d'uoe communauté urbaine européenne, les textes sont encore

**JEAN VERDIER** 

DÉBAT

# Les maires, acteurs de l'intégration

par Kofi Yamgnane

APPROCHER les citoyens grismes (de toute obédience) mais oui des centres de décisions, promouvoir la démocratie locale, cogérer avec les habitants l'avenir d'un quartier ou de la cité elle-même : tels étaient - entre autres - les souhaits du législateur de 1982 qui adopta les lois de décentralisation.

En cette période où nombre de références sont remises en cause, les maires restent plus que jamais des interlocuteurs capables d'apprécier les realités quotidiennes du pays et de travailler à la correction des dysfonetionnements de notre société.

Concernant en particulier la prévention de l'exclusion et la lutte con-tre les phénomènes qu'elle engendre, il ne soffira pas que les populations exclues soient prises en charge par des services sociaux, même très efficaces, et benéficient d'un assistanat. Ces hommes et ces femmes doivent avant tout retrouver leur dignité de citoyen. Pour cela, il faut qu'ils participent à la vie de leur quartier, à la vie de la

Sculs les maires ont le pouvoir de crées des commissions extra-municipales, des conseds représentatifs de quartier incluant tous les habitants sans condition de nationalité, ou d'autres dispositifs à inventer pour associer le plus grand nombre à la vie

Autre domaine où les élus peuvent agir, celui du culte. Fai déjà eu l'occasion d'affirmer : « Non aux intè ces populations dans leurs communes.

grismes (de toute obédience) mais out aux cathédrales, aux synagogues et aux mosquées!» On s'est surtout plu à ne retenir que la première partie de mon propos, pratique à focaliser sur l'islam et à utiliser comme une expression d'hostlité à l'égard des musulmans. Le CORIF (Conseil de réflexion sur l'islam en France), que réflexion sur l'islam en France), que j'ai tenu à recevoir pour un dialogue approfondi, me l'a clairement affirmé : dans leur immense majorité, les musulmans – qui représentent, en quantité de fidéles, la deuxième reli-gion de France – sont respectueux des dements et des lois de la République. Il leur manque toutefois des lieux de culte, de formation d'imans et de réflexion théologique. Militant socialiste et laïque convaincu, l'estime que c'est de la responsabilité de l'Etat et des maires que de permettre à cette religion de vivre comme les autres, quelles que soient les vociférations prévisibles de l'extrême droite et de ses alliés objectifs, afin que, sans dou-leur et dans le calme, elle puisse exister et enrichir la culture française.

Dans la gestion du séjour des travailleurs immigrés, les maires ont, là encore, uo rôle crucial à jouer. Au poste qui est le mien aujourd'hui, je travaille à l'élaboration d'un plan global concernant la démolition, la reconstruction ou la réhabilitation de logements destinés à ces travailleurs. Mais ne nous voilons pas la face! Rares sont les élus prêts à accueillir

Il faut comprendre certains, qui accueillent déjà beaucoup de populations en difficulté, qui souhaitent plus de solidarité intercommunale et qui veulent éviter la surconcentration de la misère ou de la précarité. Quant aux autres, il y a dans leur attitude autant d'hypocrisie que de lâcheté. Ils utilisent le prétexte fallacieux que ces étrangers apporteraient délinquance et insécurité et contribueraient à leur faire perdre les élections. Personne ne devrait ignorer pourtant le rôle irremplaçable des travailleurs étrangers dans l'économie nationale et la nécessité qu'd y a de loger ces personnes. ni plus ni moins dangereuses que les Français, doit-on le rappeler.

Réussir l'intégration est bien une des chances qui s'offrent aux maires conscients de l'enjeu et désireux d'œuvrer pour une cause nationale historique. C'est à cette tâche que le président de la République et le premier ministre invitent, avec Pespoir que la cobésion sociale, souhaitable pour la France, loin des peurs fantasmatiques de l'«invasion» ou des gênes dues au «bruit et aux odeurs», devienne durablement possible.

र्ग । इस इंस्कृतका

► Kofi Yamgnane est maire de Saint-Coulitz (Finistère), viceprésident de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains et secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à



## La cour d'assises au chevet du témoin

de notre correspondant

Quand la cour d'assises du Tem s'est réunle à Albi, jeudi 7 novembre, pour juger Pierre Galandrin, euteur d'un coup de poing mortel à Castres eu cours d'une soirée trop errosée, le principal témoin. Michel Tourrel était bien là. Mais. à 14 heures, il n'y était plus, victime d'un malaise cardiaque. A 17 heures, les jurés du Tem regagnaient donc leur domicile sans avoir pu l'entendre.

Le lendemain matin, le président Scheix invoquait toutefois son pouvoir discrétionneire pour inviter la cour à se transporter eu chevet du témoin. Les neuf jurés et leur supptéent, le pertie civile et le défense, les magistrats et la greffière comme l'eccusé et deux policiere s'entessèrent alors dans des voitures pour parcourir les 50 kilomètres qui séparent Albi de Castres. Rien n'arrêterait la marche de is justice. Seuf, pendent quelques minutee, l'ignorence des lois per le directeur de l'hôpital, qui voulait préserver le repos du malade.

Mais la justice étant publique, et eprès evis de le

Feculté, li fut admis que la vingtaine de visiteurs seraient eutorieés à pénétrer dans le service es soins intensife de cerdiologie. Un ceit rivé sur l'électrocardiogramme, l'autre sur la cour réunie en chambre, le président Scheix put alors interroger Michel Tourrel.

Six minutes de questions-ré-

ponses qui ne semblem pas evoir pasé sur le verdict rendu l'eprès-midi. M. Tourrel prétendeit evoir été expulsé per Pierre Galendrin evant que celui-ci ne porte le coup de poing fatal à leur compagnon de beuverie : ce qui eureit accrédité une part de préméditation. Male l'accusé contestait cette-version, expliquant avoir frappé dans une sorte d'impul-/sion vengeresse pour des propos déplacés. Les jurée ont suivi cette hypothèse des coups eyent entraîné la mort sane intention de la donner, en prononçent une senction de quatre ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis.

Au soir du verdict, Michel Tourrel était lui aussi en sursis, à l'hôpital de Castres, mais ses iours ne paraissaient pas réellement en danger.

JEAN-PIERRE BARJOU

Pour avoir favorisé des opérations immobilières illicites

## Un notaire de Collioure est inculpé et écroué

PERPIGNAN

· de notre correspondant

Me Denis Canet, notaire et adjoiot eu maire de Collioure (Pyrénées-Orientales), a été inculpé et écroné, jeudi 7 novembre, à la maison d'arrêt de Perpignan, pour « faux en écritures authentiques et usage, abus de confiance aggravé complicité d'abus de blens sociaux, escroquerie, ingérence et violation du secret professionnel ». Deux de plusieurs SARL spécielisées dans la promotion immobilière, et Eric Chapalin, son associé, ont également été incarcérés. Le frère du notaire, M. Gilbert Canet, lui aussi incolpé, a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

Une enquête, menée depuis plus d'un an par le SRPJ, a pu établir que trois sociétés de promotioo (les SARL Côte Vermeille, Socali et Saint-Eime) gérées par le pro-moteur Paul Sans et ses associés, Eric Chapalin et Gilbert Ceoet, conduisaient le notaire, Me Denis, Canet, à établir des « faux en écri-tures authentiques » après la divi-sion de lots, afin d'obtenir un nombre d'appartements supérieur à celui défini par le plan d'occupa-tion des sols. Les prêts acquis par les sociétés immobilières dans ces conditions irrégulières s'élèveraient à plusieurs millions de francs.

il a été également établi que Me Caoet faisait bénéficier ces sociétés d'informations qu'il déte-

Campagne du Parlement européen contre la peine de mort. - Le Parlement européen envisage de lancer une « vaste campagne d'informoiion» contre le retour de la peine de mort dans la Communauté. Un projet de résolution préparé par M= Aglietta, député italien, et qui devrait être examine à la fin du mois en commission parlementaire avant d'être soumis à l'adoption de t'Assemblée piénière, réclame la suppression de la peine capitale dans les pays où elle existe encore (Grèce et Belgique). Il recommande également à la CEE de « rejeter les demandes d'adhesion émanant de prammes de recherche industrielle pays qui n'ont pas encore renoncé à l la peine de morta, comme la Turquie, Chypre et Malte. Il s'aglt | (t,6 milliard de frances en einq enfia de sensibiliser l'opinion publique curopéenne à «l'inadmissibilite» de la poine capitale, au moment où, en France par exemple, | triclles, au niveau mondiel, est le débat est relancé par le meurtre

nait soit comme notaire, soit

SCIENCES

comme adjoint au maire de Collioure. Ce dernier, M. Michel Moly, avait fait acrêter, en juin 1989, trois chantiers en infraction avec les permis de construire déposés. Ces programmes immobi-liers sont aujourd'bui au centre des enquêtes menées à la suite de l'information judicialre ouverte par le procureur de la République.

Avec un budget de 1,6 milliard de francs sur cinq ans

# Le programme de recherche «Bioavenir» se met en place

conseil des ministres, le programme de recherche « Bioavenir » e été présenté, mercredi 6 novembre, par le groupe Rhône-Poulenc, numéro un de la chimie française, qui lui consa-crera 1 milliard de francs pour les cinq ans è venir. Ce programme, euquel le ministère de la recherche et de la technologie accordera dans le même temps 610 millions de francs, vise à accélérer les trensferts de technologie dans les domaines de la santé, de l'agrochimie et de la chimie. Ce projet, à la participation duquel le groupe Rouseel-Uclef e donné son « accord de principe », pourrait, selon Rhône-Poulenc, recruter « jusqu'à cinq cents chercheurs ».

Mis en œuvre avec la collaboration des principaux organismes publics de recherche (CNRS, CEA, INRA, INSERM, Institut Pasteur), «Bioavenir» est le plus important des trois nouveaux grands proadoptés par l'Etat (le Monde du 24 octobre). Par son financement ans), mais aussi par ses enjeux économiques, puisque le merché potentiel de ses retombées indusévalué à 300 milliards de francs à l'horizon 1995. L'objectif du perspectives agrochimiques concer-

Adopté le mois dernier au groupe Rhône-Poulenc est de « renforcer, de façon simultanée et coordonnée, la capacité d'innovation » aux frontières de la chimic et de la biologie, « en occélèrant les interactions et les tronsferts entre la recherche fundamentale et lo recherche appliquée ». Axe majeur de ce programme: trans-former « rodicolement » les méthodes de recherche sur les molécules du vivant.

Qu'elles concernent l'agrochimie, la chimie ou la santé humaine, les recherches menées en sciences de la vie en vue d'applications indus-trielles impliqueot la collecte et la synthèse de milliers de gènes et de protéines. Longtemps étudiées de manière empirique, ces molécules peuvent aujourd bui être analysées, et surtout modifiées de menière iofiniment plus rationnelle que par le passé, grace aux progrès de la génétique et des techniques d'ana-lyse brochimique (RMN, cristallo-graphie, modélisation par ordinateur). Eocore faut-it savoir coordonner les recherches, dans un domaine qui, de près ou de loin, implique pratiquement toutes les disciplines de la biologie moderne.

#### **Partenariat** industriel

Tel est l'objectif affiché aujour-d'hui par Rhône-Poulene. Dans le cadre de «Bioavenir», les travaux qui seront effectués en santé humaine porteront notammeot sur les moyens de lutte contre les affections vasculaires, première cause de mortalité en France. Ses

neront en premier lieu la mise au point de nouveaux herbicides et foneicides, tandis que l'accent sera mis, dans le domaine de la chimie. sur la catalyse enzymatique. «Le programme n'est pas figè et aucune réportition stricte entre les trois secteurs concernés n'a été arrètée quont aux movens finonciers ». précise M. Philippe Desmerescaux, superviseur de la recherche du groupe.

«Avec un budget de 1,6 milliard

de francs sur cinq ans, nous pour-

rons recruter en fanction des besoins jusqu'à cinq cents cher-cheurs. Et nous n'hésiterons pas à nous ouvrir rapidement o d'outres portenaires », ejoute-t-il. Le premier de ces partenaires est déjà trouvé: le groupe pharmaceutique Roussel-Uclaf (filiale française du chimiste allemand Hoechst), qui qualifie la démarche de Rhôoe-Poulenc d' « excellente », vient en effet d'annoncer qu'il participemit à certains des travaux menés dans le cadre de « Bioaveoir ». A la direction de Roussel-Uclaf, oo précise toutefois que cet « accord de principe n'est encore assorti d'au-cune décision formelle sur la nature des recherches et le montant des ressources qui lui seront consacrèes ». Une association qui se situera très en amont des retombées industrielles - règles de la concurrence obligent, - meis qui o'en illustre pas moins la volonté. commune à ces deux grands de la biochimie, de marquer rapidement des points face à leurs concurrents américains ou japonais.

CATHERINE VINCENT

Pour obtenir des droits sur leurs enfants en cas de séparation

# Les pères non mariés réclament une réforme de l'autorité parentale

droit aux pères des enfants naturels en cas de séparation, s'ils n'ont pas eu la prudence de demander, lors de la neissance de l'enfant, l'exercice conjoint de l'autorité parentale. Tandie qu'en Seine-et-Merne un pare fait depuis près de deux mois une grève de la faim pour obtenir un droit de visite, la Fédération dee mouvements de la condition peternelle organisait. samedi 9 novembre à Paris, un débat avec des sociologues, des

juristes et des parlementaires. Muct, indifférent à ce qui l'entoure, Bernard reste prostré devant son téléphone. On est vendredi, Le son telepaone. On est vendredi, Le week-end approche. Cela fait bientot trois ans, mais il n'arrive pas à s'habituer. Une semaine sur deux, avant de décrocher, la panique l'envahit. De quelle humeur va être Patricia, son ex-compagne? Vatelle accepter de lui confier pour l'après-midi de samedi et la journée de dimarche leur file Chales heis de dimanche, leur fils Charles, huit

Leur histoire commune a commence par un coup de faudre il y a onze ans. Elle s'est terminée dans la haine et les larmes huit ans plus name et les tarmes huit uns plus tard. Entre-temps, leur fils Churles était né. Après la rupture, violente, Bernard apprit qu'it n'avait aucum droit sur son enfaot, Certes, il l'avait reconnu et celui-ci portait son nom, muis il n'avait pas, comme la loi le hui permet depuis 1987, fait une demande evec sa concubine nour obtenir l'autorité. concubine pour obtenir l'autorité parentale conjointe. La mère était donc seule détentrice de cette eutorité et pouvait décider de l'oppor-

tunité et de la fréquence des visites. Choque, Bernard pensa se retourner devaot le juge aux affnires matrimoniales pour obtenir au moins un droit de visite. Mais n'était-ce pas s'engager dans une guerre ouverte dont l'enfant pătimit? Bernard préféra une autre solution, accepta l'injustice et tenta la négociation au jour le jour. L'his-toire semble lui donner raison, Les refus de Patricia se sont faits moins fréquents, et Bernard arrive aujour-d'hui à voir son fils régulièrement,

Vivre en couple sans être marié cst devenu banal, et près de 200 000 enfants naturels naissent chaque année, Comme les autres, ces couples se défont. Ni plus ni moins. Mais les conséquences pour le père ne sont pas les mêmes. Dans le cas de parents mariés, l'au-torité parentale (qui est eutomati-quement conjointe) continue généra-JEAN-CLAUDE MARRE | lement d'être exercée par la mère et | cinq représentants des nations

La légistation n'accorde eucun la père après le divorce. Le lieu d'hébergement, souvent lixé chez la mère, est compensé par un droit de visite au père, décidé par le juge, variant selon sa disponibilité et ses

> Une discrimination entre hommes et femmes

Dans te cas de concubins, l'article 374 du code civil (1) est fartement contesté par les associa-tions de pères qui y voient une discrimination entre les hommes et les femmes. Comme tout article de loi, celui-ci possède une histoire. Il faut remonter, pour comprendre son premier alinea, au temps - pas si lointain - où les couples non meriés ne faisnien! pas légion et où les femmes «célibataires» avec enfants étaient considérées comme des femmes « perdues ». C'était égale-ment le temps de la toute puissance paternelle : seul le père pouvait décider pour les enfaots. Afin d'aider, administrativement, les mères célibataires, il evait été décidé de leur recorder ce pouvoir réservé aux pères dans les couples mariès.

Le concubinage se développant, A. Claude Malhuret, alors secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, cut pour souci de rééquilibrer les droits des mères et des pères vis-àvis de leurs enfants. Pris entre des férministes inquiétes de voir diminucr les droits des femmes et le lobby familial soucieux de ne pas rendre le concubinage plus attractif que le mariage, celui-ci opta pour une formule souple. C'est ainsi que le deuxième alinéa uffre aux pères qui le désirent la possibilité d'obtenir l'autorité parentale conjointe, si leurs compagnes sont conscn-

Très peu de pères conneissent cette possibilité. Le jour de la sépa-ration, c'est bien évidemment l'angoisse; parfois même le cauchemar, car tout le monde n'a pas, comme Bemard, la chance d'arriver à établir des relations dépassionnées. Il arrive que des mères refusent purement et simptement le droit de visite. Thierry Collin vit actueltement cette situation. Depuis deux mois, ec père observe à Torcy (Seine-et-Mame) une grève de la faim. Ce qu'il veut? l'abrogation de l'article 374 du code civil. Pour lui, est article p'a plus lieu d'âteu l'article properties de la code civil. cet article n'a plus lieu d'être. L'au-torité parentale devrait être automarique lors de la reconnaissance de

une meitteure égalité entre les hommes et les femmes vis-à-vis de leurs enfants nés hors mariages ont été déposées. La première, en mars 1990, par le groupe communiste de l'Assemblée nationale; la seconde par le groupe socialiste du Sénat, en juin 1991. Mais le débat ne fait que s'ouvrir. CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) « l'autorité parentale est evercée sur l'enfant naparel par celm des péris et nière qui l'a velontairement acconna, e'il n'a été réconna que par l'un d'enc. Si l'un et l'ouire l'oui réconna, l'aunorité parentale et exercée par la mère, « l'autorité parentale peut être verrée en commun par le deux parents e'ds en font la déclaration compoure devant le inge des tutelles. »

La conférence des ministres

## Accord européen pour une politique globale d'intégration des handicapés

C'est sur un accord complet que les trente-trois ministres et hauts fonctionnaires, réuois les 7 ct 8 novembre à Paris à l'initiative du Conseil de l'Europe (le Monde du 7 novembre), se sont séparés. Si une conférence de ce type constituait une première, son thème proposé par M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat nux hendicapés et aux accidentés de la vie, n'était pas moins nouveau. Après des décennies d'actions de bienfaisance au coup par coup, il s'agissait de convainere les vingt-

membres du Conseil de l'Europe ci ceux de huit pays observateurs (le fauteuil du représentant de l'URSS est resté vide) que, désormais, il est temps d'imaginer en faveur des invalides une politique d'ensemble avec pour objectif de leur donner à la fois une autono-mie maximale et leur place pleine et entière au sein de la collecti-

Si l'on en croit la déclaration finale votće à l'unanimité. M. Gillibert, secondé par M. Catherine Lalumière, secrétaire général du Conseil de l'Europe, est parvenu à ses fins. « Les ministres confirment, dit le texte, que les hondicapés ont le droit de bénéficier d'une politique globale qui prenne en comple tous les moments de leur existence afin d'éviter des discriminations, d'organiser la prévention et lo réduction des conséquences de l'incapacité, d'assurer leur droit à l'indépendonce et de reconnaître les besoins de leur fomille.»

Malgré des réticences, exprimées notamment par les délégués ellemands et suédois, la canférence a prévu que, contrairement aux usages du Consoil de l'Eu-rope, chaque pays faurnirait un bilan périodique de l'application des grands principes solennellement énoncés à Paris, et cela sur deux plans: celui de la législa-tion et celui des réalisations

concrètes. C'est pourquoi M. Gillibert pouvait, au terme de la réunion afficher sa satisfaction : ".4u-delu des discours qui sentaient parfois l'outasatisfaction, e-t-il commente, les ministres chorgés des hondicopes dons les pays enropéens sant d'accord pour pratiquer une palitique d'intégration des infirmes. Ils sont décidés à tra-vailler ensemble et ils acceptent de le foire dons la transparence. Mointenont, il opportient oux hondicapes et à leurs associotions de se faire entendre sans démagogie et de se préparer à gérer une situotion nouvelle.

La conférence de Paris a permis d'envisager aussi une sorte de programme des autres pays de l'Est où la situation psychologi-que et metérielle des handicapés est particulièrement précaire. Les représentants de le Sulgarie, de la Tehécoslovaquie, de la Hongrie, de la Palogne et de la Rau-manie ont tous exprimé les mêmes demandes d'assistance technique et sinancière. Les membres du Conseil de l'Europe ont répondu en chargeaot leur secrétaire général d'exammer et d'évetuer ces besoins. « La tâche est immense, a conclu M. Gillibert, mois notre energie à tous, je le sais, est inépuisoble.»

MARC AMBROISE-RENDU

## REPÈRES

#### **CATASTROPHES**

Aide d'urgence aux victimes du typhon Thelma

Les secours s'organisent à travers le monde paur porter secours aux victimes du typhon Thelma, qui a ravagé le 5 novembre l'île de Leyte, dens te centre dea Philippinee, provoquant la mort de plus de cinq mille per-eonnee. Des avions emériceins gros porteurs ont acheminé, samedi 9 novembre, des rations militaires, qui seront distribuéas aux quelque 120 000 sens-ebri. La Ligue des aociétés de la Croix-Rouge et du Croiseent-Rouge a lencé, vendredi, un eppel pour recueillir 500 000 dollars destinés à eccourir, pendant un mois, 15 000 femilles sinistréea.

Le Secours cetholique indique que les pluies torrentielles, qui continuent à s'abature sur l'archi-pel philippin, poussent les popula-tions rurales vers Manille, où les femilles s'entesaent dans les hidonvilles. Les dons peuvent être adressés au Secours catholique, 106, rue du Bec, 75341 Peris Cedex 07, CCP 737 G Peris, mention « Philippines Cyclones ».

#### DÉFENSE

La France a exporté pour 38,6 milliards de francs d'armes en 1990

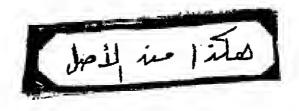
En 1990, les livraisons d'armas françaises à l'étranger se sont éle-vées à 38,6 milliards de francs (+ 3,5 % par repport à 1989). II s'agit du montant global des facturations à l'exportation, qui est distinct de celui des commendes prises. En 1990, en effet, les commandes enregistrées ont atteint quelque 33,4 milliards, en hausse de 67 % par rapport à 1989 (le Monde du 3 juillet). Ces précisions sont données dans le rapport que M. Jean-Guy 8ranger, député apparenté UDF de Charente-Maritime, a écrit eu nom de la commission de la défense de l'Assemblée nationale.

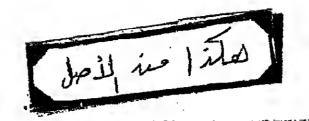
Le rapporteur indique que la production nationale d'armement en 1990 s'est établie à 124.5 milliards de francs (hors taxe), soit 2.3 % du produit intérieur brut marchand (PIBM). Les livraisons à l'exportation représentant 31 % de ce chiffre d'effaires. Il estime que l'industrie française doit s'attendre à faire face, dans les années à venir, à « une contrection de la demande » liée au processus du désarmement, à la baisse des crédits affectés au ministère de la défense en France, à une concurrence Internationale de plus en plus vive et à une concentration géographique des ventes fren-caises (61 % du totel dea commandes en 1990 viennent du Maghreb et du Proche ou Moyen-Onent, au lieu de 28 % en 1989).

#### **FOOTBALL**

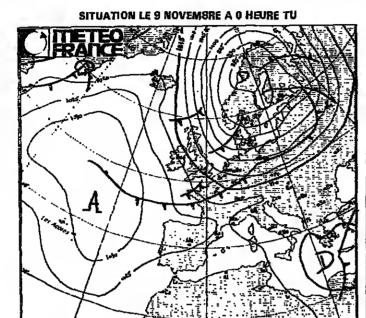
Monaco rencontrera l'AS Roma en coupe d'Europe

L'Aesociation sportive de Monaco rencontrera la club italien de l'AS Roma en quarte de finale de la Coupe des vainqueurs de coupes (nos demières éditions du 9 novembre). Lee Monégesquae se rendront en Italie le 4 mars pour le match aller et recevront les Romaina le 18 mars. Le tirage eu sort des poules finales de le Coupe d'Europe des clubs cham-pions de football, effectué vendtedi 8 novembre à Genàve (Suisse), a d'eutre pert permie de répartir les huit équipes quelifiées en deux poules de qualification. dont les vainqueurs disputeront le finele te 20 mai eu etede de Wembley (Angleterre). Le poule « A » rassembla l'Etoile rouge Belgrade (Yougoslavie), Anderlecht (Belgique), Penathinaikos (Grace) et la Sampdoria Gênee (Italie). Cans la poule « B », figurent le Sparta Ptague (Tchécoslovaquie), le Dinamo Kiev (URSS), Benfica Lisbonne (Portugal) et le FC Barce-

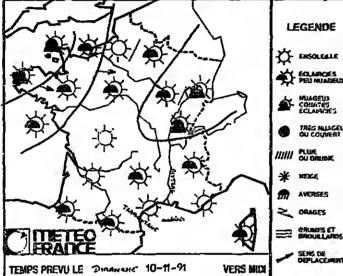




14 Le Monde Dimanche 10 - Lundi 11 novembre 1991 •



PREVISIONS POUR LE 10 NOVEMBRE 1991



Ofmanche : assez ensoleillé. – Sur la Brotagne, après des riclarces mate-nalies, le col se couvrira progressive-

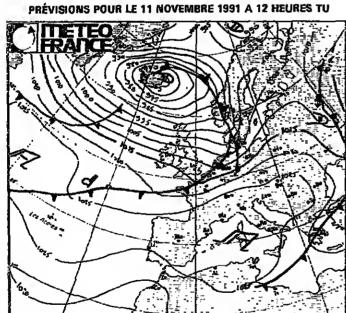
Sur las Pays-de-Loire et la Norman-lin, la journité sera ensoloilée, et ce n'est ilu'en fin de journée que les

Sur la Lorraine, l'Alsace, la Bour-gogne et la Franche-Comté, soleil et magos devront se partager la ciel durant la matinée, onsuito, le soleil

Sur toutes les autres régions, ce seux une pourrée bien ensoleillée, après dissipation de banes de bruines ou de reagus bas en début de matinée. Les températures seront plutôt intécontras aux normales saisonnières, avec des minimales comprises entre 0

régions, à l'exception des régions cótières de la Manche, où elles seront voisines de 5 degrés, et du littoral vers 8 degres. Quant aux maximales, elles ne dépasseront pas les 7 degré-dans la Nord, le Nord-Est, le Massi Contral et la region Rhône-Alpes , elles seront voisines de 10 ou 11 degrés les régions atlantiques et le Sud-Ouest randis qu'elles attemdront encore 15 à 17 degrés sur les régions méditerta-

Mistral et tramontane souffleront assez lors ; ailleurs, le vent sera modéré, d'ouest ou sud-ouest sur la moillé nord, de nord ou nord-ouest sur



TEMPÉRATURES IT	axima -	minima	et	temps	observé
Valeurs extrêmes le 8-11-1991 à 18 heures TU et				le 9-	11-91

						_			
AJACCID BIA BRITZ BIA BRITZ BOURGES BREST CAEN CHERNOUR CLERNOVT F DIJON GRENOBLE LILLE LINGGES LYON MARSEILL NAMTES NAMTES		9 D C X C X D X P P C X P P P P P P P P P P P P P P P	TOURS POINTE A  ALGER AMSTER AMSTER AMSTER BANCED BARCEL BELGRA BERLIN BELGRA BERLIN LE CAIR COPPNH DAKAR OGLHI DUERBA	SE   12	14 18 5 5 12 25 6 - 1 6 5 11 5 4 - 1 6	NC DNOCDBPPDODDD	LUXEMBO MADRID. MARRAKI MEXICO. MILAN. MONTRÉ: MOSCOU. NAIROBI. NEW YDR OSLO. PALMA-DE PÉKIN. EIO DE JAN RDIME STYCKHO STYCKHO STYCKHO	UAJ 18 12 12 16180 26 17 18 31 1M 5	5   -1   1   12   13   14   15   15   15   15   15   15   15
PARIS-SION PARIS-SION PARIS-SION RENNES ST-ETIENNES STRASBOUL	17 TS. 11 13 16 15 12 16_ 11	8 N C 9 C 11 N 7 N 8 P 8 P	DJERBA GENEVE HDNGKO ISTANBU JERUSAI LISBONN LONDRE	20 11 NG - 15 PL 15 EN 24 18 18 S 12	16 7 22 13 9	D C N C D N G	STOCKHO SYDNEY TOKYD TUNIS	LM_ 5 15 10 E 10	3 1 25 1 - ( 13 1 8 1
avera b		ord Suived	erel dogge	rich neagans	шар	e	bjorc	lempile	สงาธุง

TU = temps universal, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document caddo avec le support technique spécial de la Metéorologie nationale)

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semains dans notre supplément daté dimenche-lundi. Signification des symboles : ▶ eignalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou class

## Samedi 9 novembre

TF 1

20.45 Variétés : Surprise sur prise 22.25 Megazine : Ushueïa. 23.25 Megazine : Formula sport

0.45 Journal et Météo.

20.45 Magazine : La Nuit des héros. 22.30 Magazine : Double jeu. 23.35 Série : Un juge, un flic. 0.35 Journal et Météo.

FR 3

De 20.00 à 0.00 La SEPT -0.00 Magazina : L'Heure du golf.

**CANAL PLUS** 

20.30 Téléfilm : Max et Hélène. 22.05 Oivertissement: Monty Python (v.o.). 23.10 Flash d'informations. 23,15 Le Journal du cinèma. 23.20 Cinéma :

37-2 le metin. ••

LA 5

20.50 Série : Perry Mason. 22.30 Feuilleton: Shagun. 23.25 Journal de la nuit.

M 6

20.40 Téléfilm : Plus fort la vie. 22.20 Téléfilm : Tu récoiteras la tempête 0.00 Six minutes d'informations.

#### LA SEPT

22.40 Soir 3.

21.00 Documentaire: Le Temps verrouillé. 22.35 Le Courrier des téléspectateurs.

22.55 J'ai rendez-vous avec vous, Georges Brassens, 23.55 Clnema d'animation :

Images. 0.00 Danse : Casse-Noisette.

## Dimanche 10 novembre

13.20 Série : Hooker. 13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter,
inspecteur choc.
15.10 Série : Columbo.
16.50 Disney parade.
18.20 Magazine : Téléfoot.
A 19.00, Lore sportif.
19.05 Magezine : 7 sur 7.
Invité : L'abbé Pierre.

20.00 Journel, Tiercé, Météo

et Tapis vert. 20.50 Cinéma : Les Canons de Naverone. mm 23.25 Magazine :

23.30 Cinèma:
Le Tigre se parfume
à la dynamite. 

1.00 Journal et Mètéo.

A 2

13.20 Oimencha Martin. 14.55 Série : Mac Gyver. 17.40 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde.

18.30 1, 2, 3. Théatre. 18.35 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Metéo. 20.45 Téléfilm : Vidéo meurtre.

22.20 Magazine :
Bouillon de culture.
23.40 Documentaire :
Les Moissons de fer. 0.35 Court metrage : Ecrire

contre l'oubli. 0.40 Journal et Métèo.

FR 3 13.50 Magazine : Feut pas rever. 14.45 Magazine : Sports 3 dimanche. 17.15 Megazine : Montagne.

18.15 Magazine : A vos amours. 19.00 Le 19-20

20.05 Dessin animė : Les Fables géométriques. 20.10 Serie : Benny Hill, 20.45 Cirque : Le XV Festival

international
de Monte-Carlo.
22.05 Magazina : Le Divan.
lovite : Jean-Robert Ragache.
22.25 Journal et Météo.

22.25 Southal et Meteo:
22.35 Court mètrage:
Eerire contre l'oubii.
22.50 Cinéma: La Charge fantastique. 1.05 Musique : Camet de notes.

#### **CANAL PLUS**

14.00 Téléfilm : 15.30 Magazine : 24 Heures. 16.25 Megezine : Exploits 2. 16.45 Documentaire : Nos cousins les grands singes. 17.05 Court metrage : Ecrire contre l'oubli 17.10 Documentaire : Merilyn,

son demier toumage. 17.56 Le Journal du cinéma. 18.00 Cinéme : Chien de flic. a — En clair jusqu'à 20.30 —

19.35 Flash d'informations. 19.40 Ça cartoon.

20.20 Dis Jérôme...? 20.25 Magazine: L'Equipe du dimanche. 20.30 Cinéma ; Susie

et les Baker Boys. m 22.15 Flash d'informations. 22.25 L'Equipe du dimanche.

1.35 Cinéme ; Les Trois Centurions, D

LA 5

15.10 Tierce à Aute 15.50 Série : Un prive nommé Stryker.

17.25 Divertissement : Dimanche et la Balle. 19.00 Magazine : Dimanche 19 h Elicabbach. Irrvité : François Mitterrand.

20.00 Journal et Météo. 20.40 Journal des courses.

20.50 Cinéma : Rio Bravo. mm 23.20 Court métrage : Écrire contre l'oubli.

23.25 Megazine : Raporters. 0.20 Journal de la nuit.

M 6

14.00 Musique : Flashback. 14.50 Variétés : Multitop. 1B.20 Série : Clair de lune. 17.15 Séna :

Hongkong connection. 18.05 Série : Les Routes du paradis. 19.54 Six minutes

d'Informations 20.00 Série : Cosby Show.

20.35 Teléfilm : Tout pour être heureuse... 22.15 Informations: M 6 express.

22.20 Capital. 22.30 Magazine : Sport 6.

22.40 Cînéma : Jeux de nult. 0.15 Six minutes d'informations.

## LA SEPT

16.15 Série : Rencontres. 16.55 Court métrage : Diplomate à la tomate. 17.15 Tèléfilm : La Rue. 18.15 Court métrage : La femme qui épousa Clark Gable.

18.45 Documentaire : La Cuisine.

19.30 Court métrage : Hotel des Invalides

20.00 Documentaire : L'Héri-tage de la chouette. 20.25 Le Courrier des téléspectateurs.

20.35 Cinéma : Paysage dans le brouillerd. ses 22.30 Court métrage : Le Père Noël venu de la mer.

22.50 Le Dessous des cartes. 23.00 Cinéma : La Photo. mm 0.45 Court métrage : Panique au montage.

## DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES

# CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

Le professeur et Mª Claude Bollack. Ainsi que leurs enfants. ont la douleur de faire part du décès. dans sa quaire-vingt-quainteième

Mª Edmond BOLLACK,

no: Vronne Daniel L'inhumation a eu lieu le 7 novem-

12. rue d'Offendorf, 67000 Strasbourg. - Paris, Toulouse, Halfa, Toronto

M= Hélène Eliaszewicz,

son épouse. Ses enfants et petits-enfants. Les fantilles parentes et alliées, unt la douleur de faire part du décès de

Jacob ELIASZEWICZ, directeur de société, président d'une société d'entraide mutualiste,

efficier du Mérite national, survenu le 3 novembre 1991.

Les obséques ont eu lieu à Bagneuv le 6 novembre.

Que soient lei remerciées les personnes, présentes ou qui, par la pensée, se sunt unies d'intention à leur pro-

- M= Korcaz son épouse, El son lils, Yves,

ont la douleur de faire part du décès de M. Simon KORCAZ,

ancien combattant de la guerre 1939-1945. survenu brutalement le 5 novembre 1991, dans sa qualre-vingt-cinquième

Les absèques ont eu lleu dans l'inti-nité familiale. Scion la volonté du défunt, ses cen-dres demoureront au cimetière Saiot-

Roch, a Grenoble. Cel ovis tient lieu de faire-part.

120, cours Jean-Jaurès, 38000 Grenoble.

3620 Lorne-Crescent, Montrial H2X2A9.

**CARNET DU MONDE** Renseignements: 40-65-29-94

Tarif: la ligne H.T. Toutes rubriques ...... 92 F

Abonnés et actionnaires \_ 80 F

Communicat. diverses ..... 95 F

Thèses étudiants ...

- Anjoine Messina son époux, Michèle et Jean-Louis Bitouzet es enfants. Christelle Bilouzet

Jean-Philippe Bitouzet, ses petits-enfants. Jeanne Dutil. en belle-sœur, ont la douleur de faire part du décès de

Geneviève MESSINA. survenu le 7 novembre 1991, à l'âge de

quaire-vingt-un ans. Ses obsèques ont eu lieu le 9 novem-bre, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenetle, dans l'intimité familiale.

131, rue de la Convention, 75D15 Paris.

**Anniversaires** 

JEANBRAU-GRAZIETTI Oran 1942 - Muntpellier 1985.

 Avec celui que nous aimons, non avous cessé de parler et ce n'est pas le silence. •

René Char. Le 9 novembre 1988.

René MICALET

disparaissait.

Nes ahonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Mondo ; sont priés de bien vouloir unus com-muniquer leur numéro de référence

Sa famille, ses proches, ses amis se

THESES Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

Décès de l'éditeur allemand Jou Jahr. - L'éditeur allemand Jon Jahr, fondateur notamment du Spiegel, est décèdé vendredi 8 novembre, à l'âge de quatre-vingt-onze pas. Il avait publié son premier jouroal, Sport-Chronik, dès 1924, avant de fonder en 1937 une maison d'édition d'ouvrages historiques. Après la guerre, il lance le magazine féminin Constanze, et surtout, en 1950, avec Rudolf Augstein, l'hebdome-daire Der Spiegel, qu'il dirigera jusqu'en 1962. Jon Jahr est, avec deux partenaires, à l'origine du principal groupe de magazines allemands, Gruner und Jahr, aujourd'hui détenu aux trois quarts par Bertelsmann. La famille Jahr détient le reste des actions de ce groupe qui édite Stern, Brigitte, Cupital et une foule de magazines en Allemegne, ainsi que Géo. Femme Actuelle, Prima et Capital en France, à travers sa filiale Pris-

PROBLÈME Nº 5647 HORIZONTALEMENT

I. Estime qu'il n'e rien à cacher. - II. S'élève quand on a fait du foin. A besoin d'une petite bise pour se mettre au traveil. – Ill. Agir comme un homme d'affeires. Se fait sur le champ. – IV. Mot de reconnaissance. Qui ont donc touché le

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 15 14 15 but. - V. Peuvent former une batterie. Mar-que un but. - VI. Note. Commune, pour nas faire de concessions. Période. - VII. Créeteurs pour les gnostiquee. Imite un bossu. Territoire pour un despote. - VIII. VIII Mises eu courant. IX. Ville de Serbie. Parti-cipe. - IX. Donner le jour. Métal. - X. Qui e donc pu nous enrichir. XIII
Parfois blenc pour un XIII Parfois blanc pour un XIII délinquent. Retoume XIV

partout où il pesse. - XIV oiseaux vraiment très chouettes. Amène à la raison. - XII. Parfois rural pour un hôte. Ce qui reste après la moisson. Portait les ermee. - XIII. Dens un elphabat étranger. Dans les Pyrénées-Orientalee. Bègle. – XIV. Peuvent être cueilles sur des buissons, Bon à cueiller. – XV. Parfois vendangeuse.

VERTICALEMENT 1. Risque de se produire quend les

artères sont bouchées. - 2. Se felt parfois traiter de rat. Pronom. En les multipliant, on a une division. -3. Accueillait trèe mai. Habitation pour un cardinal. Quand on en manque, il n'y e pee de meeure. -4. Pronom. Un bon bourgeois. Note. - 5. Circulait dans l'Empire byzantin. Aussi femilier. Evoque une très bonne santé, - 6. Lentilles Qui feit partie de l'effectif. -7. Donner besucoup de jetons, Faisait sauter. - 8. Dans une mythologie Petites terres. Donne généralement de bons mois. - 9. Peuvent se manger vertes. Pes déclarées. -10. Conjonction. Qui ne supporte-

reient pas d'être négligées. 11. Sătiments anciens. Cherche à pincer. Qui ne feit donc pas de folies. – 12. Déesse marine. Une moitié pour eon frère. - 13. Aller à la neige. On souffre quand on n'y est pas. Pronom. - 14. Adverbe. Faisaient hausser le ton. A beaucoup d'épines dans le pied. -15. Coule dans une île, Article, Agir

Solution du problème nº 5646

Horizontalement . Sprinter. - II. Chapeau. - III. Io. Perles. - IV. Ut. Tête. -V. Rogneur. - VI. Ego. If. At. -VII. Raideur. - VIII. Balla. Spi. -IX. Up. Orteil. - X. That. Oc. - XI. Sénescent.

Verticalement

1. Sciure. Buts. - 2. Photographe. - 3. Rá. Goal, On. ippon. llote. - 5. Née. Eider. -6. Tartufe. Toc. - 7. Euler. Usé. 8. Et. Arpion. - 8. Iseut. Not. **GUY BROUTY** 





\*\*\*

- - -

A de grane

BACK F. CO.

Market Control

\*\*\*\*

-

-

BENEFIT OF STREET

A CANA

Action Section

marks to the last

THE THE SALE

the the contract of

Andrews Andrews

espair es

28.

--

4.

200 2.14

A CONTRACTOR The State of the S

-

LYA.

re de la colonia de la colonia

# Triste automne

On attendait les premières ventes de New-York et de Paris pour savoir où en est le marché de l'art. Ce n'est pas un triomphe

Depuis deux mois, commis- son hôtel particulier, alors que Pissaires-priseurs, marchands, experts, conservateurs et collectionneurs ne cessaient de se le répéter avec des cessaient de se le répéter avec des soupirs et des tremblements : les ventes de novembre seraient symptomatiques. Quelques beaux prix et l'on se remettrait à croire à la guérison du marché. Quelques échecs cruels et la dépression s'aggraverait. Plus de doute, désormais de sera la dépression une mais: ce sera la dépression, une dépression longue et accentuée qui affecte les contemporains autant que les impressionnistes et n'épargne plus que de très rares tauvres, sauvées par leur importance historique.

A New-York, mardi 5 novembre, Christie's met aux enchères une partie de la collection Treune partie de la collection Tre-maine, qui a compté pendant des décennies parmi les collections les plus illustres et les plus cohérentes des Etats-Unis, véritable abrégé du cubisme et de l'abstraction. Par précaution, la première vacation ne compte que des tableaux «his-toriques », mais pas le moindre contemporain. Paisou'il est contemporain, pnisqu'il est entendu que le péril serait plus grave encore.

Il n'empêche : une seule toile excède les estimations des experts, un Disque de Robert Delaunay daté de 1912 qui passe pour sa première œuvre abstraite. On en attendait au mieux 3 millions de dollars, il atteint 5,17 millions de dollars (plus de 28 millions de francs), chiffre record pour tableau bistorique. Mondrian connaît le sort inverse. Loin des 4 à 6 mil-lions de dollars espérés, sa compo-sition « tombe » invendue à 2,4 millions (environ 13 millions de francs). Miro ne s'en sort pas mieux: 950 000 dollars (environ 5.3 millions de francs) pour une estimation basse de 1,5 million de

Plus décevant encore : du Petit Déjeuner de Fernand Léger de 1921, œuvre de premier ordre, complexe et séduisante, la rumeur suggérait qu'elle se hausserait jusqu'à la dizaine de millions de dollars. A 7,7 millions (environ 43 millions de francs), son ascension s'est arrêtée. Et encore la vente Tremaine fait-elle figure d'heureuse exception, avec ses deux invendus sur dix-huit lots deux invendus sur dix-huit lots offerts. Au cours de la même soi-rée, Christie's propose aussi une quarantaine d'œuvres impressionnistes et modernes de provenances et qualités diverses. Vingt d'entre elles n'out simplement pas trouvé acquereur, parmi lesquelles des pièces signées de Renoir, Degas, Monet, Toulouse-Lautrec et Modi-

Les vingt-deux autres se sont vendues assez médiocrement, y compris Les saisons, de Camille Pissarro. Or ces quatre paysages de 1872 appartiennent au meilleur de l'œuvre de leur auteur. Elles lui avaient été commandées par le banquier Achille Arosa - qui fut le tuteur de Paul Gauguin - ponr



sarro o'était encore qu'un artiste sans amateurs ni fortune. On imagine quel combat entre collectionneurs japonais et américains cette suite aurait suscité il y a trois ou quatre ans. Peu de lutte cette fois, mais une progression lente jusqu'à 6,8 millions de dollars (environ 38 millions de francs), en-dessous de l'estimation inférieure annoncée, et un acquéreur européen. Commentaire de Chritopher Burge, actuel président de Chris-tie's : « Ce n'était pas un désas-

Ce ne fut pas un désastre non plus chez Sotheby's mercredi 7 novembre, mais pas davantage un triomphe. Sur soixante-neuf œuvres eux cachéres, vingt-deux n'ont pas trouvé preneur, et les prix ne resteront pas dans les prix ne resteront pas dans les annales. Kensington Gardes, paysage de Pissarro, a plafonné à 650 000 dollars (environ 3,6 millions de francs), loin des 2 millions de dollars attendus : invendu. Bord du Loing de Sisley, estimé entre 3 et 4 millions de dollars, a calé à 1,7 million de dollars (environ 9,5 millions de francs): invendu. francs): invendu.

Deux fillettes sur la plage valaient, croyait-on, 1,8 million de dollars; 900 000 dollars, ont jugé les enchérisseurs : invendues. Seules les œuvres qui n'excèdent pas 500 000 dollars ont suscité des duels serrés, indice sans doute du retour dans les salles de ventes des amateurs qu'en avaient expulsés les spéculateurs et autres golden boys. De ces derniers, plus de trace, ni des Japonais, terriblement absents depuis que la tendance à la baisse se vérifie.

> Absence de Japonais

Il ne se sont pas beaucoup plus distingués à Paris jeudi soir, où M. Tajan dispersait, a en execution d'une ordonnance du tribunal de grande instance de Paris », les derniers restes de la collection niers restes de la collection Roberto Polo, complétée de quel-ques tableaux, dont un paysage de Tahiti exécuté par Gauguin en 1892, Te Fare (la maison). La toile avait été achetée en 1895 par l'historien Daniel Halévy et appar-tenait à ses descendants, la famille lors Pour 52 millions de france Joxe. Pour 52 millions de francs, un collectionneur américain s'en est rendu propriétaire - record français sans doute, mais petit record en comparaison des 22 millions de dollars (moins de 150 millions de francs) payés en mai 1989 à New-York pour une autre

toile de 1892, Maramua. Au reste. si séduisante soit-elle, Te Fare ne peut passer pour un Gauguin de premier ordre, ni de grande importance. Aussi la Réunion des Musccs Nationaux avait-elle décide d'autoriser son exportation. A l'inverse, un excellent et troublant Van Dongen de 1908 a été préempté pour 3,3 millions de francs (voir le Monde du 9 novem-

Quant aux lots «Polo», ils oni connu des fortunes variées. Jean-Marc Vernes, PDG de Beghin-Say, a déboursé 23 millions de francs pour un coffret à bijoux Louis XV qui aurait été celui de Marie-Antoinette, tout cela dans l'espoir de procéder plus tard à une dation du-dit coffret à l'Etat, en manière de paiement de droits de succession. Mais les Enfants de France, mièvre tableau de Madame Vigéc-Lebrun. ont été adjuges 900 000 francs. Il y a trois ans. lors de la première vente Polo, ils avaient atteint 2,6 millions de francs et n'avaient pas été vendus car l'enchère semblait alors trop

PHILIPPE DAGEN

## Le mobilier du dix-huitième siècle à l'honneur

La semaine des ventes, à Paris, aura été marquée par le succès lié aux arts décoratifs et plus particulièrement aux objets et aux meubles du dix-huitième siècla. A l'Hôtel Gaorge-V, la 7 novembre, lors de la vente Polo (M. Tajan), un coffrat à bijoux, estampillé Martin Carlin, et qui aurait appartenu à Merie-Antoinette, a été adjugé 23 millions da francs (voir le Monde du 9 novembre) - un prix record pour un meuble français.

Parmi les autres «prix» de la venta : une petite lable Louis XV en marquetterie per Wolff (esti-mée 600 000 francs partie pour 1,5 million de francs), une autre dite en «marmotte» et décrite dana un invantaira du due da Rohan-Montbazon comme un « guéridon sur un pied à trois partes ». Estampillée Carlin, elle a été cédéa à 3,2 millions da

En fait, le canapé en bois relaqué blanc et ses marquises, la grande commode Louis XV aux bronzes flambants un peu éclipsé les quelques résultats des pièces « arts déco » (une paire de bergèras d'Iribe, 330 000 francs, une commode en bois de violena à poignéaa d'ivoire signée Rulhman 180 000 francs). Le Siècle des Lumières était

encore à l'honneur le 6 novembre à Drouot-Montaigne avec la dispersion d'une partie du mobilier de Marcel Bissey, antiquaire à Paris, et dont la maison, un hôtel particuliar du Champ da Mars. était aux dires de M- Binoche eun vrai petit Camondo ». Les résultata rendent hommage à l'homme de goût : 95 % de vendus, un total de plus de 21 miltions de francs, soit près du double des estimations. Des chiffres encore : 5 millions de francs pour un bureau à panneaux de laque (Dubois), 1.5 million de francs pour un secrétaire estampillé Gaspard-Schneider, fourniaseur du garde-meubles royal, et, pour la patita histoira, époux de la veuve Carlin des 1786. Pour Mª Binoche, Paris a marqué des points cette semaina. Il souligne l'intérêt des collectionneurs pour les pièces de qualité, «il n'y a pas de crise dans ce domaine. Dès, dès qu'elles sont là, le collectionnaur achète, mais refuse de payer au prix fort un objat

LAURENCE BENAIM

#### MUSIQUES

## Les jeux d'images de Charlélie Couture

Tournée française pour le chanteur nancéien passé à l'Australie

de notre envoyée spéciale Quelques mois après la sortie de

son second album réalisé en Australie, Victoria Spirit, Charlélie Couture entreprend une tournée Couture entreprend une tournée récapitulative à travers l'Hexagone. A trente-cinq ans, âge lixé de longue date pour décrocher de sa carnère de chanteur, sans plus d'extravagances — la barbe est anonyme, l'habit noir, — il essaie de retrouver son image, dissonte par le jeu médiatique, dont il a sa se nourrir à ses débuts, quitte à amplifier ses singularités jusqu'aux ties (mots murmarés, accent bizarre et look soigné). Depuis Comme un avion sans ailes, sa chanson fétiche, beaucoup d'eau a chanson fétiche, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Il a voyage, a peaufine l'art et la manière de cro-quer des sentiments en de rapides sayuettes, tres éloquentes. Réflexions sur le passage du temps, esquisses de piliers de bars, marginaux sympathiquement haïssables. Tableaux, plans de cinéma, les chansons définissent des hunteurs à force de défails humeurs à force de détails – une cicatrice à l'épanie, une biére débouchée, un mur écaillé, un che-wing-gum jeté, des talkies-walkies, des magnétoscopes, des bagnoles, ou encore décrasse sans pitié les mécanismes du monde marchand, de l'arrivisme et des apparences. Une fois abandonnée la règle du murmure, Couture peut s'abandon-ner aux talents de sa voix, qu'il a fort belie et grave - crooner déri-soire, bluesman d'atmosphère - et qui va jusqu'à des registres hauts, presque féminins.

Le 7 novembre à Lyon, Charlé-lie Coutnre s'est affirmé sur la scène du Transbordeur en presque deux heures et une vingiaine de chansons, à commencer par Under-ground PM, en passant par Men-teur de métier, le Loup dans la bergerie, Media-panic, Tout est à vendre, « l'ai seulement retenu, explique cet ancien élève des Beaux-Arts, dont l'ambition est aujourd'hui de passer à la mise en

scène de cinéma, les chansons que je pouvais parfaitement maitriser sur scene, dont environ hult anciennes. » Avec six musicions, (dont le guitariste Enji Mingo, également producteur de Victoria Spirit, et Elton De Bebey aux clavicts), Couture offre un spectacle sobre, sans jeux de lumières abu-sifs, sans autres écarts qu'une paire de Innettes noires, et une saxophoniste suédoise en faire-valoir. Effets de synthétiseurs, solos de piano, guitares déchirées, incursions folks, avancées rythmi-ques, c'est ici la loi du chaud et du froid, du fort et du doux, qui est appliquée. Souvent avec bon-beur, parfois avec un acharnement simplificateur (la batterie!), alour-

cité. Le rock, c'est le règne de l'amplification, de la puissance. Aujourd hui, avec le rap, nous entrons dans l'ere du virtuel, celle de la génération « larsen », des écrans et du digital, » Un monde encore plus rapide, plus décalé que celui rêvé par Chartélie Couture,

VÉRONIQUE MORTAIGNE ▶ Le 9 novembre au Zénith, à 20 h 30. Le 12 à Béziers, la 13 à Montpelliar. Discographie chez



LOCATION 47 20 08 24

## Prokofiev chez Charcot

«L'Ange de feu », opéra de la transgression, calme la Bastille

Autant les premières d'Otello, de Manon Lescau, de la Fhite enchan-tée furent houleuses à l'Opéra-Bastille, autant le calme du public fut décon-certant à l'issue de l'Ange de feu de Prokofiev, coproduction des Opéres de Genève et de Los-Angeles passée l'an demier par Amsterdam et que Paris reçoit depuis mercredi. Tout ici, pourtant, se veut d'un modernisme provocateur - le modernisme d'un compositeur russe résidant à Paris à la fin des années 20, revu par un metteur en scène roumain gestuel (Andrei Serban) et un décoraleur américain ultra-intellectuel (Robert Israel). Cocktail détonnant, pourtant applaudi sagement au soir de la pre-mière. Seule la «révision» (réussie ou ratée) des œuvres du répertoire traditionnel serait-elle ressentie comme sacrilège dans notre moderne maison

De la sainteté à la sorcellerie, du mysticisme à l'hystérie, du plaisir de la chair aux extases de la chasteté, les sept tableaux de l'Ange de feu s'aven-turent dans des zones-limites que le drame lyrique aura peu explorées, les Diables de Loudun de Penderecki exceptés. Mais, chez Prokofiev. l'affaire se complique par le choix d'un livret à la fois philosophique et autobiographique, emprunte à Valeri Brioussov, symboliste russe quelque peu allume. Pressentant nos difficultés à suivre les cahots d'une intrigue morcelée en sept tableaux très iné-gaux, la direction de la Bastille avait décidé de doubler le livret original (français) par des surtitres en français

Les personnages gardent pourtant leurs incohérences. Renata, redouta-ble vierge folle ou midinette lunati-que, à la recherche du Prince charmant. Ruprecht, sauveur héroïque ou séducteur raté, mené en tout cas par le bout du nez. Henri, ange du Bien ou du malheur, tortionnaire désincarné (un rôle d'ailleurs muet). Sorcière excitée, mage costumé en petit soldat du KGB - la mise en scène date de 1987 -, visite inopinée du cabinet du Docteur Caligari (pour-quoi la voix de Ruprecht est-elle alors subitement sonorisée?), irrup-

Méphistophélès, squaws aux seins nus perçant le héros moribond de minces flèches d'enfants, religieuses trému-lantes arrachant leurs vètements et montant à l'assaut de la Croix lors d'uoc torride scène d'exorcisme (moins déshabillée qu'à Genève : le syndicat des figurantes a du protes-ter). On n'aura échappé qu'à l'ultime métamorphose du Grand Inquisiteur en Duce, finale édulcore entre Paris et la Suisse, personne ne s'en plain-

On a dit que l'Ange de seu était

une symphonie avec chant (Prokofiev en a récinployé les principaux thèmes dans sa Troislème Symphonie). Mais le musicien russe était un pianiste – et virtuose! - avant d'être un symphoniste: on entend parfaitement ici l'agrandissement aux dimensions du grand orchestre de formules issues des sonates pour piano et des concertos, entrelacement d'une mélodie linéaire et de traits vertigineux passant d'une main à l'autre, marches militaires en accords martelés, toccatas fébriles, effusions parodiques, ostinato de fourmi citant dans ce cas précis le final de la Sonate « funèbre » de Chopin (intermèdes des ailes d'Henri au quatrième lableau de l'opéra; troisième mouvement de la symphonie). A ce piano en force, à ce piano énergétique. Prokofiev substitue de lourdes sonneries de cuivres. des imbrications de timbres inutilement compactes, une constante sur-charge orchestrale, un activisme fiévreux. mécanique, une sorte d' «inhumanité» forcenée à laquelle se heurte, antinomie de fond, l'humanité de la voix chantée. La prosodie de l'Ange de feu fait d'ailleurs par instants penser à Débussy, au Pou-lenc des Dialogues des carmélites, à Puccini. Elle n'a rien de bien caracteristique, si ce n'est que les chanteurs sont sans arrêt en butte aux agres-sions orchestrales. Ce qui ne définit

pas tout à fait un style... Israel et Serban ont honnêterneru tenté de lancer toutes les antennes possibles vers cet ouvrage débordant. Le premier en multipliant les références visuelles à l'époque de sa ges- 48.76.59-39.

C'est à n'y rien comprendre. tion burlesque de Faust et de tation; cadres basculés, plans décalés des décors cubistes; merveilleux symboliste, bizarreries surréalistes, réferences au cinéma allemand dans les lumières crûment expressionnistes de Claude Tissier. Serban, lui, s'est souvenu de Charcot, des hystériques de la Salpétrière; jouant comme à l'accoutumée sur le poids des corps et le choc des gestes décalés, il a transformé abantement et fourante et au la contraction de la contrac formé chanteurs et figurants en marionnettes électrifiées moulinant des bras, faisant les cornes, contorsionnes convulsivement, incessamment agités par quelque démon inté-rieur. Ça pouttait être le capharnaum. Ça ressemble plutot à un doublage pour malentendants.

Chef d'orchestre attentif à la bonne santé des gosiers. Lawrence Foster n maintenu l'orchestre dans des nuances relativement modérées. Mais les attaques buvent souvent, les La distribution paraîl moins solide qu'a Genève, Marilyn Zschau (Renata) exceptee. Philippe Rouillon est un Ruprecht vaillant, Barry Busse un honnète Agrippa, Carmen Gonzalez une Sorcière et une Mère supé-rieure en difficulté, il est vrai que tous les rôles, même les moins importants, sont diablement difficiles

► Prochaines représantations : ce samedi 9 et les 12, 14, 16, 19, 22, 25 à 19 h 30. Tél. : 44-73-13-00.

 Festival de marionaettes. -- Pour la troisième biennale Voyages en marionnettes du Val-de-Marne, onze compagnies se produisent dans sept villes du département jusqu'au 30 novembre. Venues de l'Ile-de-France et d'Alsace, d'Italie et des Pays-Bas, de Belgique et de Tehécoslovaquie, elles donnent douze spectacles dont quatre créations. Trois expositions et une rétrospective du cinéaste d'animation Ladislav Starevisch (le Roman de Renart) à Fontenay-sous-Bois, jusqu'au 19 novembre

complètent le programme. Renseignamanta



Pendant "Parade Sauvage Pour Arthur Rimbaud"

chante RIMBAUD le 9 novembre à 21 h

24 h non stop de Spectacles Vivants, d'Arts Plastiques, de Musiques .

Métro Porte de Pantin



#### CINÉMAS

#### LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI Enamorada (1947, v o s.t.f.), d'Emilio Fernandoz, 15 h , la Montée au ciel (1952, v.o. s.t.f.), de Luis Bunuel, 17 h , Oreu est mort (1947), de John Ford,

19 h., Que viva Mexico I (1931), de S.M. Eisenstein, 21 h. DIMANCHE Le Diable probablement (1976), de Robert Bresson, 15 h : Premier Amour version infernale (1968), de Susumu Ham, 17 h : Mes Pentes Amoureuses (1974), de Joan Eustache, 19 h : le

1945), de Jean Renoir, 21 h 15. PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

ournal d'uno lemm**e de** chambre

SAMEOI La Foule hurle (1932), de Howard Hawks, 18 h; Ligne rouge 7000 (1965, v.o. s.t.f.), de Howsrd Hawks, 20 h.

DIMANCHE Le Mystère de la chambre jaune | 1930| de Marcel L'Herbier, 18 h ; Monsieur Arkadin (v.l.), d'Orson Welles, 20 h.

#### CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Hommage a la Warner Bros : l'Ettange Passion de Molly Louvain (1932, v.o. s.t f.), de Michael Curtiz, 14 h 30, la Vie

d'Emile Zola [1937, v.o. s.t t.). de William Oieterle, 17 h 30 ; Géant (1855, v.o. s.i.f.), de George Stovens, 20 h 30 DIMANCHE Hommage à la Warner Bros : Alter

Hours | 1985, v.o. s.t.| (, de Marun Scorsese, 14 h 30; |a Farime à abattre (1951, v.o. s.t.|, de Raoul Walsh, 17 h 30; Oark Victory (1939, v.o. s.t.|), d'Edmund Goulding, 20 h 30.

#### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande-Galerie. porte Saint-Eustache Forum des Halles

#### (40-28-34-30) SAMEO

L'Empire des media : Actualités cinema et lélévision : la Pape à Paris (1980). 14 h 30 : Rétrospective de magazines d'actualités : Actuel 2 (1973), de Jean-Pierre Elkabbach, 16 h 30 , Agences photos : l'Agence France Presse (1980). de Fernand Moszkowicz, Reporters (1981), de Raymond Oepardon. 18 h 30 ; Portraits de journaux, l'ami du peupla : la Presse française | 1981), de Ph. Prince, Liberté, égalité, choucroute (1984), de Jean Yanne, 20 h 30.

L'Empire des media : Actualités cinèma el télévision : Election du maire de Paris en 1977 (1976-1977). 14 h 30 ; Réfrospective de magazines d'actualités : Au rendez-voue des grands reporters (1974), de Roger Pic et Michel Tauriac, l'Evénement (1979), de Guela Kandeleki, 16 h 30 : Quatrième Pouvoir ? : les Attentats politiques (1988) d'Henri de Turenne et Jean-Noël Oelaa rienn de Turenne et Jean-Noel Oela-marre, l'Alternat (1972) d'Yves Boisset, 18 h 30 : Histoire de la presse : l'Illus-tration | 1980) de Réné-Jean Bouyer, Actualités Gaumont, le Quotrdien des Actualités Gaumont, le Quotidien des quotidiens (1991), 20 h 30.

#### LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRY IA., v.o.1: Gaumont Opéra, 2- I47-42-80-33); Ciné 8eaubourg, 3- I42-71-52-361; UGC 0anton, 6- I42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); UGC 8rarrat, 8- (45-82-20-40); Gaumont Alésia, 14- I43-27-84-50); 14- Juillet Alésia, 14: |43-27-84-50); 14: Juliet Beaugrenello, 15: |45-75-79-79); Bien-venúe Montparnasse, 15: |45-44-25-02]; UGC Maillot, 17: |40-68-00-15]; v.l., Rex. 2: (42-36-83-93); OO-15 ; v.l. , Hex. 2\* (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6\* (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9\* (47-42-56-31); UGC Lyon Bastile, 12\* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13\* (45-61-94-95); Gaumont Convantion, 15: (48-28-42-27). ALICE [A., v.o.] : Cinoches, 6- [46-33-

LES AMANTS DU PONT-NEUF IFr.1 : LES AMANTS DU PONT-NEUF [Fr.]:
Gaumont Les Halles, 1º [40-26-12-12]:
Gaumont Opéia, 2º [47-42-60-33],
Espace Saint-Michel, 5· [44-07-20-49],
14 Juillot Odeon, 6º [43-25-59-83]; La

PARIS EN VISITES

«Montmartra, une butta sacrée, un villago pritoresques, 10 h 30, eom-mat du tuniculaire, au tanion Pans autrefois

Montmaitre quartier d'artistes et de jardins, du Baieau-Lavoir au Lapin agrile ». 11 h et 14 h 30, métro Abbesses IC. Morlel.

« Une heure au Père-Lachaise », 11 h. 14 h et 15 h 45, porte princi-pale, boulevard Ménilmontant IV. de Langladel.

«Hôtels et curiosités du Marais, La place des Vosges et l'évolution du quartier», 11 h, 14 h 30 at 15 h 30, métro Pont-Mane (Connaiesance d'ici

e Le nouvel Opéra Baştille, sa salle

da speciacia, la scèna et ses cou-lisses a, 11 h 30, sur lea marches de l'Opérs.

«L'Opéra Carnier», 14 h, hatt d'on-trée [M.-C. Lasnier).

a Les arts du Moyen Age

« images » de pierre, pointures murales ot vriraux au Musée des monuments français », 14 h 30. Palais de Charllot, à la caisse du

muséo (Vieito pour les jeunes -

Monuments historiquee).

at d'silleurs).

Ambassade, 81 (43-59: f9-08); Saint-Ambissade, 8<sup>a</sup> (43-99-19-08); Saint-Lazare-Pasquier, 8<sup>a</sup> (43-87-35-43); 14 Juillet Bastille, 11<sup>a</sup> (43-57-90-81); Les Nation. 12<sup>a</sup> (43-43-04-67); Fauvette 8is, 13<sup>a</sup> (47-07-55-88); Gaumont Alé-sia, 14<sup>a</sup> (43-27-84-50); Sept Pamse-aens. 14<sup>a</sup> (43-20-32-20); 14 Juillet 8eaugrenelle, 15: (45-75-79-791; 8ien-venue Montparnasse, 15: (45-44-25-021 : Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46 01).

L'AMOUR AVEC DES GANTS (II v.o.) Cmé 8eaubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); George V, 8- (45-62-41-46); Sept Parnaesiens, 14- (43-20-32-20); v1. UGC Opérs, 9- (45-74-95-40); Fauvette, 13. (47-07-55-88); Mretral. 14- (45-39-52-43).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Lucernaire, 6: |45-44-57-34). ATLANTIS Ifr.1 : Gaumont Parnsase.

14- [43-35-30-40]. AY CARMELA [ |Esp., v.o.) ; Latina, 4- |42-78-47-86) ; Lucelnaire, 6- |45-44-57-341.

#### LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR EN DEUX. Film fran co-suisse-belge de Jean-Cleude Gallotta : 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-831.

JESUIT JOE. Film français d'Olivier Austen, v.o. : Forum Honzon, 1+ (45-08-57-57) ; Pathé Haute-leuille. 8+ (46-33-79-38) ; Elyeées Lincoln, 8: (43-59-35-14) : Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82); Pathá Montparnasse, 14º (43-20-12-06) ; v.f. : Pathé Fran-cais. 9- (47-70-33-88) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94). LAAFI. Film burkinabé de Pierre

Yameogo, v.o. : Utopia, 6- (43-26-84-55) ; Les Trois Balzaç, 8-(45-81-10-60).

SACKDRAFT (A., v.o ) : George V, 8. [45-62-41-46]; v.l.; Paramount Opéra, 9- [47-42-56-31]; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

LA SANOE A PICSOU (A., v.l.) : Rex, 2- (42-36-83-93) : Cmoches, 6: (46-33-10-62) : UGC Tnomphe, 8: (45-74-93-50) : Républic Cinémas, 11: (46-05-51-33) : UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95) : Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68) : Denleit, 14: (43-21-41-01).

8ARTON FINK (A., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Reflet Logos I, 5= (43-54-42-34); UGC Oddon, 6- 142-25-10-30); UGC Champs-Elysées, 8· (45·82-20-40) : La Bastille, 11· (43-07-48-60) : Escurial, 13- (47-07-28-04) : Sept Pamassiens, 14- (43-20-LA SELLE NOISEUSE (Fr.) : La Saint-

German-des-Prés, Salle G. de Seaure-gard, 6• (42-22-87-23) 80Y2'N THE HOOD ('( (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09);

Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08); v.f.: Miramar, 14: (43-20-89-521

LES BRANCHES DE L'ARBRE IEr . Ind... v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 | 143-26-

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Denfert, 14\* (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15\* (45-54-46-85). CHIENNE DE VIE (A., v.o.( : Grand Pavois, 15 (45-54-45-85).

LE CHOIX D'AIMER (A., v o ) : George V. 8: |45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15-|45-32-91-68) ; Studio 28, 18- (46-08-36-07) ; v.1. ; Pathé Impérial, 2 (47-42-

LES CLES DU PARADIS (Fr.) - Rex. 2 [42:36:83:93]; Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52:36); UGC Oanton, 6- (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) , Pathé Marignan-Concorde, 8-|43-59-92-82) : Samt-Lazare-Pasquier, 8- |43-87-35-43) : UGC 8iamiz, 8- |45-62-20-40) : Paramount Opéra, 9- |47-42-56-31] ; UGC Lyon Bastille, 12- |43-43-01-591 : UGC Gobelins, 13-145-51-94-95) ; Mistrel, 14-145-39-52-431 . UGC Conventron, 15-145-74-93-40) ; UGC Maillot, 17- (40-58-00-18) ; Psthé Clichy, 18-145-22-46-01) ; Le Gamberta, 20- (46-36-10-95) CLOSE UP (iranien, v.o.) : Utopis, 5.

143-26-84-651 LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) 14 Juliot Odeon, 6-143-25-59-83) : La Forum Orient Express, 1- 142-33-Pagode, 7- 147-05-12-151 , Gaumont : 42-261 ; George V, 8-145-62-41-46) ;

chitecture, la raligion et l'histoire ». 14 h 30, 12, rue Daru (E. Romann). «Les plus bellee dameures du Marais, de la place des Voages à l'hôtel Salé», 14 h 30, sortre mêtro Che-min-Vert (Arts et caetera)

«Ruelles et jardins du vieux Belle-ville», 14 h 30, sonta métro Télé-graphe (Résurtection du Passé).

« Vieux Carré du Louvre. Place Deuphine. Institut», 14 h 30, métro Pont-Neul, sorrie Samantaine [M. Fla-

«Le Palers-Royal : les aventures poluiquea d'un palais, de Richelieu à nos jours ». 15 h. devant le Conseil d'Etat, placa du Palaie-Royal.

« L'ilo de la Cité en automne »

5 h, engle Pont da Archavaché/quaide la Tournelle

parvis de Notre-Deme (Paris Autre-fois).

(Monuments hielonouss)

**LUNDI 11 NOVEMBRE** 

## **SAMEDI 9 - DIMANCHE 10 NOVEMBRE** Sept Parnaeciene, 14 (43-20-32-20); Studio 28, 18 |46-06-38-07).

Sepi Parineerere, 143-20-32-20; Studio 28, 18 146-06-38-07).

CROC-BLANC | A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Pubficis Champs-Elysées, 8- (47-20-78-23); UGC Siarritz, 8- (45-82-20-40); v.f.: Gaumont Les Halles, 1- |40-26-12-12); Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-84); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23); UGC Biarritz, 8- (45-82-20-40); UGC Biarritz, 8- (45-82-20-40); UGC Biarritz, 8- (47-82-58-31); UGC Lyon 8astille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobalins, 13- (45-61-94-95); Gaumont Alésie, 14- (43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-88-52); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); UGC Maillot, 17- (40-88-00-16); Psthé Clichy, 18-

17· (40-88-00-16) ; Psthé Clichy, 16· (46-22-46-01) ; La Gambatta, 20· (46-CYRANO DE BERGERAC (Fr.): Elysées Lincoln, 8- (43-58-38-14); Grand Pavois. 15- (45-54-46-85).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : La Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55) : Denfert, 14 (43-21-41-01). DANSE AVEC LES LOUPS [A., v.o.): Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60); Sept Pamsassiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: UGC Opéra, 6 (45-74-96-40).

3. (42-71-52-36); UGC Triomphe, 8. (45-74-93-50). LA DISCRÈTE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5- (43-

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné 8eaubourg

LES DOORS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.

Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts 1, 6• (43-26-48-18) ; Denfert, 14• (43-21-FISHER KING (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1: (40-28-12-12): Gaumoni Opéra, 2: (47-42-80-33); Action Rive Gauche, 5: (43-29-44-40); 14 Juillet Gauche, 5º (43-25-59-83); Bretagne, 6º (42-22-57-97); Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08); George V. 6º (45-82-41-46); 14 Juillet Bastille, 11º (43-57-

90-81): Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); 14 Juillel Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Pathé Montpamasse, 14 (43-20-12-06). HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bols, 5- (43-37-57-47). HENRY V (8m., v.o.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14-(43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15-(45-

32-91-68). HOMEWORK (iranian, v.o.): Utopia, 5-

HOT SHOTS I (A., v.o.): Forum Horl-zon, 1= (45-08-57-57); UGC Danton, 6-(42-25-10-30); UGC Rotonda, 6- (45-74-94-94); George V. 8- (45-82-41-46); UGC Normandre, 8- (45-63-41-46); UGC Normandre, 8• (45-63-16-16); v.l.: Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52); Rex, 2• (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82); UGC Opéra, 9• (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95); Mistral, 14• (45-39-52-43); Pathé Montparneese, 14• (43-20-12-06); UGC Convention, 15• (45-74-93-40); Pathé Convention, 15: (45-74-93-40) : Pethé Clichy, 18: (45-22-46-01) : Le Gam-

na, 20- (46-36-10-96). L'INSOUTENABLE LÉGÉRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (48-33-J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) :

Latina, 4- (42-78-47-86) ; Epée de 8ois, 5- (43-37-57-47). JACOUOT DE NANTES (Fr.) : Lucername. 6: (45-44-57-34). JAMAIS SANS MA FILLE (A., v.o.) :

George V, 8: (45-62-41-46( ; v.f. : Pars-mount Opéra, 9: (47-42-56-31( ; Mistral, 14 (45-39-52-43). JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5. (45-87-18-09). JUSOU'AU 80UT DU MONDE (Fr.

All. Autr., v.o.) : Forum Horizon, 1- 145-08-57-57); Saint-André-des-Arts 1, 6-143-26-48-181; UGC Danton, 6- (42-25-| 43-26-48-18| ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassada, 8• (43-59-18-08) ; George V, 8• [45-62-41-46] ; Max Linder Panorams, 9• (48-24-88-88) ; La Bastille, 11• [43-07-48-60] ; Escurial, 13• [47-07-28-04] ; Gaumom Psmasse, 14• [43-35-30-40] ; Kinopanorama, 15• (43-06-50-50) ; v.f. Pathé Wepler II, 13• [45-22-47-94] ; IES | IJASOMS DANGEREISES (4 LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v o.): Cinoches, 6- (46-33-10-82); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

LINGUINI INCIDENT (A., v.o.): Forum Honzon, 1 (45-08-57-57): Psthé Hau-taleuille, 6 (48-33-79-38): Georga V, 3 (45-62-41-46): Sept Pamassiens. 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Fauvette Bie, 13- |47-07-55-88). MADAME BOVARY |Fr): 14 Juillet

Parnasse, 6- 143-26-58-00). MILLER'S CROSBING (\*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-81-68). MISSISSIPPI MASALA JA., v.o.1 : Lucemaire, 6- |45-44-57-34|.
MOHAMED BERTRAND DUVAL (Fr.)

Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09). Images d'ailleurs, 5° (45-87-18-09).

MON PÉRE CE HÉROS (Fr.): Forum
Horizon, 1° | 45-08-57-57); Rex, 2° (4236-83-93]; UGC Odéon, 6° (42-2510-30(: Pathé Manignan-Concorde, 8° (43-59-92-82); Saint-Lazars-Pasquier, 8° (43-87-35-43); UGC Biarritz, 8° (4582-20-40); Palhé Françare, 9° (47-7033-88); UGC Opéra, 9° (45-74-85-40);
Les Nation, 12° (43-43-04-67); UGC
Lyon Sesulle, 12° (43-43-01-58); Fauvette, 13° (47-07-55-88); Gsumont
Alésia, 14° (43-27-84-50); Miramar,
14° (43-20-89-521; Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06); 14 Juillel

nasse, 14 (43-20-12-06) : 14 Juille1 8eaugrenelle, 15 (45-75-79-79) : Gau-«La Salpétrière, l'hôpital du grand renlermement», 15 h. psvillon d'en-trée, 47, boulevard de l'Hôpital moni Convention, 15: (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17: (40-68-00-16) ; Pathé Chichy. 18 (45-22-46-01); Le Gambella, 20-146-36-10-96). «L'Hôtel-Dieu et la médecine autre-lois». 15 h. entréa Hôtel-Dieu, côté LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ

IJap , v.o.): Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49). NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*) (A., v o.) : Studro Galande, 5- (43-54-72-71) : Grand Pavois, 15- (45-54-

NIKITA (Fr.): Lee Montparnos, 14 (43-NUIT ET JOUR (Fr. 8el. Suis.) OU LE SOLEIL EST FROID (Rou., v.o.) : Latina, 4- |42-78-47-88].
POINT BREAK (\*) (A., v.o.): UGC
Triomphe, 8- (45-74-83-50).
PRETTY WOMAN |A., v.o.]: Cinoches,

8 (46-33-10-82).

8 (46-33-10-82).
PROSPERO'S BOOKS (8rit.-Hol., v.o.); Racine Odéon, 6 (43-28-19-88).
RAGE IN HARLEM (A., v.o.); Forum Orien1 Exprese, 1 (42-33-42-28); Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
RIFF RAFF (Brit., v.o.); Ciné 8eaubourg, 3 (42-71-52-36); Lee Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77); Les Trois Balzac, 6 (46-81-10-60); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).
ROSIN DES ROIS PRINCE DES Montparnos, 14\* (43-27-52-37), ROSIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.): Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26): Pathé Marignan-Concorde, 8\* (43-59-92-82): UGC Normandie, 8\* (45-83-16-16): v.i.: Rex, 2\* (42-36-83-93): Pathé Frençais, 9\* (47-70-33-88); Fauverte, 13\* (47-07-65-88); Les Montparnos, 14\* (43-27-62-37); Gaumont Convention, 15\* (46-28-42-27); Pathé Clichy, 18\* (45-22-48-01); Le Gambetta, 20\* (48-38-10-86).

SAILOR ET LULA (") (Brit., v.o.) : Ciné 8eaubourg, 3• (42-71-52-36); Studio Galande, 5• (43-54-72-71). SEXE, MENSONGES ET VIDEO (A. v.o.) : Ciné 8eaubourg, 3 (42-71-52-36) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-09).

LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*) (A. v.o.) : Cinochee, 6- (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). LA TENTATION DE VÉNUS (8rit. v.o.) : 14 Julliet Psmssse, 6- (43-28-58-00) ; UGC Triomphe, 8- (45-74-

93-50). :93-40); Pathé Wepler, 18- (45-22-

46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-10-86). THE INDIAN RUNNER (\*) (A., v.o.) Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); UGC Rotonde, 6: (45-74-94-94); UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50); v.f.: Hol-tywood Boulevard, 6: (47-70-10-41). THE VOYAGER (All.-Fr.-Gr., v.o.) Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); George V, 8' (45-62-41-46). TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38); Le Berry Zèbra, 11- (43-57-51-55).

LES TORTUES NINJA II (A., v.l.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8 (43-59-31-97); Saint-Lambert, 15 (45-32-TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94).

TROUBLES (A., v.o.): Cinoches, 6- (48-33-10-82); UGC Siarritz, 8- (45-82-20-40); v.f.: Hollywood Boulevard, 9-(47-70-10-41).

UN HOMME ET DEUX FEMMES (Fr.): Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33); Publicis Seint-Germain, 6- (42-22-72-80); Gaumont Ambassada, 8- (43-72-80); Gaumont Ambassaca, 8° (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14° (43-35-30-40); Geumont Alásia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° 148-28-42-27).

UNE ÉPOOUE FORMIDABLE... (Fr.): George V, 6- (46-52-41-45). URGA (Fr.-Sov., v.o.): Gaumont Les Halles, 1= [40-26-12-12]: Gaumont \*Halles, 1\* | 40-20-12-12| ; Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33) ; Pathé Haute-feuille, 6\* (46-33-78-38) ; Publicis Champs-Elysées, 6\* (47-20-78-23) ; 14 Juliet Bastille, 11\* | 43-57-90-81) ; UGC Gobelns, 13\* | 45-81-94-95) ; Les Mont-parros, 14\* (43-27-52-37) pamos, 14. (43-27-52-37).

parnos, 14- (43-27-52-37).

VAN GOGH (Fr.): Gaumom Les Halles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); 14- Juillet Odéon, 6- (43-25-69-83); Bretsgne, 6- (42-22-57-97); Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38); La Psgode, 7- (47-05-12-15); Gaumont Ambsssade, 8- (43-58-18-08); Gaumont Champe-Elysées, 8- (43-58-04-87); Pathé Français, 6- (47-70-33-88); 14- Juillet Basrille, 11- (43-57-90-81); Lae Natron, 12- (43-43-04-87); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); 14- Juillet Beaugrenelle, 16- (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepier II, 18- (45-22-47-94). 47-94).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.) : Forum Oriant Exprese, 1-(42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 8- (43-58-36-14) ; Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88) ; Psihé Montpemssse, 14• (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18• (45-22-47-84).

LE VOLEUR D'ENFANTS (Fr.-it,-Esp.) : Sepi Parnassiens, 14 (43-20-32-20), LE VOLEUR DE CHEVAUX (Chm., v.o.): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). VOYAGE SUR JUPITER (Csn.) : Cinaxe, 19 (42-09-34-00). Y A T IL UN FLIC POUR SAUVER LE PRESIDENT 7 (A. v.o.) : UGC Norman-die, 8 (45-63-18-16) : v.f. : UGC Mont-parnasse, 6 (45-74-94-94) : Paramount

LES SÉANCES SPÉCIALES A BOUT OF SOUFFLE (Fr.) : Les Trois

Opéra, 9- (47-42-56-31).

ABYSS (A., v.o.) : Grand Pavols, 15- (46-54-46-85) 17 h 30. AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 15 h 30. ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.f.): Républic Cinémas, 11• (48-05-51-33) 13 h 50.

AMADEUS (A., v.o.) : Lucemaire, 6-(45-44-57-34) 14 h. L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) d Pavois, 15. (45-54-48-85) 11 h 45. ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES

(A., v.o.) : Républic Cinémas, 11 (46-05-61-33) 21 h 40. ASTÉRIX LE GAULOIS (Fr.) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-61-65) 15 h. ATTACHE-MO! I (Esp., v.o.): Studio Galande, 5: (43-54-72-71) 18 h 20. BARRY LYNDON (Brit., v.o.): Studio des Ureulines, 5: (43-26-18-09) 15 h 30.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galanda, 5-(43-54-72-71) 18 h. LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio dee Ursulines, 6- (43-26-18-09) 22 h 30, CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 16- (45-32-81-68) 21 h. CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15. (45-32.

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5: (43-54-42-34) . LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logoe salle Louis-Jouvet, 6 (43-54-42-34) LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Ciné Beau bourg, 3° (42-71-52-36) 10 h 55.

DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr., v.o.) : Utopia, 5. (43-26-84-65) 12 h. EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 21 h. L'EXPÉRIENCE INTERDITE (°) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85)

FANTASIA (A.) : Denlert, 14 (43-21-41-01) 17 h. FASTER PUSSY CAT, KILL ( KILL I (\*\*) (A., v.o.) ; Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) 0 h 49,

FATAL GAMES (\*\*) (A., v.o.) : Grand Pavols, 15- (45-54-46-85) 13 h 45. FAUX-SEMBLANTS (\*) (Cen., v.o.) : Ciné 8eaubourg, 3• (42-71-52-36) 0 h 10.

LES FEEBLES (\*) (néo-zélandais, v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 12 h. LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) Utopia, 5 (43-26-84-65) 12 h. FIERRO ... L'ÉTÉ DES SECRETS (Can.) : Latina, 4. (42-78-47-86) 14 h, 15 h, 18 h.

HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bastille, 11-(43-07-48-60) 0 h. HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*\*\*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-7 1-52-36) 0 h 20. L'HOMME TRANQUILLE (A., v.o.) : Club Geumont (Publicis Matignon), 8-(43-58-31-97) 18 h 45, 22 h. HOT SPOT (\*) (A., v.o.) : Epée de Bois. 5- (43-37-57-47) 22 h 10. HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLEUR (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) 20 h. LENINGRAD COW-BOYS GO AME-RICA (Fin., v.o.) : Républic Cinémas, 11-(48-09-51-33) 12 h 10. LIFE IS SWEET (Brit., v.o.( : Reflet Logos II, 6- (43-54-42-34) 12 h 15. LUNE FROIDE (\*7) (Fr.) : Studio dee Ursulines, 5- (43-26-19-09) 18 h 30. MARY. POPPINS (A., v.f.): Saint-Lam bert, 15- (45-32-91-68) 16 h 45. MERCI LA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 10 h 40. METAL HURLANT (A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 0 h 30.

MORT A VENISE (II., v.o.): Escurial, 13- (47-07-28-04) 11 h 45,

MUSIC LOVERS (8rit., v.o.): Accatone, 5- (46-33-86-86) 11 h 50.

LE FLEUVE (Ind., v.o.) : Reflet Logos ). 5- (43-54-42-34) 12 h.

LA FLUTE A SIX SCHTROUMPFS (Bel.| : Seint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 13 h 30.

LE GRAND 8LEU (Fr.) : Grand Pavois, 16- (45-54-46-85) 17 h 15.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15. (45-32-81-88)

PASSION (Fr.) : Républic Cinémas, 11-(48-05-51-33) 20 h, QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5. (43-26-19-09) 20 h.10. ROLLING STONES (A.): La Géode, 19-(40-05-80-00) 22 h. . . SA MAJESTE DES MOUCHES (Brit. v.o.) : Studio des Ursulines, 5. (43-28-19-09) 13 h 45. SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (\*\*) (It., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3\* (42-71-52-36) O h 10. THE ROCKY HORROR PICTURE

SHOW (\*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71) 22 h 30. TINTIN ET LE LAC AUX REOUINS (Fr.-Bel.) : Salni-Lambert, 15. (46-32-91-68) 13 h 30,

91-68) 13 n 30. TOTAL RECALL (\*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 22 h 15. LE VOLEUR OE SAVONNETTES (k., v.o.) : Ciné Beeubourg, 3- (42-71-52-36) 10 h 45. ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) 17 h.

THÉATRES

#### SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre paremhèses.) CANDIDE, Tourtour (48-87-82-48)

LE HAUT-DE-FORME, SIK-SIK. Théâtre de la Vijle (42-74-22-77) (dim. solr, lun.) 20 h 30 ; dim. PAYSAGE. Hopital éphémère (46-27-82-82) 21 h (6). SON EXCELLENCE... LE MAJOR-DOME, La Grenier (43-80-68-01) (dim., hun., mar.) 22 h (6).

LES AVENTURES DE DON QUI-CHOTTE, Centre Mandapa (45-89-01-60) Jeudi, vend., sam., à 20 h 45 ; dim., à 17 h 30 (7). 8ETE DE STYLE. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (saile Jean-Marie Serreau (42-43-00-69) (lun.) 20 h : dim. 17 h (7).. LA CHEVAUCHÉE SUR LE LAC DE

CONSTANCE. Dix-Huit Théêtre (42-26-47-47( (lun.) 20 h 30 ; dim. LA FAUSSE SUIVANTE. Musée Cognacq-Jsy (40-27-07-21) (kun., mar.) 20 h 30 ; mer., sam., dim. à 15 h 30 (7).

15 h 30 (7).
L'APOCALYPBE, VERSION PAU-YRE. Le Funambule. Théâtre-Restau-rant (42-23-88-83) (sam., lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (8).
ARLEQUIN ET COLOMBINE AU CARNAVAL DE VENISE. Comédie itslienne (43-21-22-22) (dim. solr, iun.) 20 h; dim. 14 h (8).

CŒUR ARDENT, Créteil. Maison des arts (49-80-18-88) 20 h 30 (8) L'ÉPOUSE PRUDENTE, Comédie italienne (43-21-22-22) (dim. soir, lun.) 21 h 15 ; dim. 15 h 30 (8). LÉONCE ET LENA. Sartrouville Théâtre (39-14-23-77). Du 8 au 14, à L'OFFRANDE. Théêtre de Ménil-

...

40

montant (40-09-88-75) (dim. soir, lun.) 20 h; dim. 18 h (7). TIMON D'ATHÈNES. Athénée-Louis-Jouvet Sale Louis-Jouvet (47-42-67-27) (lun.) 20 h 30; mar. 18 h; dim. 16 h (8). LES RICHESSES NATURELLES. Espece Acteur (42-62-35-00) (lun.) 20 h 30 ; dim. 18 h (8). THE HOUND OF THE BASKER-VILLES. Théâtre de la Mein-d'Or 8elle-de-Mel (48-05-67-88) lun, 14 h 30 et 20 h 30 (11).

:..

•

CENT MILLIONS QU! TOMBENT, Gennevilliers. Théâtre (47-93-28-30) (dim. soir, lun.) dim... 17 h (12)... FERDYDURKE. Certoucherie. Atelier du Chaudron (43-28-97-04) (dim. soir, lun., mar.) 20 h 30; dim, 15 h (12). JE NE ME BOUVIENS PLUS DE

RIEN, CLARA.: Tourtour (48 87-82-48( (dim. soir, km.) 20 h 30 ; dim. 17 h (12). LE MOINE APOSTAT. La Vieille Grille (47-07-22-11) (dim., lun.) 20 h 30 (12).

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Le Grand Ecart : 18 h. Les Calerds : 20 h 30, dim. (demière) 18 h. Une lée sort du logis : 22 h.
AMANDIERS DE PARIS (43-68-42-17). L'Eveil du printemps : 20 h 30, dkm. 16 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Putzi : 20 h 45, dim. 15 h et ARCANE (43-38-19-70). La Valse avant la nuit : 20 h 30, dim. 17 h. ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-08-36-02). Revue : 18 h et 20 h 30, dim. (dernière) 16 h.

ATELIER (48-06-48-24). L'Antichambre : 21 h, dim. 15 h 30, ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Selle Louis Jouvet. Timon d'Athènes : 20 h 30, dim. 18 h. BASTILLE (43-57-42-14). Léo Ketz et ses uvres : 18 h 30, dim., lun. 17 h. BATEAU-THEATRE (face au 3, qoet Malaquals) (40-51-84-53). Le Banc : 18 h. Exercices de style : 20 h 30, dim. 15 h 30

BEAUNORD-CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-28-16). Credo: 21 h, dam. 17 h BOBINO (43-27-75-75). Cmémaniac, one-man-show d'une tête à claps : 19 h 30 BOUFFES PARISIENS (42-98-80-24)

Omific: 17 h 30 et 21 h. dim. 15 h 30.
80UFFONS THEATRE OU XIX: (42-38-35-53). Mademe Azerty, c'est vous I: 20 h 30. 38-35-53). Mademe Azerty, c'est vous I : 20 h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). The

à la menthe ou T'es citron : 20 h 15. Les Couloirs de la honte : 22 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Selle I. L'An-nonce faite à Merie : 20 h 30, dim. (der nière) 18 h. nière) 18 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Iphigénie à Aulis : 15 h 30 et 18 h 30, mer., jeu. 19 h 30. Agemennon: 18 h 30, dim. (+ les Choéphores) 13 h. Oim. Les Choéphores : 13 h. pnores: 13 h. CASINO DE PARIS (48-95-99-88). Peter Pan.: 17 h et 20 h 30, mer. 15 h 15, dim. 14 h 16. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Y a-t-il un communiete dans le salle ? ; 21 h, dim. 15 h 30. Seley 7: 21 n, oam. 16 n 30. CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-38-38). Jean-Luc Bideau - 20 h 30. CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Lee Aventures de Don Oulchotte : 20 h 45, dim. 17 h 30. CINO DIAMANTS (45-80-51-31). Deux eur le belançoire ; 20 h 30, dim. 17 h 30. COLLÈGE NÉERLANOAIS (40-78-50-00). L'Amour et Nuit de noces : 20 h 30, dim. 18 h. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire e Folies : 21 h. COMÉDIE OES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). La Nult de Valignes : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22).



## **Décentraliser** ou affaiblir l'Etat?

157

1 V. V. V.

P .

 $(x,y) \in \mathbb{R}^{n}$ 

THE PARTY OF

Andrew ...

10 10 10 mm

The same

Mark and the second

\*\*\*

A STATE OF THE STA

\*\*

Charles Same

\$5\_ -E

W. Chim and

强 一 .

STATE STATE OF A P.

Sec. 1 .

Agran - Trans

. 4 7 4.

4-

With the state of

the labor ...

a " Year's .

Same of

Service A

all subjects

1

PORK H

1 1 1 m

1

...

AND IN THE

Section of the second

La décision prise per Mr Edith Cresson d'envoyer de grands organismes publics en banileue at en province est peut-être animés des meillaures intentions. Elle risque pourtant d'affaiblir l'Etat, son image et son fonctionnement. Un véritable problème qu'on aurait tort de

sous-estimer. Décentraliser le Centre d'études du machinisme agricole, du génie rural et des forêts (CEMAGREF) ou la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) na troublera pas le fonctionnement de l'Etat. Le transfert en Seine-Saint-Denis du Commissariat du Plan, celui-

de l'Ecola nationale d'administration à Strasbourg sont en revanche pleins de . risques. Si le Commissariat du Plan, dont la tâcha est théoriquement de fournir au gouvernement une vision longue at approfondie des problèmes... si ce Commissariat ne sert plus à

rien, mieux vaut le supprimer. Mais, si cet organa sur lequel s'appuyèrent avec profit jusqu'au début des années 70 tous les gouvernements de l'après-guerre pour reconstruire le pays et le moderniser, si cet organe est encore utile, sa place désignée n'est pas en Seine-Saint-Denis, ni même peut-êtra à l'Hôtel Martignac où il se trouve actuellement, mais bien à l'Hôtel Matignon, tant l'exercice au

gouvernemental s besoin de se fonder aussi sur des préoccupations longues, amples, durables. Qua d'arreurs auraient pu être évitées en matièra d'éducation nationale, de formation professionnelle, degestion de la Sécurité sociale ... si les gouvernements depuis auinze ou vingt ans a étaient décidéa sur des critères autres que politiques ou budgétaires. C'est-à-dire de court terme. Quant à l'Ecole

quotidien du pouvoir -

nationale d'administration, dont la rôle est de fournir à l'administration centrale ses cadres supérieurs et aux grands corps de l'Etat ses bataillons, le déplacement à Strasbourg fait figure de contre-sens grave : l'essence même de l'ENA est celle du pouvoir central, qui sièga à Paris. Doubler les stages en entreprises des élèves de l'ENA, multiplier leurs déplacements à l'étranger amélioreraient sans douta l'efficacité de la granda école. Mais pas la décentraliser.

On peut d'ailleurs imaginer ce qui remplacerait, rue de Martignac at rue de l'Université, les deux organismes d'Etat : des sièges de grandes sociétés et des logements de luxe hors de prix. L'Etat chassé du centre de Paris par le grand capitalisme privé - français ou étranger - et la ... bourgeoisie fortunés...

ce qui serait d'une certains façon

ALAIN VERNHOLES

## Les aéroports parisiens paralysés Deux cent mille passagers ont étá bloqués vendredi 8 novem-

ques provoquées à l'occasion de la grave des électroniciens de l'aviation civile. L'ordre de grève lancé du jeudi 7 novembre au soir jusqu'au mercredi 13 novembre au matin par la CGT et le SAPAC (autonome) pour obtenir la création de 120 emplois budgétaires et, surtout, la fameuse parité (500 francs) avec les « aiguilleurs du ciel » tant

jalousés n'aurait pas du avoir d'ef-

fet particulier sur le trafic assez

chargé d'un week-end incluant le

« pont » du 11 oovembre. Et

encore moins d'effet médiatique.

bre dans les aéroports parisiens.

pour cause de pannes informati-

vendredi 8 novembre au matio, ont constaté avec étonoement qu'un nombre élevé de pannes « inhabituelles », les empêchaien! de traiter les 4 000 décollages, atterrissages et survois prévus en région parisienne. Ici, les écrans tactiles qui permettent de dialoguer avec le calculateur pour établir le plan de vol d'un avion ne fonctionnaient pas. Là, c'étaient les fréquences radio ou les imprimantes des fiebes portant les caractéristiques des vols qui étaient hors d'usage. A un autre poste de contrôleur, l'écran radar refusait de montrer le moindre

Les contrôleurs des centres Mons et l'aéroport de Roissy-Char-Brest, qui ont pris leur service, le couronner le tout, la communication des plans de vol n'était plus possible oar calculateur, mais devait empranter la voie télépho-

#### Des plans de voi artisanaux

Le sabotage n'était pas matériel. mais logiciel : une équipe. que l'enquête demandée par M. Paul Ouilès, ministre de l'équipement, aura beaucoup de mal à identifier. n'a pas hésité à modifier les programmes informatiques pour provoquer ces pannes... impossibles à réparer, les électronieiens compétents étant en grève. Un avion ne décolle qu'avec le seu vert du

contrôle aérien et celui-ci ne peut d'Athis-Mons (Essonne) et de les de Gaulle étail mueue. Pour intervenir qu'après saisie sur le calculateur du plan de vol de l'appareil, qui comporte les horaires, la destination, l'altitude, la vilesse prèvus, etc., afin que toutes les conditioos soient réunies pour empecher une collisioo. Les pannes ont door contraint les services de la navigation aérienne à établir ces plans de façon artisanale et à les communiquer par voie téléphonique. Autant de causes de retard qui ont réduit de trente à six le nombre des décollages sur les aéroports parisiens où l'on ne s'attendait pas à ce coup de frein brutal. La pagaille a été totale à Orly comme à Roissy, où les parkings étaient embouteillés par les appareils arrivés et ne pou-

vant redécoller comme prévu.

Le retour à la normale devrait se confirmer tout au long de la journée du samedi 9 novembre, les cadres de la navigation aérienne étant intervenus pour réparer les équipements défectueux. Les compagnies ont décidé de maintenir leurs programmes habituels, msis, certains avions ayanı subi des annulations ou des retards importants, des vols pourraient être décalés d'une heure, au lieu de quaire heures, la veille.

► Pour tout renseignement sur les vols programmés, taper sur Minitel 36-15 code HORAV ou téléchoner : pour Air France, (1) 43-20-15-55 [errivées], (1) 43-20-11-55; pour Air Inter, [1] 45-39-25-25; pour TAT. [1] 42-79-05-05.

## Le sabotage comme mode d'action

écho. Plus grave, la liaison télé-

phonique entre le centre d'Athis-

par Alain Faujas

mattalant an grève, personna ne s'an apareavait. Dapuis pluaiaura snnéss, malgré des salairas da 23 000 francs en milieu de carrière, exaspérés per la notoriété de leurs collègues contrôleurs de la navigation aérienne qui ont obtenu d'être classés en catégorie A de la fonction publique, ils demandaient à êtra alignés sur eux et leurs organisations syndicalas avaiant lancé da nombreux mats d'ordre de grève fort suivis, Matheureusement, leur capecité de nuire et de prendre en otage les passagers est fort limitée ; les

USOU'à présent, lorsque les électroniciens interviennent seulement troniciens de l'avistion civile se pour réparer les équipements électroet, comme ces matériels sont plutôt fiables et qu'ils sont redondants, les effets de leurs grèves sur le trafic aérien étzient plutôt insignifients et les compagnies ne prenaient même pas la peine d'informer leur clientèle des risques de perturbetions dans leurs programmes.

L'emploi du saboraga - evéré pour la pramièra fois - comma mode d'action prouve qu'il y a quelque chose de pathologique dans les relations sociales au sein des ser-

vices de la navigation aérienne. Le centre d'Athis-Mons - qui est le seul niques nécessaires aux contrôleurs centre à majorité cégétiste de France - est agité, depuis des mois, par das mouvements irrasponsables dont la direction de l'aviation civile ne semble avoir mesuré ni le côté affectif ni l'ampleur. Ces facteurs de trouble sont pourtant redoutables dans un monde où les catégories sociales et les groupes de pression cherchent à attirer l'attention das médias par n'importe quelle action spectaculaire, même répréhansibla. Daux cent mille pessagers l'ont expérimenté, le 8 novembre, à leur

Alors que le conflit a pris fin à Cléon

## Renault veut rattraper le retard pris dans la production

sité, vendredi 8 novembre, à l'usine Renault de Cléon, paralysée par un conflit depuis le 17 octobre. Tandis que les délégués syndicaux s'efforçaient de calmer les rancœurs des grévistes, la direction du groupe annonçait la révision du calendrier de travail des usines Renault en France, en Belgique, en Espagne et au Portugal afin de rattraper le retard accumulé dans la production. L'usine de Douai, responsable de la fabrication des R19

en chômage technique depuis le 24 octobre, devrait, pour sa part, redémarrer le 12 novembre.

En revanche, su Mans, où 50 % du personnei était toujoors en grève vendredi, les négociations entre patronat et syndicats ont été suspendues, en fin de journée, sans résultat. Une oouvelle séance de discussions était programmée pour samedi après-midi. M. Raymond Lévy, PDG du

groupe Renault, a recu individuel-

les responsables des fédérations de la métallurgie de la CFDT, de Force ouvrière et de la CFE-CGC. An cours de ces entretiens, les délégués syndicaux CFDT et FO ont demandé l'ouverture d'ici à la fin de l'année d'une oégociation sur les déroulements de carrière, la formation et les classifications. e Doc discussions devraient s'ouvrir bientôt pour définir un calendrier ». a précisé le responsable CFDT.

Afin d'améliorer sa gestion

## EDF-GDF propose un règlement téléphonique des factures

Submergé chaque année par une

trentaine de millions de chèques envoyés par les usagers en règlement de leurs factures de gaz et d'électricité, EDF-GDF a décidé de tester, à partir du 12 oovembre dans quatre arrondissements parisiens, un nouveau mode de paiement, par téléphone. Le clieot, qui disposera d'un code persoocei confidentiel, dialoguera avec le servent vocal de l'entreprise et donnera – grâce à son téléphone (à touches) – le feu vert à sou règlement... à l'intérieur du délai de paiement imparti d'une quinzaine de jours, bien sûr.

Depnis plusienrs mois, EDF-GDF tente d'alléger la gestion des reglements. Cet objectif l'a conduit, en mai 1990, à annoocer que les agents passeraient tous les six mois et non plus tous les quatre mois pour relever les comp-teurs chez les particuliers afio, éerivait alors l'établissement. « d'améliorer la gestion de notre clientèle». Les usagers dont les factures sont élevées voient leur règlement «saucissonné» tous les deux mois. Dans le courrier qu'il leur adresse pour les informer de cette décision, qu'il justifie par un souci de bonne gestion de sa tréso-rerie, EDF-GDF ne leur donne pas la possibilité de s'opposer à cette formule, sauf à opter pour le prélèvement automatique (mensuel, dans ce cas).

plesse pour les relevés, petits eadeaux (le Monde du 19 mai 1990), l'établissement public ne recourt pourtant pas à la formule proposée par une mutuelle de la place à ses adbérents (2 % de réduction sur la facture). Si la moitié des clients d'EDF-GDF se sont laissé séduire par la formule du prélèvement, 30 % des usagers regient encore par chèque (le reste le faisant en liquide ou par virement): sur 110 millions de factures annuelles, cela fait beaucoup.

IEN BREF

to Hoesch va engager des discussions avec Kropp. - Le sidérurgiste allemand Hoesch va finalement engager des discussions avec son compatriote et rival Krupp, faute d'échappatoire possible. A la faveur de ramassages en Bourse menés depuis octobre deroier. Krupp détient en effet 24,9 % de Hoesch et pent compter sur les 30,4 % acquis de la même manière par un pool de banques amies, soit, su total, un confrôle de 55.4 %. Confirmant la position de force de Krupp. Hoeseb a annoncé, vendredi 8 novembre. que les deux groupes allaient entamer «sur un pied d'égalité» des oégociations sur une coopération et présenter ensemble d'ici à sevrier prochain un plan dans ce sens. Hoesch, qui craint pour son indépendance, précise toutefois que le projet de fusion élaboré par Krupp ne constitue qu'une des bases de discussions envisageables.

U VEV: 114 emplois supprimés chez Intexal (mailles et pret-à-porter). - Les restructurations se suc-Barberis, appuyé par un pool de banques. Après La Lainière de Roubaix, Boussae SNC et Customagic, e'est 20 tour d'une autre filiale du groupe, la société Intexal spécialisée dans les vêtements de maille et de prêt-à-porter (avec, entre autres, la marque Rodier) de faire l'objet d'un plan de réorganisation comportant des réductions d'effectifs. Cent quatorze suppressioos de postes, qui se feront a pour l'essentiel sous forme de licenciements », ont ainsi été annoncées par la direction, vendredi 8 novembre.

interventionniste de l'Etat.

festée au gre des interventions des chefs d'entreprises, n'a pas man-que d'être soulignée par le ministre chargé du commerce ci de l'in-dustrie, M. Peter Lilley, qui a tente sans succès de convaincre qu'il était « les oreilles du gouver-nement écoutant l'industrie et la voix de l'industrie au sein du gou-

Le patronat britannique rêve aux modèles allemand et japonais

Se plaignant de ne pas être soutenu par le gouvernement

Le congrès de la CBI (Confederation of British Industry) s'est achevé, an début da semaine, à Baurnemauth. Les patrons britanniques ont manifesté una certaine rancœur visà-vis de ce qu'ils estiment être un manque de soutien de la part du gouvernement pour promouvoir leurs intérêts à l'étranger.

LONDRES

de notre correspondant

Il est improbable que les relations entre le Parti conservateur et le gouvernement, d'une part, et, d'autre part, les patrons britanniques évoluent de façon conflic-tuelle. Idéologiquement et politiquement, il y a entre eux une convergence d'intérêts, d'autant plus grande que l'on approche des élections générales, prévues au

Pour la première fois depuis que e parti tory est revenu au pouvoir, le patronat a cependant profité de sa conférence aonuelle de Bournemouth pour maoifester à quel point il a le sentiment d'être mal et peu épaulé par les pouvoirs publics, tout on reconnaissant que le gouvernement de M. John Major lui accorde bien plus de considération que ceux de son pré-décesseur, M= Margaret Thatcher.

Cc « spleen » se manifeste de façon frès comradictoire, puisque les patrons britanniques demandent davantage de soutien - quitte à aller jusqu'à souhaiter une politi-que plus protectionniste - tout en rejetant à grands eris lout rôle

Cette ambiguité, qui s'est manivernement et à Britselles ».

M. John Banham, directeur-général de la CBI. avait souligne à quel point le patronas a besoin d'un gouvernement « qui est davantage imèresse à promouvoir l'entreprise qu'à la réguler ». Le rôle du ministère du commerce et de l'industrie, selon Sir Roland Smith, ancien président de British Aerospace, devrait être de « promonvoir la compétitivité et les interets commerciaux des entreprises au niveau international ». notamment vis-à-vis des marches européens puisque ceux-ci, depuis 1988, représentent la moitié du commerce de la Grande-Bretagne.

Raison de plus, estime la CBI, nour oue le gouvernement aide les entreprises nationales - comme le font les gouvernements allemand et japonais - afin de permettre à celles-ci de lutter à armes égales. a l'industrie britannique, a ajouté Sir Roland, eveut profiter de la memo stabilité économique que celle dont l'industric allemande a bénéficié au cours des vingt der-nières années. M. Lilley a cepen-dant rejeté sans beaucoup de menagement la principale revendication du patronat, c'est-à-dire la seission de son ministère en deux entités distinctes : un département chargé de promouvoir les intérets des entreprises, tant dans les spheres gouvernementales ou'auprès de la Commission curoprenne, el un departement du commerce dont le rôle serait de réguler l'activité de l'industrie.

#### Libéralisme et subventions

Mis en cause pour s'être servi de façon partisane d'un récent rapport de la CBI sur la reprise économique (le patronat est nettement moins optimiste que ne l'est e chancelier de l'Echiquier) gouvernement a, d'autre part, élé critiqué à propos des dépenses publiques de l'Elat. Ce « credo libéral» est largement majoritaire au sein du patronal, ee qui signifie que la CBI ne voit pas d'un bon œil l'éventuel retour au pouvoir du Parti travailliste. Certains patrons. bien qu'hostiles aux conséquences de l' « Europe sociale » pronée par le Labour, envisagent cependant sans trop d'appréhension une moindre compétition industrielle au profit d'une politique de sub-

Cette frilosité du patronai souligne une autre contradiction, puisque la logique de l'entrée de la livre sterling, il y a un an, dans le système monétaire européen signi-fie l'acceptation des règles de la compétition curopéenne et donc l'obligation pour l'industrie britannique de devenir plus performante. Alors que la récession pré-lève son du d'environ neuf cent trente faillites par semaine, cette nècessité est évidemment plus dif-ficile à accepter.

LAURENT ZECCHINI

#### Iolassablemeot, l'établissemeot - (Publicité) cèdent chez VEV, le numéro trois public tente de pousser le consom-RECTIFICATIF A L'AVIS DE CONSULTATION nº 91/73 mateur à opter pour le prélève-meot. Courriers multiples, soudu textile français dirigé depuis juillet dernier par M. Pierre VILLE DE MARSEILLE

**OPÉRATION DES CATALANS** CONSULTATION DE PROMOTEURS-INVESTISSEURS La Ville de Marseille fait connaître aux candidats intéressés par

la consultation de promoteurs-investisseurs citée en titre qu'un report exceptionnel de délai a été autorisé pour la remise des

Elles seroot à déposer, pendant les heures ouvrables, jusqu'au 25 NOVEMBRE 1991 - 16 heures - terme de rigueur auprès de la MISSION D'AMÉNAGEMENT URBAIN

VILLA VALMER - 271, corniche KENNEDY 13007 MARSEILLE Secrétariat de M. PONCET (2º étage)

Tél.: 91-55-31-62 Par contre, la date limite de réception des offres et les modalités d'envoi ou de remise prévues dans l'AVIS nº 91/73 demeurent

Date d'envoi de l'AVIS RECTIFICATIF à la publication : 6 NOVEMBRE 1991.

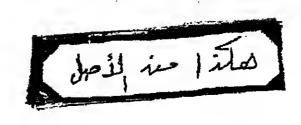
## Réactions hostiles aux transferts d'établissements publics en province

vendredi 8 novembre) a soulevé des protestations, d'abord celles de syn-dicats du personnel des établisse-ments concernés. Ceux de la SEITA (tabacs et allumettes) - qui devraient déménager à Angonlème - ont dénoncé une « décision autoritaire prise sans concertation s. La SETTA o'étant pas une administra-tion, toute décision devrait être sou-mise au conseil d'administration et au comité d'entreprise. Le personnel de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) fait valoir que «75 % des utilisateurs des services de l'INPI sont à Paris». L'Union des syndicats CGT de l'équipement estime que le transfert de certaines sur les qualifications (CEREQ).

La décision du gouvernement de transférer en province plusieurs éta-blissements publics (le Monde du président de l'Association des anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA) sur le transd'administration (ENA) sur le trans-fert de l'école à Strasbourg, prévu dès février prochain, selon les indi-cations qui lui ont été données par le premier ministre : sans se pro-noncer sur le fond, il souligne que « le problème principal, c'est que l'on sépare les élèves des administrations controlles par et pour bennelles ils centrales par et pour lesquelles ils sont formés».

En revanche, le président de la Chambre de commerce et d'indus-trie du Nord-Pas-de-Calais se féti-cite évidemment de la venue de TINPI et des Voies navigables de France et a évoqué aussi l'implanet de l'environnement juge «imac ceptable» le plan concernant ces services et la CGT du Centre autio-nal d'études des télécommunications

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67



#### **PARIS**

# Un point, c'est tout!

«L'attente a laissé la place à la lassiendradi B novembre un opéreteur désapas la sensible reprise de cette

fin de semaine qui l'aurah fait changer d'avis. Si Wall Street eveil, au cours de la semaine ssée, joué un rôle moteur dane la prograssion des places euro-péennes, la déprime affichée par la Bourse eméricaine au cours des cinq séances qui viennent de s'écouler aura pesé sur les places du Vieux Continent.

D'entrée de jeu, le ton étan donné. Lundi, après un week-end chômé de trois jours, à l'issue d'une séance sans entrein, les lleurs françaises ebandonnaient 0,89 %. Mardi, en toute logique, elles se reprenaient un peu, sans excès toutefois (+ 0,29 %). Mercredi, dans le sillage de New-York, qui balssan pour la troi-sième séence consécutive, l'indice CAC 40 revirait au rouge (- 0,59 %). En revanche, jeudi et vendredi permirent à l'indicateur de la place de reprendra un peu de heuteur - avec respectivement 0,14 % et 1,03 % - et d'afficher, au final, un score hebdomadaire conforme à la tendance générale, l'indice CAC ne gagnant qu'un point à 1857,55,

son une hausse de 0,05%. Mais quelle tendance ? Ou ebsence de tendence plutôt. Les Investisseurs, après avoir été las d'attendre, qui un signe de reprise, qui une détente des taux, sont devenus las, tout simplement. Tout y est passé cette semaine pour justifier le manque cruel d'activité : attentisme,

8-11-91

612 665 979

098

2675

Banques, assurances, sociétés d'investissement

155,50 -t 372 + 4 268 -192 +

8-11-91

Diff.

0.70

Alimentation

Casino, G., Per... Guyenne-Gase, ... LVMH.....

Olipar,.... Pernod-Ricard ....

source Perrier..

Saint-Louis

d'orientetion, immobilisme, morosité et la liste est encore

Concràtement que a'est-il passé? Les eignea de reprise aux Etats-Unis tardem à franchir l'Atlamique. Malgré une baisse des teux d'intérêt erdemment souhaitée par le président Bush, il aure fellu ettendre mercredi pour que le Réserve fédérale abaisse son taux d'escompte et stoppe einal le recul de la Bourse new-yorkeise. Le léger mieux affiché à New-York, dèa le milieu de le semaine, redynamisa dane une certeine mesura les places européennes en général et Parls en perticulier. En revanche, la baisse des taux eut pour effet de nuire au dollar sur l'ensembla des marchéa et par consequent de renforcer le merk, ce qui fragilise... le franc et dif-fère forcément le geste qu'aurait pu faire la Banque de France en matière de loyer de l'argent.

Si le présent a laissé les investisseurs sur leur feim, en revanche, leur avenir les préoccupe de plus en plus. Le dinerdébet, jeudi 7 novembre, de l'AFEO (Association frençaise des Equity Dealers), branche frençaise de l'IEDA (International Equity Dealers Association), qui regroupe 140 négocieteurs-vendeurs intervenant sur le marché des actions françaises à Paris, e permis à ceux-ci, tout au moins à une partie d'entre eux, de s'interroger sur l'opportunité d'utiliser le système britennique SEAQ International (Securities Exchange Automatieed Quotation Systems), concurrent du système CAC (Cotetion assistée en continu) pour certaines veleurs françaises, permettant, entre

<u>Bātiment, travaux publics</u>

Auxil, d'entr.

J. Lefebyre\_

SGE-SO.

Synthelabo .

Bouygues...... Ciments français ..

GTM ...... Immob. Phénix ...

Lafarge-Copped\_\_\_

Prodnits chimiques

8-11-91 Diff.

19.11-8

1 845 952

813 973 803

Diff.

+ 17

eutres, de traner discrètement, grâce à l'opecité offerte per SEAQ, les blocs d'ections.

Cette interrogation intervient à un moment où le commission Bacot, mendatée par le conseil des Boursas de valeurs, don rendra son rapport sur le marché des blocs de titres à Paris. Un reaponsable de le Société des Boursea françaisas, interrogé par Reuter, précisait d'ailleurs que le choix des grends intervenants français représentés au sein de le commission Bacot (AXA, GAN, Société générale, Cholet-Dupont, Caisee des dépôts, Becot-Werburg, entre eutres) semblait s'orienter vers un système français de négociation de blocs de titres misux adepté que SEAO International, Qui l'emportera du gain de transparence du syatème français face à l'opaché du système britannique?

#### Total en vedette

Du côté des valeurs, la semaine aura été ponctuée, comme à l'accoutumée, de rumeurs plus ou moins fondées qui auront permis à certains titres d'émerger momentanément de la masse. Ce fut, per exemple, mercredi, le cas du Printemps, où l'errivée devant les feux de la scène d'un nouveau postulant à la reprise du groupe de distribution - M. Jean-Charles Naouri et son groupe Euris en l'occurrence - permit au titre de s'inscrire en tête des plus fortes hausses de la séance. Après la distribution, l'agroalimentaire. Jeudi, Rémy et Associés et Pavis (Prestige essocié das vins et spiritueux) - dont les conseils d'ad-

ministration viennent d'approuver

la fusion des deux entités dans

un nouvei ensemble qui s'appel-

lera Rémy Cointreau - chutan de

15.56 % (le mouvement devait

d'adleura se poursuivre le lende

main avec un nouveau recul de

7,9 %). De source boursière, on

expliqueit que les intervenants

avaient été surpris par cetta

fusion dont les modelités exectes

n'ont toujours pas été précisées.

Il semblerait que la parné retenue

(un titre Rémy et Associés pour

un Rémy Cointreau, un titre Pavis

pour un Rémy Cointreau) favorise

particuliàrament les ectionnaires

mejoriteires eu détriment des

minoritaires. Outre ce traitement

de faveur, les analystes estiment

que le résultat par ection du nou-

vel ensemble devrait être forte-

ment revu à la baisse, si on le

compere à celui da Rémy et

Associés, d'où ces dégagements

Le dernière séenca de le

semaine couronna Totel. Dee

rumeurs selon lesquelles le

champ pétrolifèra découvert en

Colombie (le Monde du 5 octo-

bre), dans lequel le groupe fran-çais possède des intérâts à hau-

teur de 40 %, aurait une capacité

largement supériaure à ce qui

était initialement prévu, ont dyna-

misé le titre d'une facon sensible.

Au terme des échanges, l'ection

e gagná S,1 % pour un volume

non négligeable de 773 000

titres représentant pratiquement

la tiers des transactions effec-

tuées au cours de le séance. Der-

nière Information: Total rempla-

cera Arjomari, dans le calcul de l'indice CAC 40 à deter du

2 décembre prochain. Et cela, ce

FRANÇOIS BOSTNAVARON

## Déception

Le petit air guilleret qu'afficheit Wall Strect, la semeioe précédente, a laissé place à le déception. Les adjudica-tions trimestrielles du Trésor eméri-

**NEW-YORK** 

cain, l'assouplisse-ment attendo de la politique de crédit de la Réserve fédérale et les incertitudes sur l'état de santé de l'économie ont déprimé la teodance tout an long de la semaine qui vient de s'écouler. Ainsi, d'uo vendredi à l'autre, l'indice Dov Jones des valeurs vedettes a cédé 10,74 points à 3 045,61, soit un recul de 0,35 %.

Le programme de refinancemen trimestriel du gouvernement amé-ricain, qui a forcé le marché à observer uoe certaine réserve de mardi è jeudi, a produit des résultats mitigés, les adjudications des bons à trois ans recevant un mauvais accueil tandis que celles des bons à 30 ans oot été caractérisées par une participation très satisfai-

La baisse, décidée par la Réserve fédérale (Fed) mercredi 6 novembre, d'un demi-point du taux d'escompte, le ramenant ainsi à 4,5 %, suivie immédietement par celle du prime rate à 7,5 % contre 8 %, o'a pas provoqué de réaction particulière à Wall Street. Cet assouplissement, largement anticipé, a toutefois permis de mettre vo terme eu recul que

connaissait la place depuis trois séances. La grande question mainteoant reste de savoir si cette baisse des taux va être suffisante pour relancer la machine économique américaine, ce dont de combreux analystes doutent : « Tant que le public est convaincu que nous ne sommes pas sortis de la récession, je ne pense pas que la baisse des taux va avoir beaucoup d'influence dons l'immédiat », a souligné M. Ezekiel Ketchum, président de

la Meridian Bank de Pennsylvanie. Indice Dow Jones du 8 octobre : 3 045,61 (c. 3056,35). Cours 62 7/8 38 1/8 48 7/8 18 3/8 49 5/8 18 7/8 Chase Man. Bank Du Pont de Nemoors . Eastman Kodak ..... 46 1/2 44 7/8 60 1/2 47 3/4 44 7/8 60 1/8 26 1/8 68 3/4 General Electric 34 1/2 49 5/8 98 1/4 56 3/8 70 1/2 eral Motors... 69 69 1/4 71 5/8 68 5/8

65 1/8

65 1/8 64 1/8 129 1/4 126 19 3/4 20 48 3/4 50 .17 3/8 17 1/4 63 7/8 64 5/8

#### TOKYO

## Baisse dans le vide

UAL Corp. (ex-Allegi Union Carbide.....

United Tech.

baisse sensible une

semaine léthargitre jours pour cause de fete nationale. D'un vendredi sur l'autre, l'indice Nikkci a ainsi abandoooé 557,75 points à 24 486,49, soit un recul pour la semaine de 2,2 %. Beaucoup d'investisseurs sont restés en retrait du marché, adoptant une

position attentiste. Du coup, le volume quotidien des transactions a chuté pour s'établir en moyenne à 238,8 millions de titres échanges contre 315,4 millions de titres au cuurs de la semaine précédente. Après avoir fêté la culture, le Kabato-cho a rouvert ses portes mardi 5 novembre. Faux départ. A l'issue de la séance, l'indicateur de

la place nipponne ebandonnait 0.37 %. Le marché a continué à ceder du terrain mercredi et jeudi, principalement à cause de ventes ile titres liées à l'indice. Mercredi, le Nikkei perdait 0,8 % et jeudi .23 %. Le marché tentait toutel'ois de se ressaisir vendredi.

La Bourse de gagnant 200 points dès les pre-Tokyo a terminé en miers échanges, mais il succombail sous les coups des prises de bénéfice. Le Nikkei réussissait toutefois à terminer le journee a migime de 0.16 %.

Selon les observaleurs, la Bourse restera ainsi en sommeil jusqu'au jour où la Banque du Japon baissera officiellement son laux d'escompte. La décision devrait vraisemblablement intervenir vendredi 15 novembre, après le retour du gouverneur de la Banque centrale, M. Yasushi Mieno, de la réunion mensuelle de la Banque des règlenients internationaux à Bâle. Indices du 8 novembre : Nikkei,

24 486,49 (c.25 044,24); Topix, 1 846,81 (c.1 881,76).

	Cours In nov.	Cours 8 nov.			
Akai	L 650	1 060			
Bridgestone	1 190	1 150			
Canun	1 470	1 430			
Fuji Bank	2 850	2 770			
Honda Motors	1 530	1 520			
Matsushita Electric_	l 560	1 530			
Mitsubishi Heavy	· 730	712			
Sony Corp	5 160	5 000			
'Loyota Motors	1 600	1 570			

# 121,20 -141,60 -

AGP 11	482,50	- 5,50	Imp. Chemic Norsk Hydro
ANA (cv-Cre Midit . Bull Lymponoul	922	+ 4	Filature
Bancatte IV-1 Cetelem	514 655	+ 6 + 2	I mature
PTF	168,70	+ 0,10	
CFI	330	+ 5	Agache (Fin.) BHV
Chargeurs	1 000 265,50	+ 8 - 5.20	Date
Empliquee	1 399 1 798	- 52 - 11	Gal. Lalayette Nous Galerie
Locardos,	741	– ii	Printerups
Midland Bank Paribas	72,50 410,50	- 1,90 - 6,20	La Redoute SI TO
Schneider Societé générale	695 454	inch. - 6.38	
Sovac	762 309.50	- 13 - 4.50	Notionne
UAP	510	+ 5	Nombre

	8-11-41	Т	Duff.
	0-111	╄	DIII.
Ассы	720	<b>{</b> _	13
Air ligitide		=	6
Arjoniari	2 259	I-	96
Bic	694	-	14
llıs	325,2U	=	9,80
CGIP	986	<b>I</b> –	23
Club Med	424	1-	9,50
Fasilor	331.10	Ţ	1.10
EuroDisitey	136	1-	1,20
arope L	977	=	17
irrolungel	42.05		1.45
itoupe Cité		<b>I</b> _	12,80
lachet(c		1+	11.90
lavas	474.80	۱÷	0.50
James Wendel	298	I- I	5.50
acigation mixte		+	15
Nool-Est		۱÷	4.80
Oreal	688	l÷.	6
amj-Gobain	438.50	1-	19,40
unuli	1 017	1_	4"
aulnes Châtillon	229,10	1	0,60
as Rossignol	815	1	35

Mines d'or, o	<u>liamar</u>	its	-
	8-11-91		Diff.
Anglo-American	224.90	+	5.40
Amgold	nc n		
8ef. Gold M	62.30	_	2,60
De Beers [1]	174.80	+	2.05
Duef. Cons	62,20	_	5.30
Geneoi	23.20	_	0.80
Настопу	33,70	١_	1.35
Randfortein	23,80	<b> </b> _	2.25
Sainte-Helena	39	-	2,40

Western Deep...... 195 - 20 (1) Coupon de 1,35 F.

## Matériel électrique

DIII.	8-11-91	1343.
25 8 Alcalel-Mathom	616 206	- t
7 10 Générale des eaux	2 395 7t0	- 25 - 80
410 Intertechnique	780	+ 28
5 Lyon, des eaux	3 899 528	- 49
Malca	174 536	- 410 + 4
Moulines	153 544	+ 6 + 5
Diff. SextAvionaged	t 739 248,20	+ 14
1 IRM	151,40 569	+ 1,90
5 IFT	310,70 392,30	- 19,30 - 8,80
15 Siemens	2 122	+ 22

## Métallurgie,

# 11/dio   - 0/30			construction mecanique				
atures, te	xtiles			8-11-91	Diff		
	8-11-91	Diff.					
he tFin.z	1 119	+ 68	Dassault Aviation	350 351	+ 5 - 14		
	755	+ 10	De Dierrich	t 305	- 30		
)	2 395 320	+ 200	Fives-Lille	332 620	- •		
alayette	1 515	+ 60	Peugeol	616	1 -		
Cialerie	433.10 878	- 13,90 + 53	SAGEMStrafor, Facom	1 664 745	+ 29		
edente	5 150	+ 177	Valco	573	- 10		
<b>\</b>	24.80	- L35	Vallouax	303.20	- L8		

MATIF

el 10 %. - Cotation en pourcentage du 8 novembre 1991 e de contrais : 101 397

COURS	ÉCHÉANCES							
COOKS	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92				
Premier	107,10	107.16	107,48					
+ hael	107,34	107.36	107,56	-				
+ bas	107,94	107.14	107,48	<del></del>				
Deraier	107,24	107,30	107,56					
Compensation	107,24	107,28	107,60	107,42				

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) Cours du vendredi au jeudi

Comptani	l .						
RM						119.8 113,5	
RM	INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)						
RM							
RM	R. ct ob!.					6 267 972 244 170	
31-10-91 4-11-91 5-11-91 6-(1-9) 7-11-91		3 481 088	1 835 327	3 141 337	2 732 871	2 551 192	
		31-10-91	411-91	5-11-91	6-(1-9)	7-11-91	

	INDI	CES CAC (d	lu lundi au vo	indiedi)			
Ĺ	4-11-91	5-11-91	6-11-91	7-11-91	8-11-91		
	(ba	se 100, 28 d	lécembre 19	90)			
Général	495,7	492,9	4929	492,6	494,9		
(base 100, 31 décembre 1987)							
CAC 401	1 841,51	1 846,91	1 836,06	1 838,57	1 1857,55		

### Mines, caoutchouc

n'est pas une rumeur.

	8-11-91	Diff.	
Glophysique	750 251 73,45 132 54,20 1,84	1-++	18 14 2,05 2 0,30 0,24

#### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

-		
	Note de titres	Val. en cap. (F)
Alcatel	1 259 046	940 992 138
ELF Agaitaine.	849739	765 125 962
Total cat. B	703 708	690613043
Carrefour	279 052	579 786 730
Ste Génér. «A»	925 207	421 866 008
Peugeot SA	593 624	364 028 656
BSN	331382	322 601 193
LVMH	70 465	297 301 419
Penhoet	433158	268 558 160
Suez Comp	851 831	263 614 042
Eaux (Gén.)	121 846	260 987 163
Sanoli	222 829 191 889	225 942 255 201 149 799
Air Liquide	300 369	200 830 139
(°) Du jeudi 3		

#### LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

1.4km.	llauve	Yaksars	Rank
Habibe	* \$2 * \$3 * \$3 * 63 * 63 * 63 * 63 * 63 * 63 * 63 * 6	Renty of Ass	- 14 - 9,1 - 8 - 7,1 - 5 - 5,7 - 5,7 - 5,5
( u/2	, U	Mediand Runk	. 1

# MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 31-11-01	Cours 6-11-61
Or fire (billio ern barrer)	56 100	64 000
- Daile en Enget)		64 450
Pièce française (20 fr.)	377	364
PRes française [10 fr]	345	346
Piece sciese (20 fr.)	375	384
Piece latine [20 fr.]	373	367
· Piece tunistanne (20 fr.) .	370	370
Souverain	476	460
Souverain Elizabeth #	481	470
e Demi-souverain	385	400
Piece de 20 doltars	2 075	2.065
- 10 dollars	1 042 50	1 032 50
e - Sédian	625	630
- 50 pesos	2 455	2 380
• - 20 marks	471	472
10 fories	396	281
e - 5 roobles	265	270

Cos pièces d'or ne sont cutées qu'à la séance

#### **LONDRES** Progression marginale

+ 0,38 % La dernière séance de la semaine permis au Stock Exchange de terminer celle-ci sur une note posi-

D'un vendredi à l'autre, l'indice

Footsie des cent grandes valeurs aura gagné 9,5 points, soit unc ausse modérée de 0,38 %. La disparition de Robert Maxwell, a eu un net retentis Les valeurs du groupe, après avoir été suspendues pendant quarante-huit heures, ont réagi différemment à la reprise des cotations. Mirror Group Newspapers (MGN) a gagne du terrain taodis que Maxwell Commonicatioo Corporatioo a

continué de fléchir, affecté par des

inquiétudes liées eu poids de l'en-

Indices «FT» du 8 novembre 100 valeurs, 2 559 (c. 2 549,5); 30 valcurs, 1 975,5 (c. 1 952,7); mines d'or, 148,9 (c. 172,6); fonds d'Etat, 87,26 (86,56).

	Cours 1/nov.	Cours 8/nov.
owater P harter Ourtaulds be Beers Silaxo CI C	6,85 3,28 5,27 4,69 17,28 7,85 19,50 12,57 9,70 5,07 7,95 1,49	6,84 3,32 5,35 4,86 17,62 7,81 19,75 12,42 9,65 5,17 8,35 1,58

#### FRANCFORT

#### Belle fin de semaine + 2,1 %

En une seule séance, celle de vendredi 8 novembre, la Bourse de Francfort e rattrapé plus d'un mois de déprime, et le DAX a terminé la semaine en cassant à la hausse le seuil de résistance des 1 600 points, ce qu'il n'avait pas réalisé depuis le 4 octobre dernier. L'indice de référence a ainsi clôturé vendredi à 1 606,22 points. La tendance a été euphorique

vendredi evec une vague d'achats consécutive à l'ennonce d'une réforme de la fiscalité qui allége rait les revenus sur intérêts contrairement eux craintes initiales des opérateurs. Mais, hormis veodredi où la cote a été tirée par ces nouvelles dans des volumes impor-tants, le reste de la semeine a été caractérisé par le scepticisme et la

morosité.
Indices du 8 novembre : DAX, 1 606.22 (c. 1 573,55); Commerzbank. 1 861,50 (c. 1 827).

		Cours le nov.	Cours 8 nov.		
	AEG	195	t98		
	BASF	235.60	238.40		
4	Bayer	290	286,10		
- 1	Commerzbank	247,80	255		
1	Deutschebank	648,90	670		
	Hoechst	228,50	234,50		
	Karstedt	613	630		
d	Mannesman	257 ·	252		
3	Siemens	608,50	623,70		
- 1	Valkoussen	176 CB	324		

# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

# Des projets trop ambitieux

Depuis plus d'un an, de grands espoirs sont entretenus sur le marché international des capitaux qui, à en croire certains, pourrait accueillir une nouvelle catégorie d'empruntenrs de choix : les collectivités locales françaises. Les débiteurs de qualité se faisant rares, une telle perspective a tout pour plaire. Les principaux investisseurs ne deman-dent qu'à diversifier leurs placements, et l'arrivée des régions, des départements ou même des villes

The William \*\*

14 To 12

10 to 10 to

I the said of

A STATE

Mark Way

المناه المناسية

March 1919

6 70

-

1 march 1 marc

(A) Brance out

-

See Miller to

2.4

-

A Commence

Back or Back

A CAMP TO SERVE

3**9**2.00 € 1.00

AND COMMENTS

A CONTRACTOR

gradient de la company

AND THE RES

- 1 for an

NAME OF THE PARTY OF

7

žv.

A. Care

1967

90

· -

\*. 144.5

was de la Talia

States and the

 $\mathcal{A} = \{ (X_i, \dots, X_{i-1}) \mid i \in \mathcal{A} : i \in \mathcal{A} \}$ 

31. 4.

7 1

Car. 4.7

100

10 to 2

July 10 --

. .

), \_ ... \_----

3.5 V \*

7-1-

4 400

flags - No. 4

giga an

ge (W

the dans is the

Une grande publicité a été donnée à cette éventualité, que des arguments de toute sorte ont servi à justifier. Depuis la fin de l'année dernière jusqu'à il y a quelques semaines, certains évoquaient le rôle de pionniers qu'allaient jouer les collectivités locales françaises dans le cadre de la politique de dévelop-pement régional en Europe. On cite à cet égard le rapport Delors et la libéralisation des marchés financiers dans notre continent. Une émanci-pation des collectivités locales semplait souhaitable. Et, de toute façon, ajoutaient ces commentateurs, le mouvement était inéluctable puisqu'il s'inscrivait dans un vaste courant tendant à supprimer les intermédiaires et à mettre en relation le plus directement possible les parties intéressées, en l'occurrence les emprunteurs et les bailleurs de

Le tout a paru prendre une tournure précise lorsqu'une des principales sociétés d'évaluation de crédit, Moody's, a annoncé qu'elle accor-dait sa meilleure note aux emprunts internationaux que pourraient lan-cer la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le département des Alpes-

Le mois demier encore, certains croyaient au lancement imminent à New-York, où aucune collectivité locale française ne s'était jamais aventurée, d'un emprunt de type yankee (c'est-à-dire ouvert outre-Atlantique par un débiteur étranger) pour le compte de la Provence. Ce plan a été déjoué, et il est probable qu'aucune opération de ce genre ne verra le jour prochsinement. Sa seule justification sersit d'ordre politique on promotionnel, visant à attirer l'attention sor une région donnée. Mais, sur le plan économi-

une collectivité locale, de se montrer aussi ambitieuse. Globalement, on estime à tout au plus 4 ou 5 milliards de francs par an le montant des emprunts que les départe-ments et les régions françaises pourraient contracter sous leur propre nom ou sous ceiui d'un organisme dont ils garantiraient les obligations. Ce volume se compare à celui de 50 à 60 milliards qui représente l'ensemble des prêts octroyés cha-que année aux collectivités locales par des établissements financiers. Pris individuellement, chacun de ces départements ou chacune de ces régions, s'ils s'adressaient directement aux souscripteurs, ne pourrait le faire que pour quelques centaines de millions de francs par an, au maximum. Les collectivités locales sont en effet contraintes de limiter leurs appels aux marchés à leurs besoins réels au moment de leur emprunt, car elles n'ont pas la liberté de gérer comme elles l'entendent leur propre trésorerie. Elles ne pervent pas prendre d'avance. Tout exeédent serait placé auprès de

#### Pas d'emprunt vankee

Pour les collectives locales, il

l'Etat, sur un compte non rémunéré.

reste que, sur l'euromarebé des capitaux comme sur celui de New-York, l'équivalent de quelques cen-taines de millions de francs est un montant trop faible. La tendance est de plus en plus à privilégier les très grandes opérations. Les autres sont négligées, car trop peu importantes pour que les investisseurs soient assurés que les titres seront aisément négociables. Pour remédier cet inconvénient, certains spécialistes envisagent de regrouper les projets des collectivités qui souhaitent lever des fonds et de faire apparaître comme débiteur un orga-nisme central. Une autre possibilité serait de placer les titres de façon privée auprès de quelques iovestis seurs français ou étrangers. Des affaires de ce genre se concluent dans la discrétion, et leurs conditions ne sont que rarement dévoi-lées. Eofin, on envisage également de recourir à des marchés périphériques, comme ceux du franc luxembourgeois ou, surtout, du franc

suisse. Ces marchés ont sur d'autres l'avantage d'accepter de petites transactions pour le compte de débiteurs étrangers. Les souscripteurs locaux attachent assez peu d'impor-tance à la liquidité des titres. C'est d'ailleurs en francs suisses qu'est libellée la seule opération obligataire connue qui ait élé émise cette année et dont le bénéficiaire est un organisme départemental français, il s'agil d'un emprunt de dix ans de durée qui a vu le jour cet été pour un montant de 25 millions de franca suisses, soit une centaine de millions de francs français. Le débiteur est l'Office économique d'aménagement et de construction de la Haute-Savoie, departement qui garantit les obligations. Dirigée par la Banque Pictet, l'affaire s'est effec-tuée à très bon compte pour le débiteur, qui n'aura à verser qu'un intérêt de 6,75 % l'an jusqu'à

A part quelques modestes émissions de ce genre et une ou deux opérations de dimension restreinte sur le marché national des emprunts français, les collectivités locales devraient ces prochains mois continuer de se procurer l'essentiel des ressources dont elles ont besoin auprès d'établissements financiers. Le plus important est le Crédit local de France, dont la part du marché est de l'ordre de 40 %. Mais la concurrence jove; d'autres banques sont actives en ce domaine, et les destinataires sont assurés de bénéfieier de conditions favorables. L'henre n'est en tout cas pas à la «désintermédiation» et elle ne le sera pas aussi longtemps que les collectivités locales demeurerons soumises à de pesantes contraintes administratives et de gestion.

Ajoutons que les maisons américaines d'évaluation de crédit diver gent quelque peu dans leur jugo-ment. Standard and Poor's est plus sévère que Moody's et se refuse à attribuer sa meilleure note à la dette du département des Alpes-Maritimes et de la région Provence. Malgré cela, plusieurs autres collec-tivités locales ont demandé à ces deux sociétés d'apprécier la qualité de leur crédit, espérant que leur note sera suffisamment bonne pour faire diminuer le coût des prêts que leur consentent les banques.

CHRISTOPHE VETTER

#### **DEVISES ET OR**

## Le mark au-dessus de tout

Cette semaine, le mark s'est montre très vigoureux vis-à-vis de toutes les monnaies, le dollar d'abord. déprime par la nouvelle baisse du taux d'escompte de la Réserve fédérale des Etats-Unis, mais aussi les monnaies européennes, notamment le

franc français et la lire italienne. Déjà affectée, à la fin de la semaine demiere, par l'augmentation du chomage outre-Atlantique, par l'absence de reprise de l'économie et les signes de diminution du taux d'intérêt à court terme, la devise américaine a subi un nouveau coun avec le laux d'escompte, qui la ramena aux alentours de 1,6250 deut-schemark IDM) à 1,6280 DM, avant de se ralformir un peu en fin de semaine à 1,6475, en net recul, toutefois, d'un vendredi à l'autre. Les opèrateurs se demandent, neanmoins, si

l'ensoncement du seuil des 1,6250 DM ne conduirait pas le dollar à 1,60 DM, et peut-être moins.

Le mark soutenu par les rumeurs d'un nouveau relevement des taux directeurs de la Bundesbank, s'est legerement affaibli apres que, le jeudi 7 novembre, la banque centrale allemande cut confirme le statu quo. Dans fintervalle, son cours à Pans a baitu un record historique jeudi en fin de matinée, à plus de 3,42 francs, non loin de son plafond de 3,4305 francs, avant de cèder du terrain à 3,4160 francs, après des interventions de la Banque de France plus importantes que les jours précédents.

Les autorités monétaires françaises ne sont pas trop préoccupées par cette poussée du mark, assez paradoxale si on tient compte de la situa-tion actuelle de la RFA, peu satisfai-

inflation, dérapage des salaires, déficit budgetaire important. De toute façon. il faudra s'habituer au fait que le cours du mark à Paris doive s'établir. actuellement, entre 3.41 francs et 3.42 francs, le franc n'étant plus défendu par des taux d'intérêt plus éleves à Paris qu'à Francfort. Toutefois la situation inconfortable de notre monnaie, que la spéculation n'a nulle chance de pousser à la dévaluation, risque de durer jusqu'au printemps 1992, en fonction de la conjoncture en RFA.

SYSTEME MOMETAIRE EUROPEEN nov. 1991

Taux calculés per rapport aux cours estimatés de la Banque de France

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 1 "NOVEMBRE AU B NOVEMBRE (La ligne insérieure donne ceux de la semuine précèdente.)

PLACE	Livre	SEU	Franc français	Franc suisse	O.mark	Franc beige	Florin	Lire italienne
New-York.	1,7676		17,7683	68,7757	60,6980	2,9472	\$3,8502	0,0801
MAN-10KK"	1,7390	-	17,5764	67,9809	59,7014	2,8993	52,9941	0,0797
Paris	9,9221	5,6280	-	.87,0701	341,6084	16,5870	303,0694	4,5460
	9,9585	5,7230		388.3878	341,6119	16,5903	383,2326	4,5629
Zurich	2,5634	1,4540	25,8351	-	88,2549	1,2852	78,2983	1,1744
THE	2,5580	1,4710	25,7077		87,8268	4,2650	77,9544	1,1730
	2,9645	1,6475	29,2732	113,3081	-	4,8555	88,7183	1,3307
Franciort	2,9128	1,6750	29,2729	113,868	-	4,8564	88,7652	1,3357
Bruxelles	59,8185	33.93	6,0287	23,3366	20,5948	-	18,2714	2,7407
	59,9781	34,49	6,8276	23,4466	20,5910		18.2776	2,7503
	3,2738	1,8570	32,9957	1,2771	112,7162	5,4730		1,5900
Amsterdam	3,2814	1,8870	32,9779	1,2828	112,6567	5,4711	-	1,5047
	2182.594	1238	219,3715	851,4412	751,4415	36,4868	666,666	
Milen	2180,706	1254	219,1541	852,4813	748,656	36,1583	664.546	
7-1-	229,3663	130,18	23,1165	89,4773	78,9681	3,8343	20.0592	0.1050
Tokyo	227,982	130.10	22,9115	89,1230	78,2686	3,8011	69,4753	0,1045

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 8 novembre, 4.3259 F contre 4,3646 F le jeudi 31 octobre 1991.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

# Jusqu'où baisseront les taux aux Etats-Unis?

En réduisant de 5 % à 4,50 % son taux d'escompte, au plus bas depuis 1973, ce qui a permis de ramener de 5 % à 4,75 % le loyer de l'argent à court terme entre banques au niveau de 1977, la Réserve fédérale des Ente-Unic a donné la mostre de des Etats-Unis a donné la mesure de son inquiétude devant la mollesse, pour ne pas dire plus, de la reprise de l'économie américaine; vertains analysics redoutent même un nouvel affaiblissement. L'abaissement à 7,50 % contre 8 % du taux de base des banques pourra-t-il enrayer la contraction du crédit (ordit crunch), attribuée moins aux réserves des prêteurs qu'au peu d'enthousiasme des emprunieurs? La réponse est

En tout cas, ce nouveau recul des taux d'intérêt américains n'a guère influencé les marchés européens, dominés par l'obsédante présence allemande et préoccupés par les avertissements des dirigeants de la Bundesbank, qui soufflent le chaud et le froid mais soulignent, à l'envi, que «l'Allemagne ne se conduit pas aussi bien qu'elle le devrait». Notasnment en matière de salaires, l'augmentation de 6,7 %, contre 6 % l'an dernier, consentic par Yolkswagen étant douloureusement ressentie par la banque centrale, qui affirmait, en juin, oe pas vouloir supporter de majoration supencure à 5 %, après les 7 % généralement accordes pour

1991. La menace d'un nouveau rejevement des taux directeurs de la Bundesbank, peu vraisemblable avant la fin de l'année, et ce regain de tension sur le loyer de l'argent au jour le jour, qui a repassé le niveau de 9 % à 9 3/8 %, au-dessus du taux au jour le jour allemand, 9,05 %, n'ont guère impressionné le MATIF. Le cours de l'échéance décembre, après un flèchissement à 106,80 F. s'est redressé à 107,25 F. comire 107,10 F huit jours auparavant. Le rendement de l'OAT à dix ans est revenu à 8,70 %, son ceart avec celui du Bund allemand à dix ans se mainte-nant à 0,50 %-0,55 %. Cette stabilité sur les taux de longue durée, vérita-ble «juge de paix» en la matière, montre qu'à Paris on n'est inquiet nouvelle tension outre-Rhin.

Sur le marebé obligataire, les émissions nouvelles out bénéficié, en fin de semaine, de la nette amélioration du climat sur le MATIF, précédemment évoquée. Tout d'abord, l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAI) s'est effectuée dans d'assez bonnes condi-tions, avec une baisse des rendements offerts: 8,80 % contre 8,83 % le 3 octobre 1991 pour la ligne à dix ans (2001), à hauteur de 4,2 mil-liards de francs, et 8,88 % contre 9.03 % le 5 septembre 1991 pour la ligne à Irente ans (2019) à hauteur de 2,25 milliards de francs.

Ensuite, l'emprunt de 1,5 milliard de francs, en deux tranches, un peu plus de neuf ans et quinze ans, lance (SDR) s'est bien placé sous l'égide de la Société générale, en dépit de son taux nominal assez bas 19 %): la garantie inconditionnelle de l'Etat, toulefois, constitue toujours un

«plus» aux yeux des investisseurs. Des précisions intéressantes sur les achots étrangers de titres de l'Etal français ont été données par M. Jean-Claude Trichet, directeur du Tresor, à l'occasion d'un séminaire de présentation de ces mêmes titres d'Etat à des investisseurs non-résidents. Comme on s'en doutait, et comme le phénomène avait été relevé dans ces colonnes, les place-ments acts des non-résidents ont for-tement diminué depuis le début de francs au premier semestre 1991 et à 30 à 40 milliards de francs pour les neuf premiers mois de l'année, contre 113,9 milliards de francs pour l'ensemble de l'année 1990, 107 milliards de francs en 1989 et 16,7 milliards de francs en 1988.

#### Le triple A pour France Télécom

En ce qui concerne les seules OAT, les achats nets des étrangers sont tombés à 6,1 milliards sur les six premiers mois de 1991, contre 56,1 milliards de francs pour l'en-semble de 1990 et 64,7 milliards de francs en 1989, le solde des achats globaux s'étant effectué en bons du Trésor (BT et BTAN). Pour M. Trichet, o cette évolution est assez nor-male car notre marché ne bénéficie pas de l'effet de nouveauté : nous entrons peut-être dans une phase de maturité ». Celui-ci a rappelé l'envolée de ces deux dernières années et a estimé que le ralentissement observé cette année ne correspondait pas à un sentiment de défiance à l'égard de l'économie française.

Ces propos rassurants doivent toutefois être nuancés. Pendani les premiers mois de 1991, les étrangers, Salomon Brothers et autres, avaient effectue des achats massifs d'OAT en prévision d'une baisse des rendements et d'une hausse des cours, la valorisation des titres en Bourse atteignant 7% en quatre mois. Puis ces mêmes étrangers en revendirent une bonne partie Iplusieurs dizaines de milliards de francs) après la au poste de premier ministre. Ils ont été un peu interloqués par les pro-pos de la nouvelle occupante de Photel Matignon et restent prudents, Selon M= Ariane Obolensky, chef

du service des affaires monétaires et financières au Trésor, le ralentissement des acquisitions des non-résidents a été compense par des achats d'investisseurs domestiques, notamment sur les OAT, afin d'alléger la durée de leurs investissements.

En tout cas, au 30 juin 1991, l'encours cumulé des valeurs de l'Etat français détenu par des non-résidents atteignail 292,5 milliards de francs, contre 269,3 milliards de francs fin 1990 et 31,7 milliards de francs fin

ploitant de droit public beneficiant de l'autonomie financiere, France Télécom a obtenu cette semaine de deux grandes agences mondiales de notation, Moody's ct Standard and Poors (avec l'ADEF), la presugieuse note AAA, le triple A réservé aux meilleures signatures et qui est distribuè assez parcimonicusement dans le monde : en France, jusqu'à présent, les seuls titulaires dans les institutions financières étaient la Caisso des dépôts, le Crédit local de France et la Caisse autonome de refinancement (pour les deux agences simulta-nément). L'argumentation de Moody's est interessante : elle se fonde sur le role stratégique de France Télécom en tant que seul fournisseul de services publics téléphoniques grand public dans l'Hexagone, sur ses liens étmits avec l'Etat, bien que ce demier n'accorde pas sa garantie. De plus, France Télécom, en tant ou'« exploitant public», ne peut pas être déclaré en cossation de paicment, selon la loi française. Enfin. l'établissement est installé sur un secteur où la demande est élevée et la progression des activités très satisfaisante : son chiffre d'affaires (103 milliards de francs en 1990) augmentera de 7% cn 1991.

En fait, si France Telécom n'obtenait pas le rriple A, on se demande qui l'obtiendrait... Reste à réduire l'endetlement de cet orga-nisme, assez important avec 120,7 milliards de francs, dont le service (les intérêts) représente 11 % du chilfre d'affaires, contre 4 % à 5 % pour les Anglo-Saxons et les Japonais: le projet est de le ramener à leur niveau, Pour l'instant, France Télécom emprunte pour rembourser ses emprunts (10 milliards de francs par an), et comote sur le développement de ses activités pour diminuer sa dette, prévue à 5 milliards de francs en 1993 et à 10 milliards de francs en 1994, année à partir de laquelle l'Etat transformera son pré-lèvement de 14,5 milliards de francs en impôts sur les sociétés et en diviempruntera 6 à 8 milliards de francs par an sur le marché français, sans oublier le marché de l'eurofranc, où la Caisse nationale des télécommunications (CNT), dont il a pris la suite, occupait le premier rang, avec 5,7 milliards de francs. Gageons qu'avec son triple A France Télécom n'aura pas de mal à séduire les investisseurs cirangers.

Triple A, également, de Standard and Poors-ADEF pour les emissions obligataires de la Poste, pour des raisons analogues à celles mises en avant pour France Télécom: nouveau statut d'exploitant autonome de droit public, lien privilégié avec l'Etat, monopole de distribution des leures et rôle de collecteur d'éparence dans ce cas précis, sans oublier l'amelioration des résultats finaneiers, fortement dégradés auparavant.

FRANÇOIS RENARD

#### **MATIÈRES PREMIÈRES**

## La fièvre du cobalt

passant de 24 dollars à 30 dollars (de 134 à 168 francs) la livre, le marché réagissant à l'annouce de la suspension de ses sentes nar la finnte zatroise Gécamines, premier producteur

mondial de ce métal stratégique. Si les autorités de la société miniere out tenu mercredi 6 novembre des propos rassurants, indiquant que la production se poursuivait normalement (à un rythme mensuel de

450 tonnes pour le cobait, et 35 000 tonnes pour le cuivre), il reste que l'écoulement de la marchandise est pour l'instant suspendu. Et ce ne sont pas les stocks dont dispose Gécamines en Europe (à Anvers) et en Afrique du Sud qui sufficont à satisfaire les consommateurs. Les réserves de ces derniers devraient leur permettre de tenir jusqu'à la fin de l'année. Ensuite, ils devront impérativement se réapprovisionner.

Le cobalt figure encore aujourd'hui dans la courte fiste des métaux stratégiques, par son emploi dans les alliages et superalliages destinés à l'aé-ronautique et à la fabrication de missiles. On l'utilise dans les aubes de turboréacteurs, dans les turbines à gaz, dans la production d'aimants et

PRODUTTS	COURS DU 8-11
Cabre h. g. [Loudes] .	1 329 (- 23)
Trois mois	Livres/tonne
Aluminium (Leutus)	1 178,5 [- 3,5)
Troes mois	Dollars/toone
Nickel (Laures)	7 370 (- 128)
Trois mois	Dollars/tonne
Spore (Paris)	282,50 (- 3,7)
Décembre	Dollars/topice
Cafe (Londres)	565 (+ 50)
Novembre	Livres/tomae
Cacas (New-York)	1 197 (- 18)
Décembre	Dollars/toane
Blé (Chicago)	35t [- 13,75)
Décembre	Cents/boisseau
Mais (Chicap)	245 (- 9)
Décembre	Cents/boisseau
Soja (Chicago)	189,30 (- 5,60)
Decembre	Dollarsit, course

Le chiffre entre parenthèses indique la

Les prix du cobalt ont brusque- d'outils de coupe, et sous forme de tion d'être de grande qualité. le verre, la ceramique et les pneumatiques. Le cobalt sert aussi de cataly-seur dans les procédés d'hydrogénation et de désulfuration du pétrole

> Le caractère sensible de ce métal est accru par la distribution géographique de l'offre et de la dema La production est en effet concentrée dans les pays du tiers-monde. Avec une extraction annuelle (en lemps normal) de 10 000 tonnes, le Zaire compte pour 38 % de l'offre, ce qui le situe au premier rang mondial devant son voisin zambien (19 %). Les bouleversements politiques récents intervenus en Zambie ajoutent d'ailleurs à la tension du marché les opérateurs s'interrogeant sur la stratégie commerciale des nouveaux dirigeants. Quant au troisieme pro-ducteur mondial, il s'agit de l'URSS, avec 19 % de l'offre. Autant dire que le désordre économique régnant à Moscou et dans les Républiques o'est pas de nature à réconforter les acheteurs de cobalt.

La consommation de cobalt est de son côté concentrée dans les princi-paux pays industrialisés puisque les Etats-Unis représentent 32 % de la demande, l'Europe de l'Ouest 31 % et le Japon 16 %. On se retrouve ainsi dans un achéma Nord-Sud somme toute assez peu fréquent sur les marchés de matières premières, si on exclut les denrées tropicales et quel-ques autres métaux (comme l'étain et, à un degré moindre, le cuivre).

· La dégradation de la situation minière zairoise tient pour l'essentiel an sous-investissement dont a souffert depuis plusieurs années l'appareil productif, le gouvernement ayant dans ce secteur adopté un comportement de rentier sans souci de maintenance ni de modernisation. Un laisser-aller qui s'est traduit par l'effondrement des galeries d'une des principales mines au printemps dernier. Depuis lors, des actes de vandalisme et de sabotage ont paralysé certaines installa-tions industrielles (une fonderie de cuivre en particulier), ajoutant à la confusion actuelle. Ces épisodes contribuent à alimenter la hausse des prix du métal rouge, bien que le Zaire n'assure plus à présent que 6 % de la production mondiale. Signe renouvelé que les marchés sont aussi mus par des considérations fortement osychologiques, même si le cuivre

Parmi les autres melaux bien

orientés ces jours derniers figure le zinc, dont les prix ont été soutenus par l'annouce d'une grève d'un jour. jeudi 7 novembre, à la mine de zinc et de plomb de Mount Isa à Queens land, en Australie. Deux jours plus tot, les prix avaient franchi la barre des 1 000 dellars la tonne après que le grand producteur canadien Cominco eut manifesté son intention de réduire l'activité de son unité de Trail, en Colombie britannique, en raison de la faiblesse de la demande. Les installations de Cominco ne devraient plus fonctionner qu'à 90 % de leurs capacités, et d'autres réductions pourraient imervenir prochainement, si les prix ne se reprennent pas darablement.

**ERIC FOTTORINO** 

#### La reprise pourrait être moins vigoureuse que prévu en 1992

Selon l'OCDE

La reprise de l'activité économique dans les pays industrialisés nourrait être moins vigoureuse que prévu au cours des prochains mois, en raison de la faiblesse de la conjoncture aux Etats-Unis. Les économistes de l'OCDE s'attendent à présent à un taux de croissance de quelque 2,6 % en 1992 pour l'ensemble des vingt-quatre pays mentbres, contre 1 % environ cette année, en attendant une remontée à 3 % en 1993.

L'OCDE, qui avait prévu en juin une baisse de 0,2 % du produit national brut (PNB) américain cette année, suivi d'une reprise à 3,1 % I'an prochain, table sur une contraction légèrement plus importante en 1991, et une croissance plus modeste de 2,8 % en 1992. Au Japon, la croissance pourrait atteindre 4,6 % en 1991, contre 5,6 % en 1990. Pour l'an prochain, le taux devrait cependant tomber à 2,5 %. La croissance de l'Allemagne pourrait reculer de psychologiques, même si le cuivre de l'Allemagne pourrait reculer de par Finansder pour le compte des 1990 zafrois (comme le cobalt) a la réputa 4,5 % en 1990 à 3,5 % cette année. sociétés de développement régional 1987.

Malgré la perspective d'accord avec certains syndicats

## La Coordination nationale des infirmières veut durcir le mouvement

Poursuite du sit-in devant le ministère de la santé, projet d' « octions-commandos », dès le mardi 12 novembre, comme le blocage de préfectures, de percep-tions ou encore de conseils généraux : la Coordination nationale infirmière (CNI) semblait détermi-née à durcir le mouvement, au lendemein de la réunion de conclusion, dens la nuit du jeudi au vendredi 8 novembre, entre le ministre de le santé, M. Bruno Ourieux, et les six organisations représentatives (SNCH, CFDT, CFTC, CFE-CGC, FO et CGT), habilitées è signer les protocoles

Quatre d'entre elles avaient souligné « les avancées significatives » des trois protocoles et annonce leur réponse définitive pour le 15 novembre, après consultations de leurs instances. La CGT evait rejeté le protocole et FO avait réservé sa réponse le Monde du 9 octobre).

Les trois organisations d'infirmières qui participaient aux négo-ciations aux côtés des syndicats représentatifs ont été reçues, dans la joumée du 8 novembre, par le ministre de la santé. L'UNASIIF (Union nationale des associations et syndicats infirmiers et des infirmiers de France) a approuvé les termes des trois protocoles. L'Union infirmière Freoce a demandé à consulter ses instances evant de se prononcer de manière définitive le jeudi 14 novembre. Enfin la CNI a dénoncé l'ensemble des protocoles.

Dans un communiqué, la Coor-dinetion demende aux syndicats représentatifs « de ne pas signer ce protocole pernicieux sans ovoir consulté par référendum nationol l'ensemble des infirmiers du secteur public, privé, libéral et territariol (...) afin que les infirmières oient enfin droit à la parole».

Les personnels en gréve des hôpitaux de Cochin et Saint-Louis ont rejeté à une très large majo-rité, eu cours d'assemblées géné-rales tenues vendredi 8 novembre, les propositions Durieux. Oe son cutté le collectif inter-hôpitaux cuté, le collectif inter-hopitaux d'lle-de-France, proche de la fédé-ration CRC [Coordonner, rassem-bler, construire] et de la CGT-santé, a confirmé son opposition au protocole du ministre. Il eppelle les personnels syndiqués et non syndiqués à discuter, le 16 novembre, d'aune structuration nationale du mourement hospita-lier».

Contre l'avis de la communauté francophone

#### La Commission européenne enjoint la Belgique d'accepter les publicités de TF1

La querelle n'est pas nouvelle : depuis deux ans déjà, TFI, qui est l'une des chaînes les plus regardées de l'autre côté de la frontière, souprogramme à destination de la Belgique des publicités spéciale-ment destinées à ce marché.

La communauté francophone de Belgique a toujours rejeté cette demande, estimant que la concurrence du «poids lourd» français scrait néfaste aux médias belges francophones (le Monde du 21 septembre).

La Commission européenne vient de prendre la défense de TF1, au nom de l'article 59 du traité de Rome, qui prévoit le libre circulation des services dans le Marché commun. La Commission a donc envoyé un « avis motivé» à la communauté franco-phone, donnant deux mois à la Belgique pour revenir sur son interdiction, et la menaçant, sinon, de poursuites devant la Cour européenne de justice. Mais la communauté l'rancophone de Belgique a déjà annonce qu'elle ne se plicrait pas à cette injonction.

Le congrès des élus chargés des transports urbains

## L'effet « Noir » profitera-t-il aux métros et aux bus?

Le petit monde des transports urbeins a connu, du 6 eu 8 novembre, à Merseille, un déclic à l'occasion des onzièmes journéee ennuelles du GART (Groupement des eutorités responsables du transport), organisme qui rassemble, toutee tendencee politiques confondues, lee élus municipeux, dépertementaux et régioneux chergés de superviser ce secteur.

Ces élus n'en finissaient pas de crier dans le désert, face à un gouvernement sourd et à une opinion publique toquée d'automobile, de prédire que la ville crèverait de thrombose si l'on n'avantageait pae plus les bus, les tramways et les métros. De colloques en congrèe, ils répéteient les aventeges de cee transports en commun, leur propreté, leur sécurité, leur convivialité et, tous comptes feits, leurs coûts modestes. Rien n'y faisan : le ministre de l'économie continualt, de budget en budget, à ne pas honorer les promesses de son collègue en charge des transporte, et le

merée dee voituree montelt inexorablement, sur les trottoirs et dans les rues et, avec elle. l'hécetombe (3 600 tués en zone urbaine par en). Et puie, M. Michel Noir, le

député et meire de Lyon, a découvert, peut-être un jour d'hiver où le pollution atmosphé-rique aveit obligé à réduire speculairement la circulation dans sa ville, que l'usage de la voiture éteit devenu irretionnel en Frence et qu'il conveneit de iouer la carte du transport en commun. Il l'a di evec flamme dans ces colonnes (le Monde deté 8-9 septembre). Il l'a redit, le 4 novembre, eu président de le République auquel il veneit soumettre un plan de huit ans en faveur des bus et des métros pour lequel il demandait un peu de la manne des futures privatisations et une surtaxe sur les carburants. Il l'e confirmé aux congressistes du GART éberlués de ce renfort soudain.

Du coup, M. Robert Vigouroux, melre de Marseille, eet revenu en débattre, et l'on dit

Les réactions après le décès de Gaston Monnerville

les maires de Grenoble et de Toulouse prêts à enfourcher ce thème qui rafraîchirait considérablement les discours de la politique politicienne.

Le campagne de publicité du GART - « Pour que ça roule», qui vient de démarrer dans la presse et sur les ondes, ne pouveit mleux tomber. Les egrands » élus montrent, enfin, eux « petits », selon les vœux de M. Jacques Auxiette, président du GART et maire de la Roche-sur-Yon (Vendée), que le dépla-cement urbain est devenu assez important pour devenir électora-

Meie comme l'e souligné M. Mario Luccardo, maire adjoint de Padoue (Italie), tout n'est pas devenu rose pour eutent : « Combien de nos collègues élus sont prêts à affronter l'impopu-larité des inévitables mesures à prendre à l'encontre de l'automobile ? » Trouver de l'ergent eupplémentaire, c'est bien; une éritable politique de circulation serait mieux.

AI, F.

Dans un projet de loi

## Le gouvernement néerlandais propose de légaliser l'euthanasie

Près de vingt ans après qu'un tribunal de Leeuwarden (nordouest des Pays-Bas) eut donné le signal de la dépénalisation croissente de l'euthanasie, en ne condamnant qu'à une peine de prison avec sursis un médecin ayant abrégé la vie de sa nement néerlandais a annoncé, vendredi 8 novembre, le dépôt d'un projet de loi légalisant la pratique de la « mort douce ».

#### AMSTERDAM

de notre correspondant

Principe de base du texte, dont l'adoption parlementaire semble acquise dans la mesure où il a déjà été négocié avec les Partis chrétiendémocrate et travailliste de la coalition au pouvoir : tout médecin, secdus, qui aure « administré » l'euthanasie en respectant un certain nombre de conditions (souffrance intolérable du malade, expression libre et réitérée par ce dernier de sa volonté de mourir, consultation d'un confrère) et qui aura dument informé de son geste les autorités sanitaires, ne sera pas poursuivi devant les tribunaux.

d'une loterdiction absolue de l'euthanasie, comme le prévoit actuelmais celle de san autorisation conditionnelle. Ce revirement n'en est un qu'en apparence : la loi, dans son esprit sinon dans son texte, va en effet être simplement mise en conformité evec la jurisprudence de plus en plus libérale développée au cours des dernières années par les

Soo edoption entérinera une pratique dont le rapport d'une Comssion d'État evait donné, en septembre, une image précise,

confirmant la position de pointe des Pays-Bas en la matière. Confrontés annuellement à quelque 9 000 demandes d'eutbanasie active, les médecins – essentiellement ceux de ville – l'appliquent dans moins d'un tiers des cas (2 300). Mais la suspension d'un traitement à la demande du patient ou l'administration d'un traitement anti-douleur ayant pour effet de précipiter le déchs n'est mes encidées comme le décès n'est pas considéré comme un acte euthanasiant.

Ce rapport chiffrait à environ un millier le nombre d'eutbanasies pra-tiquées sur des patients incapables de faire connaître leur volonté. Cette dernière donnée a été mise en exergue par les opposants à la léga-lisation de la «mort douce» aux Pays-Bas, mais aussi aux Etats-Unis le rapport de la Commission néerlandaise a abondamment nourri le débat préalable au référendum organisé en début de semaine dans l'État de Washington.

CHRISTIAN CHARTIER

Résistant, patriote et antiraciste France. » Les députés lui ont

Le premier ministre a adressé. vendredi 8 novembre, un message de condoléances à la veuve de Gaston Monnerville, décédé jeudi 7 novembre à son domicile parisien (le Monde du 9 novembre). Faisant part de son « émotion », Mot Edith Coreson écric que l'en la leur de son de l'en condition », Mª Edith Cresson écrit que l'ancien président du Sénat « loisse l'image d'un grand républicain amoureux du droit et de la loi, d'un hamme de cauroge, d'un humaniste et d'un résistant qui a su, en toutes circonstances, faire front lorsqu'il croyait à une juste

M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, estime que Gas-ton Monnerville éteit « l'un des hammes de l'outre-mer qui a le plus marqué de son empreinte trois Républiques v. « Hamme de convic-tion et de refus du compromis, poursuit M. Le Pensec, il avait défendu jusqu'au bout l'idée qu'il se faisait des institutions de la

rendu bommage en observant une minute de silence à l'Assemblée nationale, pendant que le groupe sénatorial du Rassemblement démocratique et européen (RDE) exprimait son « attachement au grand patriote, au resistant counent président du conseil de la République puis du Sénat qu'a été Gastan Monnerville». Ce dernier apparteoeit en effet au groupe RDE, quand il s'appelait encore le groupe de la «Gauche démocrati-

« Gaston Mannerville incarnait avec exigence et rectitude les principes fondamentaux de notre Répu-blique : la défense des libertés publiques et de nos institutions, le respect des droits de l'homme, l'autonomie des peuples d'outre-mer», a iodiqué M. Pierre Mauroy, pre-mier secrétaire du PS, en parlant

Pour le président du conseil général de Guyane, M. Elie Cas-tor, député apparenté socialiste, ce département d'outre-mer « a perdu un des plus grands hommes de son histoire ».

battant de la résistance ontinazie», a souligné le MRAP en rendant hommage à «l'un des plus prestigieux vétérans du cambat antiraciste en France».

A Nice

#### M. Jacques Roseau victime d'une agression

Le porte-parole de mouvement RECOURS-France, M. Jecques Roseau, président de l'Association gulturelle pour la mémoire des Français d'outre-mer, a été victime d'une agression, jeudi soir 7 novembre, à Nice, où il avait été invité à donner une conférence sur « L'épopée elgérienne de la France » organisée au Carrefour viversiteirs médieur de la carrefour privateirs médieur de la carrefour privateirs médieur de la carrefour privateirs médieur de la carrefour production de la carrefour producti universitaire méditerranéen et pla-cée sous la présidence de M. Mertine Daugreilb, député RPR des Alpes-Maritimes.

Après evoir tenté en vain de perturber les débots, suivis par près de sept cents personnes, un groupe d'une vingtaioe d'invididus a ettendu M. Roseau à le sortie des lieux, et tandis que le porteparole du RECOURS tentait do cartie par une la course de la course partir par une issue de secours, il a été projeté à terre et frappé par plusieurs d'entre eux pendant que, dans la salle, ses amis faisaient le coup de poing avec certains pieds-noirs extrémistes. C'est un agent de police en tenue qui est ioter-venu pour protéger M. Roseau.

Le porte-parole du RECOURS, qui sffirme avoir été menacé de mort et met en cause des militants locaux du Froot oational, e exprimé, samedi, l'intectico de porter plainte, nommément, contre porter plainte, nommément, contre plusieurs de ses agresseurs après evoir, dens uo premier temps, minimisé l'incident. M. Christian Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes, témoin de la scène, a condamné «les méthodes de certains extrémistes pour qui lo violence est la seule forme d'expression ». Dans son numéro deté 9-10 novembre, le quotidien d'extrême droite Présent estime. d'extrême droite Présent estime, pour sa part, que M. Roseau a été

## SOMMAIRE

#### ÉTRANGER

Pologne: M.Geremek enteme des négociations pour la formation d'un gouvernement ...... Yougoslevie : les reproches aux uropéene des Croates et des Slo-

Hongkong : lee autorités om commencé le rapetriement forcé eu Vietnam d'un groupe de « boat people >..... Bouthan: effrontements ethniques avec la minorité népalaise ..... Haīti : le pouvoir lance un mendat d'errêt contre le Père Aristide .... 6

Les confidences de Mr Cardoeo

de Melo, ex-ministre brésilien des

#### POLITIQUE

L'Aesemblée générale des Verts à La discueeion budgéraire à l'As-.... 7-8 semblée netionale... «Livree politiquee», per André Le réunion du conseil national de

#### SOCIÉTÉ

Les pères non mariés réclament une réforme de l'autorité parentale

Le programme de recherche «Bioavenir » se met en place .... 13 

Triste automne pour le marché de 'Ange de feu, de Prokofiev, à 'Opéra-Bastille..... Le tournée française de CharlElie

#### HEURES LOCALES

- Nouveaux parcours pour le gol; Marseille : transports à la carte · Centre : la recherche d'un art de
- Coopération urbaine franco- ita-
- Les Périgourdins eiment le

#### ÉCONOMIE

La grève des électroniciens aériens paralyse les aéroporte de le région

Reneult entend rattraper le retard pris dans la production ...... 17 Réactions hostilee aux traneferted'établissements publics en pro-Le « grogne » du patronat britanni-

Le eabotege comme mode d'ec-

## Services

40.11440	
Abonnements	2
Carnet 1	4
Revue dee valeurs 1	
Crédite, chenges	
et grands merchée	9
Météorologie 1	4
Mots croisés 1	4
Télévision 1	4
Spectecles 1	6
La télémetique du Monde : 3615 LEMONDE	

Le onméro du « Monde » daté 9 novembre 1991 a été tiré à 492 009 exemplaires.

3615 LM

## **EN BREF**

□ Le PDG d'une grande surface tué lors d'une tentative de hold-up. - Le PDG d'un magasin Intermerché de Bourg-la-Reioe (Hauts-de-Seine) e été mortellement blessé d'une balle dans la téte, vendredi 8 novembre, au cours d'une tentative de hold-up. A 21 h 30, heure de la fermeture de l'établissement. denx hommes ermés et cagoulés s'étaient présentés au megesin dans lequel il ne restait que le PDG, le directeur et sa femme, ainsi qu'un employé. En voulant s'emparer de la recette, les malfaiteurs ont fait feu, puis ont arraché le sac de la femme du directeur, avant de prendre la fuite.

□ Les surveillants de prison renoncent à engager un monvement de protestation commun. - Lors d'une réunion qui a cu lieu jeudi 7 novembre à Fleury-Mérogis (Essonne), les principaux syndicats de surveillants de prison, qui réclament une augmentation des cifectifs et une emélioration de leur système de retraite, ont ebouti a un constat de désaccord. Deux des syndicats présents, Force ouvrière et la CGT, ont décidé de ne pas s'associer à l'action propo-sée lors d'une réunion commune, le 23 octobre dernier : la mise en place, dans les établissements péni-tenliaires, d'un service minimum. FO et la CGT, qui evaient souhaité consulter leurs adhérents, affirment avoir reçu de leur base des réponses négatives.

☐ Cinq détenus se sont évadés de le prison d'Angnulême. - Cioq malfeiteurs, condamnés pour homicide ou etlaque à main armé, se sont évadés, vendredi 8 novembre, de la prison d'Angoulème, où ils purgeaient de longues peines. Malgré le déclenchement du plan Epervier sur l'ensemble du département de le Cherente, aucune trace des évades n'avait été retrou-vée samedi 9 novembre en fin de matinée. Les cinq hommes, qui travaillaient dens un atelier de mesuiserie, ont d'abord meîtrisé leur contremaître, puis neutralisé

trois gardiens en les enferment dans les lavabos. A cause du bruit des machines qu'ils avaient mises en merche, l'évesioo o'a été découverte qu'une beure plus tard.

L'URSS a-t-elle aidé l'éditeor Pergamin? - Scion The Indepen-dent du 9 novembre, qui reprend des informations du journal russe Nezovisimaya Gazeta, l'éditeur Pergamon – propriété jusqu'à une date récente du magnat de la presse Roben Maxwell – figurait sur une liste de sociétés «amies» auxquelles le comité central du Pari communiste d'URSS deveit de l'argent.

Un document interne au comité central signale une dette de 500 000 livres envers Pergamon, une autre de 100 000 livres envers le quotidien du PC britannique, le Morning Star, et d'eutres vis-à-vis d'une cinquantaine de sociélés dans le monde, dont OPF en Pergamon, éditeur scientifique, travaillait depuis longtemps avec

l'URSS. On ne sait si ces dettes dont le nouveau propriétaire, le groupe néerlandais Elsevier, n'e trouvé aucune trace – correspondent à des ventes ou à un soutien «amical», c'est-à-dire au finance-ment d'activités politiques è l'exté-rieur de l'URSS.

□ Le quotidien la Troffe se réorga oise. - Le quotidien la Truffe, lancé en septembre dernier, se réorganise pour faire face à l'érosion d'acbeteurs qui a conduit se diffusion en dessous de 30 000 exemplaires quotidiens. La rédaction va être structurée co services, pour micux coller à l'ectualité. Avec ce « retour aux sources ». comme le qualifie le directeur Jean Schalit, « nous devons fidélises les lecteurs, ne pas faire cinq hebdos par semaine, mais leur offrir notre regard sur l'actualité». Le quotidien, qui pense evoir touché le creux de la vague, doit par ail-leurs rouvrir d'iei la fin du mois une souscription publique pour porter à 20 000 actionnaires sa

#### Un général australien dirigera la mission de l'ONU au Cambodge Le secrétaire général de l'ONU, M. Jevier Perez de Cuellar, a

nommé, vendredi 8 novembre, un Australien, le général John Sanderson, à la tête de l'Autorité provi-soire des Netions uoies eu Cam-bodge (APRONUC), qui entrera en fonction le le janvier. Le géoé-ral français Miehel Loridon sera son adjoint et dirigera, en atten-dant, la partie militaire de la missioo préperetoire des Nations uoies au Cambodge (MIPRE-NUC), qui doit se mettre en place dans les tout procbains jours, avant l'arrivée, le 14 novembre, du prioce Sibanouk à Phoom-Penh. La désignation du principal responsable multaire de la mission evait fait l'objet d'un contentieux entre les Etats-Unis et la France (le Mande du 8 oovembre). L'ONU a été chargé, eux termes du traité de paix de Paris du 23 octobre, de désarmer les com-battants des diverses parties cam-bodgiennes en lutte depuis deux décennies, et de superviser l'application du cessez-le-feu. Le chef de la MIPRENUC, le diplomate ban-gledeshi Ataul Karim, est, pour sa part, errivé à Phnom-Penh le part, errive a ranom-rena le samedi 9 novembre. Le prince Norodom Sihanouk a, quant à lui, annoncé, le jeudi 7 novembre à Pékin, la dissolution de ses pro-pres forces militaires. — (AFP, Reu-ter, UPI.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

# Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Was and A SHAME OF